CNRD
2021-2022

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

LA FIN DE LA GUERRE

LES OPÉRATIONS, LES RÉPRESSIONS, LES DÉPORTATIONS ET LA FIN DU IIIe REICH (1944-1945)

Mémorial de la SHOAH
Musée. Centre de documentation

RENSEIGNEMENTS UTILES

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION 2021-2022

Thème : LA FIN DE LA GUERRE. LES OPÉRATIONS, LES RÉPRESSIONS, LES DÉPORTATIONS ET LA FIN DU IIIe REICH (1944-1945)

Dans cette rubrique figurent les informations essentielles pour participer à ce concours. Nous vous conseillons de vous reporter, pour plus de détails, aux informations officielles du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, mises en ligne sur le site **éduscol : eduscol.education.fr/cnrd**

INSCRIPTIONS

Pour les établissements situés sur le territoire national : se référer aux instructions données par le recteur de l'académie (la liste des interlocuteurs au sein des services territoriaux de l'Éducation nationale est disponible sur la page éduscol dédiée au concours).
Pour les établissements français à l'étranger : se référer aux informations communiquées par l'AEFE et la MLF.

PARTICIPATION AU CONCOURS

Catégories de participation	Modalités de participation
1re catégorie : classes de tous les lycées (à l'exception des formations post-baccalauréat)	• Réalisation d'un devoir individuel en classe, sous surveillance, sans documents personnels. • Durée : 3 heures.
2e catégorie : classes de tous les lycées (à l'exception des formations post-baccalauréat)	• Réalisation d'un travail collectif pouvant prendre différentes formes. • Pour la taille et le poids des travaux ainsi que la durée des travaux audiovisuels et sonores, se reporter au règlement annuel du concours.
3e catégorie : collèges (classes de 3e)	• Réalisation d'un devoir individuel en classe, sous surveillance, sans documents personnels. • Durée : 2 heures.
4e catégorie : collèges (classes de 3e)	• Réalisation d'un travail collectif pouvant prendre différentes formes. • Pour la taille et le poids des travaux ainsi que la durée des travaux audiovisuels et sonores, se reporter au règlement annuel du concours.

TRANSMISSION DES PRODUCTIONS RÉALISÉES

Les copies individuelles et les travaux collectifs sont à transmettre par l'établissement scolaire :
- pour les établissements situés sur le territoire métropolitain : au service de l'Éducation nationale compétent (généralement la DSDEN, mais, par sécurité, se référer aux instructions données par le recteur) ;
- pour les établissements des DROM-COM : au rectorat ou vice-rectorat ;
- pour les établissements français à l'étranger : se référer aux instructions reçues lors de l'inscription.

RÉSULTATS ET REMISES DES PRIX

Les lauréats académiques recevront leur prix lors d'une cérémonie organisée, si possible, à une date symbolique et dans un lieu lui conférant un caractère solennel. Les meilleurs travaux de chaque catégorie seront sélectionnés à l'échelle académique pour être présentés au jury national.
Les lauréats nationaux seront récompensés au cours d'une cérémonie officielle à Paris.

▲ *Photographie prise du camp de concentration nazi de Vught-Hertogenbosch au sud des Pays-Bas par Justine CHEVILLARD, élève de troisième au collège Henri de Navarre à Nérac (Lot-et-Garonne). Elle a obtenu le premier prix en 2019-2020.*

Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire

Les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle organisent chaque année, après les résultats du Concours national de la Résistance et de la Déportation, le concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire.
Ce concours offre aux élèves la possibilité d'exprimer leur sensibilité aux aspects artistiques et architecturaux des lieux de Mémoire au travers de la technique photographique.
Règlement du concours : www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/concours_p.htm

Les photographies doivent être envoyées à l'adresse suivante avant le 14 juillet 2022 :
Les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle

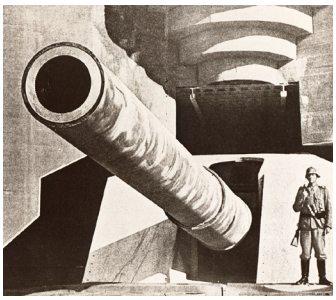
CONCOURS DE LA MEILLEURE PHOTOGRAPHIE D'UN LIEU DE MÉMOIRE
30, BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS

Les trois meilleures photographies seront diffusées sur les sites des fondations de la Résistance (www.fondationresistance.org), pour la Mémoire de la Déportation (www.fondationmemoiredeportation.com) et Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org).

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4-5

PARTIE I
LA FORTERESSE NAZIE À LA VEILLE DES GRANDES OFFENSIVES DE L'ÉTÉ 1944 6



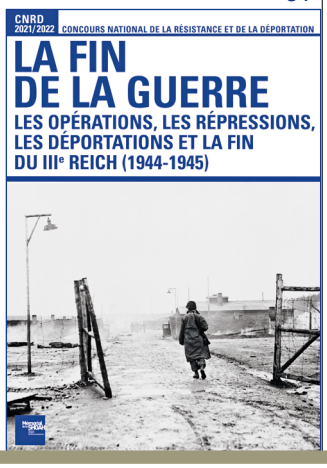
6 Les stratégies et tactiques militaires en Europe
8 La généralisation des actions punitives
10 La poursuite de l'extermination de la population juive
12 L'utilisation de l'arme de la propagande
14 Le cinéma, arme centrale de la propagande de guerre

PARTIE II
LES COMBATS DE LIBÉRATION ET LES FORMES DE RÉPRESSION (ÉTÉ 1944-HIVER 1944-1945) 15

15 Le théâtre des opérations et les premières libérations
18 Les massacres, crimes de guerre et déportations
21 Le travail forcé au service de la machine de guerre nazie
23 Les témoignages oraux de la collecte à l'utilisation en classe

PARTIE III
LA FIN DE L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE ET L'ÉCROULEMENT DU IIIe REICH (HIVER-PRINTEMPS 1944-1945) 24

24 Auschwitz-Birkenau
26 Les évacuations et les marches de la mort
28 Les derniers affrontements et l'ouverture des camps
30 La découverte de l'univers concentrationnaire après la chute du Reich
32 Analyse critique d'une photographie historique
34 Ressources



◀ *Soldat américain à Kaufering (sous-camp de Dachau) le jour de la découverte du camp, le 27 avril 1945. © United States Holocaust Memorial Museum, courtesy of Dr. Alfred B. Sundquist.*

PRÉFACE

Le Mémorial de la Shoah participe activement, depuis de nombreuses années déjà, au développement et à la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD). Il propose en particulier, tous les ans, des formations destinées aux enseignants, des séances de projections-débats destinées aux élèves, un minisite de ressources sur internet et une exposition itinérante sur le thème du concours qui circule un peu partout en France. En 2021-2022, le Mémorial de la Shoah s'implique davantage encore dans l'organisation et la promotion du concours, en coordonnant pour la première fois la brochure nationale de préparation au CNRD. Cette brochure a été réalisée sous l'autorité de l'Inspecteur général Tristan Lecoq, en partenariat étroit, évidemment, avec les autres institutions et musées impliqués dans la vie et le succès du CNRD. Soulignons qu'il s'agit désormais d'un concours « historique » puisqu'il fête cette année ses 60 ans. À cette occasion, le Mémorial présente d'ailleurs dans ses locaux, en partenariat avec le musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne, une exposition qui retrace l'évolution de cette épreuve civique.
Le thème choisi cette année est « La fin de la guerre. Les opérations, les répressions, les déportations et la fin du IIIe Reich (1944-1945) ». Les textes et documents réunis dans cette brochure permettront aux enseignants et aux élèves qui participent à ce concours de mieux se préparer, tout en faisant vivre aussi les valeurs de la République et la mémoire de la Résistance et de la Déportation.

Jacques Fredj
Directeur du Mémorial de la Shoah

Exposition itinérante

Le Mémorial de la Shoah présente une nouvelle exposition itinérante « La fin de la guerre en Europe 1944-1945, des itinéraires oubliés » sur le thème 2021-2022 du CNRD. Elle est destinée à circuler dans les établissements scolaires qui en feront la demande. Cette exposition s'attache, tout en reprenant le contexte militaire général, aux itinéraires oubliés : ceux des armées, des offensives, ceux d'individus résistants, déportés, civils, pris dans les opérations militaires qui conduisent entre 1944 et 1945 à la fin du IIIe Reich. L'exposition est illustrée par des extraits de journaux personnels, des documents d'archives, des images, des cartes, des lexiques et est complétée par un livret d'accompagnement pédagogique. D'autres expositions itinérantes en rapport avec le thème du CNRD 2021-2022 sont également disponibles.

Réservation : Caroline François
Tél. : 01 53 01 17 09
caroline.francois@memorialdelashoah.org

@ **Le symbole @ indique au fil des pages de la brochure des ressources qui peuvent être consultées en ligne. Les liens pour y accéder sont disponibles sur la brochure numérique, version augmentée de la brochure papier, accessible sur le site du Mémorial de la Shoah : www.memorialdelashoah.org, rubrique Pédagogie et formation/CNRD.**

LA FIN DE LA GUERRE
LES OPÉRATIONS, LES RÉPRESSIONS, LES DÉPORTATIONS ET LA FIN DU IIIe REICH (1944-1945)

La réflexion que propose le thème du CNRD pour 2021-2022 porte sur les relations entre trois réalités historiques séparables mais non séparées : les opérations militaires alliées, leurs objectifs, leur déroulement et leurs résultats ; les répressions et les déportations jusqu'aux limites les plus extrêmes ; la fin du régime nazi, dans le contexte de la période la plus meurtrière de la Seconde Guerre mondiale, de 1944 à 1945.

Un des points centraux de cette problématique réside dans les conséquences que les opérations militaires comportent en termes de recrudescence de la brutalisation et de la répression par les nazis, notamment sur les civils et les résistants. En revanche, elles ne changent rien à leur pratique exterminatoire contre les Juifs, ce qui montre par défaut la centralité de celle-ci dans la politique nazie. Pour les nazis et depuis les origines du conflit, mais avec une intensification croissante, les tensions sont idéologiques et raciales. Ils continuent de mener la guerre contre les Juifs jusqu'au bout. Vers l'effondrement militaire et le déchaînement répressif, les deux dernières années de la guerre sont meurtrières : radicalisation de la violence guerrière, politique de terreur d'Est en Ouest, représailles partout, alors qu'Auschwitz devient l'épicentre du système concentrationnaire nazi.

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre et dans la ligne des programmes du collège et des lycées, qui mettent l'accent sur l'importance des faits militaires et de leurs interactions avec les différentes formes de répression et les déportations pratiquées par l'Allemagne nazie et ses vassaux, mais aussi par l'URSS, durant la Seconde Guerre mondiale[1]. Fidèle à la réforme du CNRD, elle rejoint les thèmes des quatre dernières années : adossée aux programmes, ouverte aux apports de la recherche, avec des vues larges sur la France et sur l'Europe.

UNE CHRONOLOGIE DES ANNÉES 1944-1945

Le thème débute en janvier 1944, ce qui permet d'inclure non seulement les convois de déportation à partir de la France, mais aussi l'ensemble de ce qui précède la déportation des Hongrois. La période qui va de janvier à juin 1944 est comme une veillée d'armes au cours de laquelle s'intensifie la répression dans les territoires occupés, pour assurer les arrières de l'armée allemande, en attaquant et en éliminant les maquis (Ain, Glières, Limousin) ou en combattant les partisans biélorusses sur le front de l'Est. En février 1944, le commandement militaire allemand pour l'Ouest promulgue un texte réglementaire (décret Sperrle) qui transforme les politiques répressives – ce qui concerne notamment la France, qui passe de « territoire ami » à « hostile » et doit donc être traité comme tel. Ces opérations ont aussi un point commun : elles s'accompagnent de rafles contre les civils, au premier rang desquels les Juifs.

Juin 1944, après le tournant de la défaite des armées allemandes à Stalingrad, en février 1943, fournit une césure possible pour marquer le commencement de la fin du conflit, avec le débarquement à l'Ouest, la libération de Rome et l'offensive *Bagration* quinze jours plus tard, colossale opération qui balaye quasiment tout le front de l'Est et marque le début de la marche à la victoire du côté soviétique[2]. Dans ce début de la phase finale de la guerre, à l'Est comme à l'Ouest, les conséquences des opérations militaires sur les répressions et les déportations sont manifestes. La répression qui s'abat sur les populations est d'autant plus violente que se joue le sort final de la guerre (Oradour, Tulle, le Vercors, Varsovie et les déportations partout). Alors que sont engagés des combats décisifs, les Allemands mettent en œuvre une véritable stratégie de terreur dans les territoires qui restent sous leur contrôle. La fin de l'été 1944 et l'automne qui suit marquent une troisième césure, avec une retraite généralisée de la Wehrmacht et l'échec de rares contre-offensives[3] qui se traduisent par des violences et des exactions croissantes dans les territoires concernés. La peur devient le quotidien des peuples.

La mention de « la fin du IIIe Reich » dans l'intitulé permet de circonscrire le sujet au continent européen et met l'accent dans un même mouvement historique sur le moment le plus intense, l'échec et les conséquences de la « guerre d'anéantissement » lancée à l'Est par Adolf Hitler le 22 juin 1941, avec l'opération Barbarossa[4] et qui ne prend fin qu'avec la chute de Hitler et la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945[5]. Sur le front de l'Ouest, à partir de la fin du mois de juillet 1944, les Alliés piétinent – Paris n'est libérée qu'au mois d'août. La guerre n'est pas terminée à Noël et des régions entières demeurent sous l'occupation, c'est-à-dire sous la répression, allemande[6].

Ce n'est qu'avec la campagne du Rhin à l'Ouest[7] et le franchissement de la Vistule à l'Est que les Alliés parviennent, au terme de longs et très durs combats de janvier à mai 1945, à progresser à l'intérieur du Reich et à détruire la Wehrmacht qui se bat encore en Italie ou dans les Balkans, y compris contre les résistants. Les conséquences pour les territoires occupés par l'Allemagne ou soumis à leurs vassaux sont terribles.

LES FRONTS, LA RÉPRESSION ET LA DÉPORTATION

La dimension répressive et sa liaison avec les fronts sont évidentes dans les pays occupés et ceux qui collaborent avec l'Allemagne nazie, dont témoignent les massacres tels que Tulle, Oradour, Maillé, etc., en France[8], Marzabotto en Italie[9]. Outre les opérations militaires alliées, on évoquera les soulèvements de villes et de territoires comme Varsovie, Paris et Bratislava. Les résistants payent un très lourd tribut à la répression, avec les conséquences souvent dramatiques des actions développées par les partisans et les maquisards qui visent à libérer des territoires avant l'arrivée des Alliés, et qui conduisent à l'anéantissement des partisans biélorusses entre avril et juin 1944 lors des opérations Averse et Cormoran, au démantèlement des maquis du Mont-Mouchet, de Saint-Marcel et du Vercors en juin-juillet 1944 en France, aux massacres des partisans de la plaine du Pô en décembre 1944 en Italie.

La relation avec les déportations est forte : en France, de nombreuses prisons sont vidées, il y a les « trains fantômes », comme celui parti de Toulouse et qui erre pendant des semaines sur les voies, ou le convoi transférant des détenus de Lyon vers Drancy, Compiègne et Romainville, et qui est dérouté vers le Struthof, Ravensbrück et Auschwitz… Le 11 août 1944, un transfert de quelque 700 prisonniers de Montluc (résistants et résistantes, Juifs) est mis en route de Lyon à Paris, à destination de Drancy et de Compiègne. En raison d'un attentat sur la voie ferrée, il est dérouté vers le Struthof-Natzweiler, Ravensbrück (pour les femmes) et Auschwitz pour les Juifs (environ 350, ce qui en fait le dernier convoi important au départ de la province).

On peut parler d'une radicalisation des pratiques répressives sur le sol français, avec la chasse à laquelle se livre Alois Brünner, les rafles dans différentes maisons d'enfants comme Izieu et les

multiples assassinats de Juifs durant l'été 1944, dont Georges Mandel et Jean Zay, abattus par les supplétifs de Vichy tout autant parce qu'ils sont Juifs que parce qu'ils représentent la République et le Front populaire…

Cette phase correspond au retour de la guerre sur le sol national, mais cette radicalisation touche aussi les populations civiles et la Résistance. En France, l'été 1944 est marqué non seulement par le départ des derniers convois de déportation de Juifs – le dernier quitte Drancy le 15 août[10]–, mais aussi par les exécutions sommaires de résistants ou de Juifs dans le cadre d'un « État français » doublé d'un État milicien pleinement supplétif des Allemands.

Le conflit connaît une extension à l'Ouest de pratiques extrêmes de la guerre, plus connues jusqu'alors sur les théâtres d'opération orientaux et balkaniques. Dans le piémont des Vosges ont lieu des déportations massives de populations. Dans le camp de Natzweiler, 106 résistants du réseau Alliance sont massacrés.

Dans le même temps, dans la « grande Allemagne », l'exploitation des travailleurs forcés est poussée à son comble, notamment au profit de l'industrie d'armement, dans d'ultimes tentatives de renverser le cours des choses.

LA « SOLUTION FINALE » JUSQU'À LA FIN

S'agissant de la dimension européenne de la question, la Shoah se poursuit en 1944-1945, mais ne s'intensifie pas et ne culmine pas non plus. C'est donc sa continuation qu'il faut souligner en dépit des multiples revers militaires et en raison, surtout, de l'importance idéologique considérable du racisme nazi. Certains « technocrates » du régime, notamment dans l'entourage du ministre de l'Armement Albert Speer, soulignent qu'il serait peut-être plus profitable, alors que les revers s'accumulent, d'utiliser les déportés juifs comme force de travail dans les usines d'armement plutôt que de les exterminer. Les dirigeants nazis maintiennent néanmoins jusqu'au bout la « Solution finale[11] ».

Il n'y a ni intensification ni acmé du crime en 1944. Les nazis cherchent à anéantir les dernières grandes communautés, les derniers ghettos, les derniers camps, mais la Shoah a culminé en 1942 avec une intensité effroyable : à l'été 1944, 90 % des Juifs victimes de la Shoah sont déjà assassinés[12] : 5,4 millions d'entre eux ont été massacrés, issus du monde yiddish pour l'essentiel, exécutés ou gazés par les Allemands entre 1941 et 1943, morts du fait du système concentrationnaire, civils exécutés par les occupants à titre de représailles. Un espace singulier se dessine ainsi, une zone de l'Europe dont « les populations souffrirent de trois vagues d'occupation au cours de la Seconde Guerre mondiale : d'abord soviétique, puis allemande, et de nouveau soviétique[13] ». Que reste-t-il de ce foyer de la culture juive de l'Est européen, du Yiddishland en 1945 ?

La Shoah imprime sa marque à travers la plupart des pays encore ou depuis peu sous occupation allemande. Les convois continuent de partir jusqu'au dernier wagon, en prenant parfois même le pas sur les trains chargés de soldats en retraite des armées allemandes. La Hongrie est envahie en mars 1944. Au printemps et à l'été 1944, les nombreuses communautés juives de Hongrie sont exterminées, à l'exception de celle de Budapest dont le destin fatal est alors stoppé en grande partie. Jusqu'au mois de novembre, les opérations de gazage se poursuivent à Birkenau. Les logiques de déportation s'affirment et, quelquefois, se contredisent. En Allemagne et vers l'Allemagne, on déporte encore des Juifs jusqu'au début de l'année 1945. À Budapest, pendant le siège de la ville en janvier 1945, le parti pro-allemand des Croix-Fléchées dirigé par Ferenc Szalasi exécute près de 25 000 Juifs… Dans ces derniers mois du conflit, les survivants du système concentrationnaire et d'extermination sont évacués vers l'Allemagne et vers les régions encore sous emprise allemande lors de meurtrières « marches de la mort »[14], au cours desquelles les populations locales contribuent (souvent volontairement) à effacer ces preuves d'un appareil de répression et d'assassinat en pleine déréliction[15]… alors que les autorités nazies ordonnent d'effacer les traces des massacres, humaines et matérielles[16].

Comme l'a démontré Ian Kershaw, si la plupart des officiers généraux de la Wehrmacht savent que la guerre est perdue, c'est cependant l'occasion de souligner que, jusqu'au début de l'année 1945, les Allemands, matraqués par la propagande et/ou aveuglés par leurs convictions, n'en ont pas une claire conscience, en dépit des morts civils et militaires, des bombardements, des destructions, étant donné que jusque-là le territoire allemand est quasi vierge de troupes alliées[17]. Ils continuent alors à soutenir le régime et ses menées belliqueuses jusqu'au bout[18].

Après la découverte de Maidanek (Lublin) par les Soviétiques le 23 juillet 1944, le premier contact des Alliés occidentaux avec l'univers concentrationnaire date du 25 novembre 1944, avec l'arrivée au camp du Struthof. La date du 27 janvier 1945 est celle de la découverte d'Auschwitz. Ces camps sont bien découverts et non « libérés ». Ils ne constituent pas des objectifs militaires, ni à l'Est ni à l'Ouest. À partir d'avril 1945, en conséquence des opérations militaires, les principaux camps de concentration du Reich ont été évacués, en intégralité pour certains (Mittelbau-Dora, Ravensbrück et Sachsenhausen), partiellement pour d'autres (Buchenwald, Flossenbürg). En fait, la majorité des survivants est délivrée hors des camps. Poussant à l'extrême l'irrationnel, alors que le Reich s'écroule, la SS cherche à conserver par tous les moyens cette force de travail censée lui permettre de gagner la guerre.

Cette date du 27 janvier 1945 marque aussi l'entrée de l'Armée rouge dans la pointe orientale de l'Allemagne, puisque Auschwitz est la ville située le plus à l'est de la « grande Allemagne », en tout cas dans sa partie sud, et illustre les conséquences de ce qui n'est pas seulement un déploiement militaire. Quelques semaines plus tard, la bataille de Berlin, qui se déroule du 16 avril au 2 mai, précipite la chute du Reich et entraîne la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

Tristan Lecoq
Inspecteur général de l'Éducation nationale
Président du Concours national de la Résistance et de la Déportation

1 Programmes d'histoire de terminale des séries générale et technologique, BO spécial n° 8 du 25 juillet 2019.
2 Jean Lopez, *Opération Bagration : la revanche de Staline (1944)*, Paris, Economica, 2014.
3 Anthony Beevor, *Ardennes 1944. La va-tout d'Hitler*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Calmann-Levy, 2015 (rééd. Le Livre de Poche, 2017).
4 Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Barbarossa. 1941, la guerre absolue*, Paris, Passé composé, 2019.
5 Philippe Richardot, *Hitler face à Staline. Le front de l'Est 1941-1945*, Paris, Belin, 2013.
6 Nicolas Aubin, *La course au Rhin (25 juillet - 15 décembre 1944). Pourquoi la guerre ne s'est pas finie à Noël*, Paris, Economica, 2018.
7 Daniel Feldmann et Cédric Mas, *La campagne du Rhin. Les Alliés entrent en Allemagne (janvier-mai 1945)*, Paris, Economica, 2016.
8 Sarah B. Farmer, *Oradour : 10 juin 1944*, traduit de l'anglais par Pierre Guglielmina, Paris, Perrin, 2007 ; Fabrice Grenard, *Tulle : enquête sur un massacre*, Paris, Tallandier, 2014 ; Max Hastings, *La Division* Das Reich *: Tulle, Oradour-sur-Glane, Normandie, 8 juin-20 juin 1944*, traduit de l'anglais par René Brest, Paris, Tallandier, coll. Texto, 2014.
9 Steffen Prauser, « Les crimes de guerre allemands en Italie, 1943-1945 », in Gaël Eismann et Stefan Martens, *Occupation et répression militaire allemande : la politique du « maintien de l'ordre » en Europe occupée 1939-1945*, Paris, Autrement/Institut historique allemand, 2007.
10 Le départ du dernier grand convoi de déportation de Juifs date du 31 juillet, mais 51 Juifs sont encore déportés par Brunner le 15 août 1944 au départ de Drancy. Cette date est encore plus symbolique pour montrer que la déportation fonctionne jusqu'aux derniers jours de l'Occupation.
11 Johann Chapoutot, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014.
12 Tal Brutmann *Auschwitz*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2015.
13 Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Gallimard, 2012, p. 617.
14 Daniel Blatman, *Les marches de la mort. La dernière étape du génocide nazi, été 1944-printemps 1945*, traduit de l'hébreu par Nicolas Weill, Paris, Fayard, 2009.
15 Nikolaus Wachsmann, *KL. Une histoire des camps de concentration nazis*, traduit de l'anglais par Jean-François Sené, Paris, Gallimard, 2017.
16 Andrej Angrick, « Aktion 1005 ». Spurenbeseitigung von NS-Massenverbrechen 1942-1945. Eine « geheime Reichssache » im Spannungsfeld von Kriegswende und Propaganda, Göttingen, Wallstein, 2018.
17 Ian Kershaw, *La Fin. Allemagne (1944-1945)*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Seuil, 2012.
18 Nicholas Stargardt, *La Guerre allemande. Portrait d'un peuple en guerre 1939-1945*, traduit de l'anglais par Aude de Saint-Loup et Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Librairie Vuibert, 2017.

LA FORTERESSE NAZIE À LA VEILLE DES GRANDES OFFENSIVES DE L'ÉTÉ 1944

LES STRATÉGIES ET TACTIQUES MILITAIRES EN EUROPE

Dès 1943, l'Allemagne nazie apparaît sur la défensive, après les débarquements réussis en Afrique du Nord (Maroc et Algérie) et en Méditerranée (Corse et sud de l'Italie). Elle s'évertue donc à essayer de consolider la « Forteresse Europe », tout en renforçant le Mur de l'Atlantique (à l'Ouest) et les fortifications militaires (à l'Est). En France, les effectifs des troupes d'occupation augmentent sensiblement : on dénombre 55 000 hommes début 1943, mais 95 000 hommes à la fin de cette même année. C'est à ce moment aussi que les Alliés décident de coordonner leurs offensives prévues au printemps 1944 (conférence de Téhéran). Il s'agit de lancer, simultanément, sur les deux fronts, de vastes offensives visant à atteindre le cœur même de l'Allemagne nazie. Alors que les Soviétiques privilégient l'armée de terre (largement soutenue par des tanks), les Anglo-Américains accordent, de leur côté, une importance toute particulière à l'armée de l'air et à la marine. L'aviation va en effet favoriser les bombardements de sites industriels et des infrastructures de transport, tandis que la flotte facilite le transport du matériel et des troupes. Les attaques alliées intensifient les bombardements dès le début 1944, dans la perspective du débarquement en Normandie. Les ports sont particulièrement visés et disputés. La réussite du débarquement de Provence (août 1944) va aussi grandement faciliter le ravitaillement et l'acheminement des troupes alliées en direction du cœur industriel et économique de l'Allemagne nazie (la Ruhr).

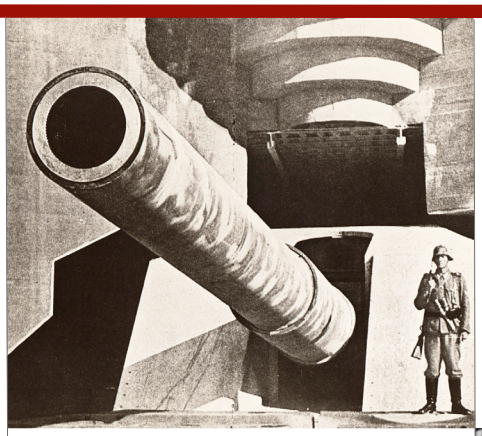
L'ALLEMAGNE NAZIE SUR LA DÉFENSIVE

Par sa directive du 14 décembre 1941, Hitler avait ordonné la construction d'une ligne de fortifications le long de la façade atlantique, de la Norvège à la frontière espagnole, soit 6 000 km. L'entrée en guerre des États-Unis laissait en effet augurer un débarquement anglo-américain sur les côtes occidentales de l'Europe.

L'automne 1943 marque une intensification de l'effort allemand sur les chantiers de l'*Atlantikwall* et ceux destinés au lancement des armes nouvelles (*V1* et *V2*), susceptibles aux yeux de Hitler de renverser le cours de la guerre. Le *Feldmarshall* Rommel, nommé en novembre 1943 « inspecteur des défenses côtières », est persuadé que le combat décisif aura lieu sur le rivage. Il ordonne donc de renforcer la ligne de défense en lui donnant plus de profondeur : il fait multiplier sur les plages les obstacles et les champs de mines, inonder les plaines maritimes pour empêcher l'atterrissage de planeurs, etc.

Par ailleurs, sur ordre de Hitler, les principaux ports sont transformés en forteresses (*Festungen*) au début de l'année 1944. En effet, depuis le raid de Dieppe (août 1942), il pense que les Alliés tenteront de s'emparer d'un grand port pour assurer leur logistique.

À l'Est, à la suite de la bataille de Koursk en juillet et août 1943, Hitler ordonne la construction d'une ligne défensive, appelée Panther-Wotan ou « mur de l'Est » (*Ostwall*), prenant appui sur la rive occidentale du Dniepr. Près de 200 000 travailleurs forcés sont réquisitionnés pour édifier des milliers de points d'appui défensifs protégés par des fossés antichars, des barbelés et des champs de mines. Mais fin 1943, cette immense muraille, dernier espoir de l'armée allemande, est loin d'être achevée.



◀ *La propagande du Reich vantant l'invulnérabilité du mur de l'Atlantique diffuse à la population allemande les images impressionnantes des batteries géantes du Pas-de-Calais.*
© Centre de ressources La Coupole

▼ *Joseph Staline, Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill se rencontrent, pour la première fois, lors de la conférence de Téhéran (1943).*
© Mémorial de la Shoah

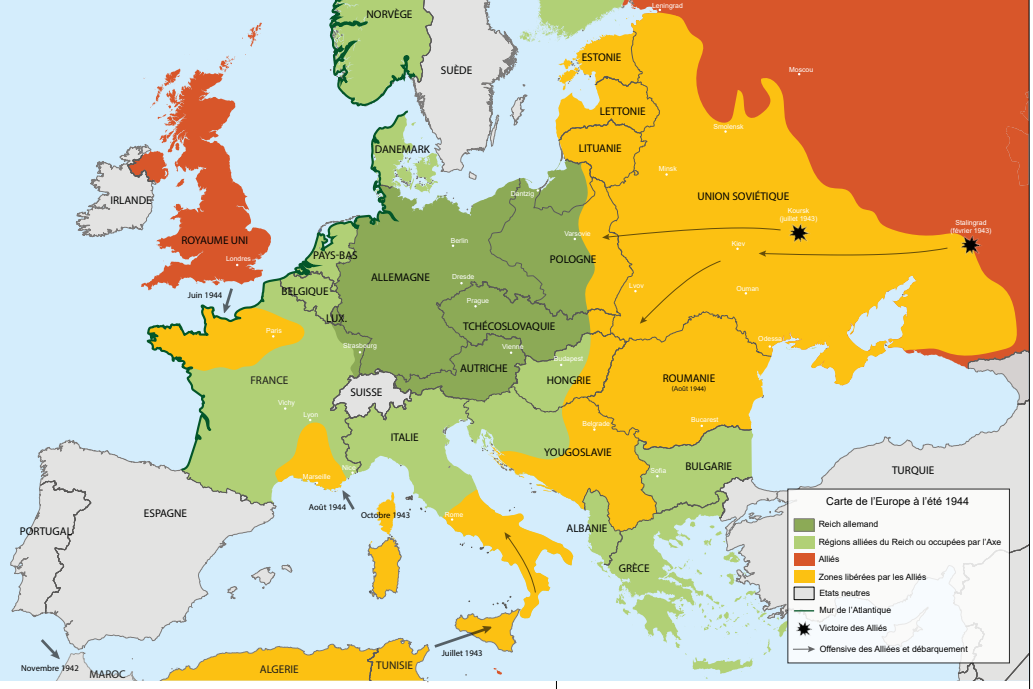
LA CONFÉRENCE DE TÉHÉRAN, EN NOVEMBRE 1943

Du 28 novembre au 1er décembre 1943, la conférence de Téhéran réunit en Iran Winston Churchill, Premier ministre britannique, Franklin D. Roosevelt, président des États-Unis, et Joseph Staline, chef de l'État soviétique. Elle se déroule en trois réunions destinées à préparer l'avenir de la planète.

On y programme d'abord un débarquement allié en Europe, prévu à ce stade pour le 1er mai 1944 : Churchill s'oppose à ses deux interlocuteurs en défendant plutôt l'idée d'une opération dans les Balkans. Staline, pour sa part, prône une percée directe vers l'Allemagne, ce qui lui permettrait de se réserver les opérations sur les territoires d'Europe centrale et dans les Balkans. Il évoque également l'idée de repousser vers l'Ouest, jusqu'à l'Oder, la frontière occidentale de la Pologne. Tous trois s'entendent par ailleurs sur le démembrement de l'Allemagne.

À Téhéran sont également dressés les contours de la future Organisation des Nations Unies, formée d'une assemblée générale réunissant tous les pays membres ; d'un comité exécutif traitant de sujets non militaires (URSS, États-Unis, Royaume-Uni, Chine, deux États européens, un État sud-américain, un État moyen-oriental, un État extrême-oriental et un *Dominion*) ; un comité restreint (URSS, États-Unis, Royaume-Uni, Chine) destiné à agir rapidement en cas de menace de guerre.

Sans réels résultats autres que militaires, la conférence importe surtout par l'atmosphère qu'elle provoque, l'établissement d'un dialogue franc et direct entre les principaux responsables des pays impliqués, la mise à plat des problèmes du moment et d'un souci de planification à moyen et à long terme. Elle s'achève sur la publication d'un communiqué officiel.



© Mémorial de la Shoah

LES *FESTUNGEN* : LA TRANSFORMATION DES PORTS EN FORTERESSE

En 1942, le haut commandement allemand pense que, dans la perspective d'un débarquement sur le continent européen, les Alliés chercheront avant tout à s'emparer de ports en eaux profondes pour pouvoir assurer l'approvisionnement de leurs troupes. Dès lors, la défense des côtes de l'Europe occidentale passe par la fortification des grandes installations portuaires. À l'automne 1943, après le débarquement en Italie, la prise de Naples par les Alliés finit de convaincre Hitler qu'il a percé la stratégie alliée. En janvier 1944, il ordonne donc de renforcer la défense des grands ports européens pour en faire de redoutables forteresses (*Festungen*) et bloquer ainsi les points d'accès au continent depuis la mer. Ces places fortes doivent pouvoir résister à un siège prolongé et permettre également de lancer des contre-attaques, devenant ainsi les contreforts du Mur de l'Atlantique. Dès le début 1944, sur la partie française du mur de l'Atlantique, on comptera pas moins de douze forteresses. Après le débarquement de Normandie, les Alliés s'emparent de la moitié d'entre elles (Cherbourg, Saint-Malo, Le Havre, Brest, Calais et Boulogne-sur-Mer), toutes prises à revers. En effet, si ces places fortes côtières sont solidement défendues par de l'artillerie et des ouvrages fortifiés du côté maritime, elles ne sont pas dotées de troupes ni d'armements suffisants pour assurer une protection de leurs arrières, en raison des nombreuses ponctions opérées par Berlin dans les réserves du front occidental pour essayer de combler les pertes du front de l'Est.

Si la réussite des débarquements de Normandie et de Provence a démontré l'inefficacité des fortifications côtière allemandes, les *Festungen* ont néanmoins contribué à prolonger de plusieurs mois le conflit. En empêchant les Alliés d'accéder aux ports de la Manche orientale, les stratèges allemands ont provoqué, à l'automne 1944, une crise logistique majeure jusqu'à la mise en service du port d'Anvers, en décembre 1944.

LES BOMBARDEMENTS AÉRIENS ALLIÉS

La destruction de la ville du Havre à plus de 80 % (septembre 1944) et les 35 000 morts de Dresde sous un déluge de feu (février 1945) témoignent pour la France et pour l'Allemagne du rôle et de l'ampleur des bombardements aériens stratégiques mis en œuvre par les États-Unis et le Royaume-Uni à la fin du conflit.

Participant pleinement des opérations militaires, les raids aériens connaissent alors leur apogée sur le front de l'Ouest. Interventions préparatoires et de soutien au débarquement de Normandie, ils ont pour but, en France, de paralyser les transports et de ralentir les éventuels renforts militaires ennemis. Ils se poursuivent en Alsace et en Lorraine durant tout l'hiver 1944-1945 et dévastent les dernières poches de résistance allemande de l'Atlantique jusqu'à leur libération en avril-mai 1945. Sur le territoire du Reich, le bombardement des villes est considéré comme une arme décisive : il faut briser le moral de la population, endommager l'économie et les centres urbains, entraver l'action de la Luftwaffe.

L'efficacité de ces bombardements, trop imprécis pour atteindre leurs cibles, a suscité des controverses dès l'été 1944. Ainsi Churchill dénonce-t-il, pour la France, les trop lourdes pertes civiles, dans un pays considéré comme allié. En Allemagne, les effets directs des raids aériens se révèlent finalement limités en raison de la dispersion et de l'enfouissement des usines. Ils ont aussi pour conséquence de mobiliser les civils derrière le Führer.

Pour autant, si les bombardements alliés n'ont pas provoqué la défaite du IIIe Reich, ils ont participé de la victoire.

▼ *Sur les plages du Pas-de-Calais, le maréchal Erwin Rommel inspecte les défenses du Mur de l'Atlantique, France, 1944.*
© Centre de ressources La Coupole

▼ *Affiche de la propagande allemande montrant les villes bombardées par l'aviation anglo-américaine, France, juillet 1943.*
© Mémorial de la Shoah

Bombardements

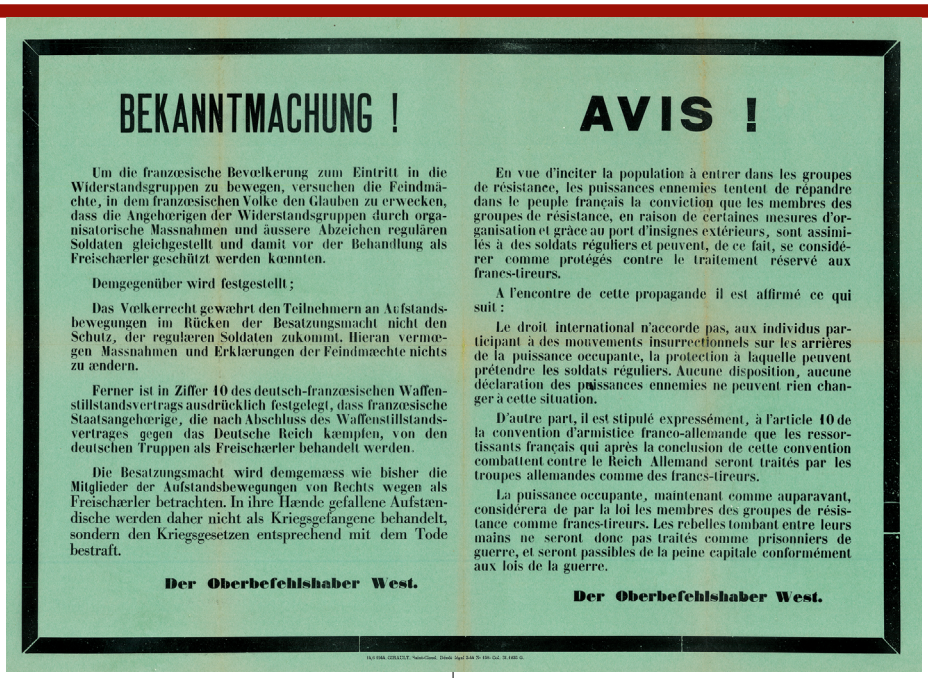
Hélène Hoppenot est la femme d'un diplomate résistant. En mai 1944, ils sont installés à Washington (États-Unis). Extrait de son journal en date du 24 mai 1944.

« Les bombardements sur l'Europe crèvent mon cœur : que vont en laisser les Américains ? Des rapports de résistants, provenant de diverses régions de France, font part de l'effroi, de l'indignation ou la colère des habitants de villes bombardées. À Lorient, les Américains sont appelés "les assassins" et il n'est pas sûr qu'ils ne seraient pas molestés s'ils tombaient en parachute. Au Creusot, une partie de la ville est détruite mais pas un bâtiment d'usine n'a été touché ; à Rouen, la cathédrale et Saint-Maclou ont reçu des bombes, etc. Ce que les Français reprochent aux aviateurs américains, c'est de maintenir leurs forteresses volantes et leurs libérateurs à quatre ou cinq mille mètres et de n'avoir de ce fait aucune précision de tir. Les Anglais, eux, prennent des risques et descendent assez bas sur leurs objectifs : "Qu'on envoie les Américains se faire la main sur l'Allemagne, disent les bombardés, et qu'on nous laisse les Anglais". »

Hélène Hoppenot, *Journal 1940-1944*, Paris, éditions Claire Paulhan, 2019, p. 406.

@ **Exposition itinérante « Le Mur de l'Atlantique sur les côtes du Nord-Pas-de-Calais », La Coupole, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais - www.lacoupole-france.com • Musée du mur de l'Atlantique – Batterie Todt - www.batterietodt.com/ • Les stratégies et tactiques militaires allemandes et alliées au début de 1944, Fondation de la France Libre, www.france-libre.net/les-strategies-et-tactiques-militaires-allemandes-et-alliees-au-debut-de-1944/**

▲ *Arrestation à Paris de résistants par la Milice française, dirigée par Joseph Darnand, le 2 juin 1944. © Mémorial de la Shoah*



BEKANNTMACHUNG !

Um die französische Bevœlkerung zum Eintritt in die Widerstandsgruppen zu bewegen, versuchen die Feindmæchte, in dem französischen Volke den Glauben zu erwecken, dass die Angehœrigen der Widerstandsgruppen durch organisatorische Massnahmen und äussere Abzeichen regulären Soldaten gleichgestellt und damit vor der Behandlung als Freischærler geschützt werden kœnnten.

Demgegenüber wird festgestellt ;

Das Vœlkerrecht gewæhrt den Teilnehmern an Aufstandsbewegungen im Rücken der Besatzungsmacht nicht den Schutz, der regulæren Soldaten zukommt. Hieran vermægen Massnahmen und Erklærungen der Feindmæchte nichts zu ændern.

Ferner ist in Ziffer 10 des deutsch-französischen Waffenstillstandsvertrags ausdrücklich festgelegt, dass französische Staatsangehœrige, die nach Abschluss des Waffenstillstandsvertrages gegen das Deutsche Reich kæmpfen, von den deutschen Truppen als Freischærler behandelt werden.

Die Besatzungsmacht wird demgemæss wie bisher die Mitglieder der Aufstandsbewegungen von Rechts wegen als Freischærler betrachten. In ihre Hænde gefallene Aufstændische werden daher nicht als Kriegsgefangene behandelt, sondern den Kriegsgesetzen entsprechend mit dem Tode bestraft.

Der Oberbefehlshaber West.

AVIS !

En vue d'inciter la population à entrer dans les groupes de résistance, les puissances ennemies tentent de répandre dans le peuple français la conviction que les membres des groupes de résistance, en raison de certaines mesures d'organisation et grâce au port d'insignes extérieurs, sont assimilés à des soldats réguliers et peuvent, de ce fait, se considérer comme protégés contre le traitement réservé aux francs-tireurs.

A l'encontre de cette propagande il est affirmé ce qui suit :

Le droit international n'accorde pas, aux individus participant à des mouvements insurrectionnels sur les arrières de la puissance occupante, la protection à laquelle peuvent prétendre les soldats réguliers. Aucune disposition, aucune déclaration des puissances ennemies ne peuvent rien changer à cette situation.

D'autre part, il est stipulé expressément, à l'article 10 de la convention d'armistice franco-allemande que les ressortissants français qui après la conclusion de cette convention combattent contre le Reich Allemand seront traités par les troupes allemandes comme des francs-tireurs.

La puissance occupante, maintenant comme auparavant, considérera de par la loi les membres des groupes de résistance comme francs-tireurs. Les rebelles tombant entre leurs mains ne seront donc pas traités comme prisonniers de guerre, et seront passibles de la peine capitale conformément aux lois de la guerre.

Der Oberbefehlshaber West.

▲ *Placard allemand de mise en garde contre l'engagement dans la Résistance, France, 1944. © Mémorial de la Shoah*

LA GÉNÉRALISATION DES ACTIONS PUNITIVES

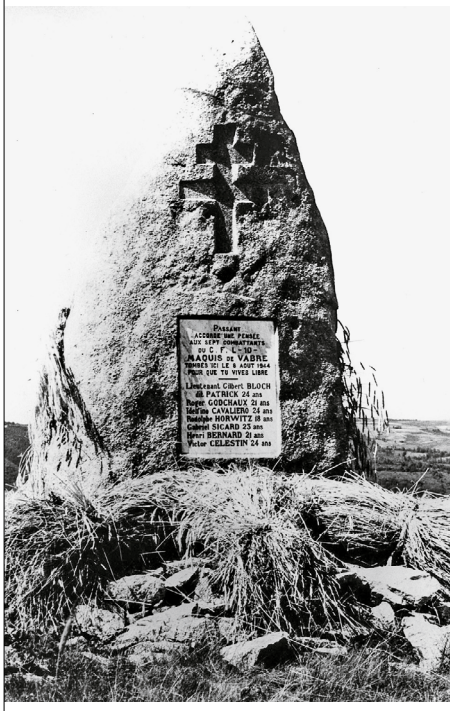
Le 1er décembre 1943, Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande du Reich, fait le constat qu'à l'Ouest, « tout bouillonne » : une partie de la jeunesse française prend le maquis et il faut donc se préparer à une « guerre de partisans », comme celle qui se déroule déjà à l'Est. Le 8 novembre 1943, face à l'imminence d'un important débarquement allié, un ordre de Hitler a déclaré le front de l'Ouest « prioritaire ». L'urgence impose des méthodes de moins en moins « légales », de plus en plus expéditives. En Italie, où les Alliés ont mis le pied depuis 1943, des massacres visant les populations civiles ont déjà commencé dans les zones d'opérations militaires.

En France, dès janvier 1944, des bandes littorales sont classées en « zones de combat » (*Kampfzone*) et des unités spéciales sont affectées pour sécuriser des territoires et les « nettoyer » des maquis. Pour cet objectif, quatre grandes opérations militaro-policières sont organisées entre février et avril 1944. De nouveaux responsables de la police nazie, aux méthodes violentes expérimentées sur le front de l'Est, arrivent en France.

Dans ce contexte, la population civile, accusée de soutenir la Résistance, n'est pas épargnée. Le 3 février 1944, le maréchal Hugo Sperrle, adjoint du commandant en chef sur le front de l'Ouest, opère un tournant dans cette escalade des représailles : il donne l'ordre à la troupe de répliquer en ouvrant le feu en cas d'attaque « terroriste ». Les maisons abritant les partisans doivent être incendiées. Les commandants d'unité ne seront pas punis pour avoir agi trop sévèrement. Le 4 mars 1944, un nouvel ordre prescrit que les francs-tireurs capturés avec une arme seront fusillés et non plus livrés aux tribunaux militaires. Tous ceux qui sont pris hors flagrant délit doivent être condamnés à mort à la suite de procès expéditifs et rapidement exécutés. Lors de chaque opération répressive, des résistants et/ou des notables locaux sont systématiquement abattus et les autres suspects sont arrêtés et rapidement déportés vers les camps du système concentrationnaire. Des enrôlements de force pour le travail obligatoire sont également opérés. La radicalisation répressive a ainsi largement précédé le débarquement de Normandie.

LA TRAQUE DES RÉSISTANTS ET DES PARTISANS EN FRANCE

La répression allemande à l'égard des résistants connaît une inflexion importante début 1944. L'occupant craint en effet que la Résistance n'apporte une aide cruciale aux Alliés lorsque aura lieu le débarquement qui se précise sur les côtes françaises, comme l'explique le rapport rédigé à l'attention de Hitler au printemps 1943 par Ernst Kaltenbrunner, chef de l'Office central de la sûreté du Reich (RHSA). Le nombre croissant de réfractaires au STO qui rejoignent les maquis dote les organisations résistantes de troupes susceptibles de passer à l'action le jour J. Dans ce contexte, la répression se radicalise. Alors qu'ils n'étaient guère intervenus contre les premiers maquis constitués en 1943, les Allemands organisent à partir de l'hiver 1944 de véritables opérations militaires dans l'Ain (opération *Korporal* du 5 au 13 février), la Haute-Savoie (opération *Hoch Savoyen*, visant le maquis des Glières fin mars), le Limousin (colonne Brehmer, du nom du général qui la dirige, entre le 25 mars et le 15 avril), ou l'Ain et le Jura (action *Frühling* du 7 au 18 avril). Pour lutter contre la Résistance, les Allemands profitent également de la montée en puissance de l'État milicien mis en place par le gouvernement de Vichy. Le chef de la Milice, Joseph Darnand, qui a prêté serment à Hitler, devient en janvier 1944 secrétaire général au Maintien de l'ordre. Des miliciens sont nommés dans les régions à la tête des forces de police, et des cours martiales aux mains de la Milice sont instituées pour juger les résistants de façon expéditive : elles prononcent près de 200 condamnations à mort en l'espace de six mois. Des unités de la Milice participent également aux côtés des Allemands aux opérations menées contre les maquis, aux Glières, dans le Jura et dans le Limousin.



▲ *Monument à la mémoire de sept combattants du maquis de Vabre, tombés le 8 août 1944. © Mémorial de la Shoah*

1er AVRIL 1944, LE MASSACRE D'ASCQ

Commune ouvrière située à 7 km de Lille, Ascq est traversée par une ligne de chemin de fer qui relie Bruxelles à Lille. Le 1er avril 1944, une charge de TNT placée sur un aiguillage par un groupe de résistants explose au passage d'un convoi de la 12e SS-*Panzer-Division*. Les dégâts sont minimes, mais le lieutenant Walter Hauck, qui a reçu pour consigne d'appliquer des représailles en cas

▲ *Roger Buffet,* Le Martyre d'Ascq, village de France*, Paris, Rouff, 1947. D.R.*

d'attaque, déclenche contre la population d'Ascq une vague de violence meurtrière. Pendant deux heures, des groupes de soldats parcourent les rues, défoncent les portes, abattent des hommes sommairement, pillent les maisons. L'intervention de la *Feldgendarmerie* met fin au massacre, mais le bilan final est particulièrement lourd : 86 morts et 11 blessés graves.

LES REPRÉSAILLES ALLEMANDES DANS LE HAUT-JURA, PRINTEMPS-ÉTÉ 1944

À ce point de la guerre, le Haut-Jura est perçu par les Allemands comme un lieu actif de la Résistance. Deux offensives visant les maquisards sont organisées en avril, puis en juillet, par la Wehrmacht, la Sipo-SD de Lyon (dont Klaus Barbie), des *Osttruppen* et la Milice : les opérations *Frühling* (7-18 avril) et *Treffenfeld* (10-19 juillet).

Les populations environnantes, qui ravitaillaient le maquis, sont victimes de terribles représailles. Le 9 avril 1944, les nazis investissent Saint-Claude : le secteur est encerclé par la 157e division de réserve, la loi martiale est proclamée et 307 personnes sont déportées. Les villages alentour subissent le même sort : maisons incendiées, civils tués ou déportés (au nombre

▲ *Funérailles des victimes d'Ascq, France, 5 avril 1944. D.R.*

▲ *Le village martyr de Dortan (Ain) détruit en juillet 1944 par les Allemands. © Musée de la Résistance et de la Déportation, Besançon*

de 444). L'opération se répète le 10 juillet : destructions, exécution sommaire de maquisards, déportations, viols. 350 personnes sont tuées, civils et maquisards. Les photographies des villages-martyrs témoignent de cette terreur, à l'image de Coyrière (34 maisons brûlées sur 37) ou de Dortan (24 victimes civiles).

LE MASSACRE DES FOSSES ARDÉATINES (24 MARS 1944)

Le 23 mars 1944, à Rome, à la suite d'une attaque de partisans dans laquelle sont tués 32 soldats allemands, les SS prennent en otages 335 hommes, des résistants et des Juifs, et les assassinent dans les fosses de la banlieue de la ville. Ce site est aujourd'hui devenu un lieu de recueillement majeur en Italie.

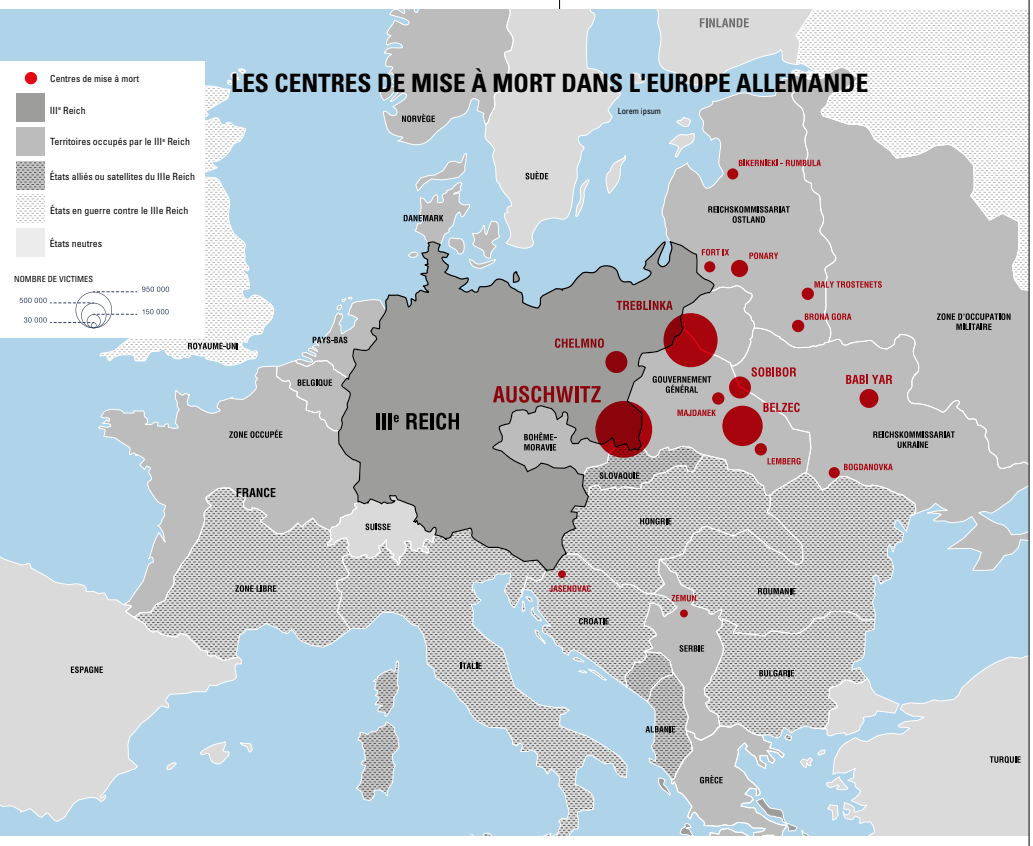
▼ *Le 24 mars 1944, les Allemands mènent des représailles contre des civils italiens : ici, l'arrestation des otages dans les rues de Rome. © Tallandier / Bridgeman Images*

@ **La ville de Villeneuve-d'Ascq propose un parcours guidé dans les rues d'Ascq, ainsi que des visites libres ou guidées du Mémorial d'Ascq 1944 - www.villeneuvedascq.fr/memorial-ascq-1944-2 • Monument départemental aux maquis de l'Ain et du Haut-Jura à Cerdon.**

LA POURSUITE DE L'EXTERMINATION DE LA POPULATION JUIVE

La « Solution finale » est étroitement liée au cours même de la guerre. Dans l'antisémitisme nazi domine l'idée que « le Juif » est tout à la fois la pire menace contre l'Allemagne, contre laquelle il complote, et celui qui se trouve derrière les ennemis de celle-ci, qu'il pousse à la combattre. L'assassinat de masse des Juifs débute dès l'été 1941 et l'invasion de l'URSS. Troupes allemandes mais aussi roumaines, épaulées par des nationalistes locaux, assassinent les Juifs dans les territoires envahis. En quelques mois, ces tueries s'étendent comme des taches d'huiles dans le Gouvernement général, en Serbie ou encore dans la Croatie oustacha. Au tournant de 1941-1942, alors qu'à la suite de Pearl Harbor la guerre devient mondiale, le régime nazi décide de déclencher la « Solution finale », immense plan d'assassinat, centralisé et coordonné depuis Berlin, qui s'étend dès lors à travers toute l'Europe allemande. En à peine dix-huit mois, jusqu'à l'été 1943, la quasi-totalité des Juifs de Pologne, des Pays baltes, de Grèce ou encore des Pays-Bas sont assassinés, soit par des unités mobiles de tueurs, soit à l'issue de leur déportation vers les centres de mise à mort aménagés au cœur de l'Europe (Belzec, Treblinka, Sobibor). Ces centres sont d'ailleurs pour la plupart démantelés au cours de l'année 1943. À partir de l'été 1943, c'est Auschwitz qui devient le centre de gravité de la Solution finale, le site vers lequel sont désormais acheminés les Juifs depuis tout le continent. La destruction des Juifs n'est pas réalisée par les Allemands au détriment de la guerre, mais au service de celle-ci, dont elle en constitue même un corollaire fondamental : remporter la victoire passe par la réalisation de la « Solution finale ». C'est la raison pour laquelle en 1944, alors que la situation militaire se dégrade, les déportations se poursuivent depuis la Hongrie, la Slovaquie ou la France, où la traque des Juifs ne faiblit pas.

▲ *Arrestation de femmes juives à Budapest, en Hongrie, entre le 20 et le 22 octobre 1944. © Bundesarchiv*



© Mémorial de la Shoah et Tal Bruttmann

LA SHOAH S'ÉTEND AUX JUIFS DE HONGRIE

Au printemps 1944, les Allemands, ayant appris que des tractations étaient menées par la Hongrie avec le Royaume-Uni et les États-Unis, décident d'envahir leur allié et de mettre en place un gouvernement qui leur sera entièrement soumis. Le pays héberge alors la dernière grande communauté juive d'Europe, forte d'environ 725 000 personnes. Malgré les discriminations et les persécutions subies, elle a très largement échappé à la Shoah jusque-là. Pour Adolf Eichmann, la destruction des Juifs de Hongrie constitue un objectif majeur. Arrivé à Budapest dans la foulée de la Wehrmacht avec la quasi-totalité des hommes du IVB4, le service antijuif, il met en place un plan d'une ampleur inédite, sans équivalent depuis le déclenchement de la « Solution finale » dont l'objectif est de vider en 90 jours le pays de la totalité de ses Juifs. Pour y parvenir, il bénéficie de la collaboration nouvelle des autorités hongroises. Le pays est divisé en six zones. Dans chacune débutent bientôt, sous l'égide de la gendarmerie hongroise, des opérations de concentration des Juifs dans des centres de rassemblement. Commence ensuite l'« opération de Hongrie » : à partir de la mi-mai, les déportations à destination d'Auschwitz se succèdent à un rythme effréné. En deux semaines, quelque 230 000 personnes sont déportées par 61 convois, et au bout de 55 jours, 422 000 personnes environ ont été transportées vers le site. Mais alors que la déportation des Juifs de Budapest va débuter, le gouvernement hongrois décide d'arrêter l'opération. Face aux offensives alliées à l'Ouest et à l'Est, le régime magyar entreprend de réviser sa politique de

collaboration. L'« opération de Hongrie » prend fin. Mais les derniers Juifs hongrois ne sont pas sauvés pour autant : quelques mois plus tard, lorsque le parti pronazi des Croix-Fléchées prend le pouvoir, la violence meurtrière contre la population juive de Budapest redouble d'intensité. Des dizaines de milliers de personnes sont jetées sur les routes dans des « marches de la mort » à destination du Reich, tandis qu'au moins 20 000 autres sont exécutées sur place, sur les bords du Danube.

ALOIS BRÜNNER, UN TORTIONNAIRE À L'ŒUVRE

Né en 1912 en Autriche, Alois Brünner est un militant antisémite et nationaliste. Il adhère en 1931, à 19 ans, au parti nazi et entre dès 1939 à la SS, où il est rapidement promu officier. Il prend alors en charge, aux côtés d'Adolf Eichmann, les déportations des Juifs autrichiens, avant de s'impliquer dans la déportation massive des Juifs grecs (février 1943), français (printemps 1943-été 1944) et slovaques (octobre 1944). C'est lui notamment qui va superviser en France les arrestations et les déportations des Juifs de Nice (automne-hiver 1943) puis de Grenoble (février-mars1944). Il échappe à la justice à la fin de la guerre et se réfugie en Syrie.

LA RAFLE DE LA COLONIE DES ENFANTS JUIFS D'IZIEU, 6 AVRIL 1944

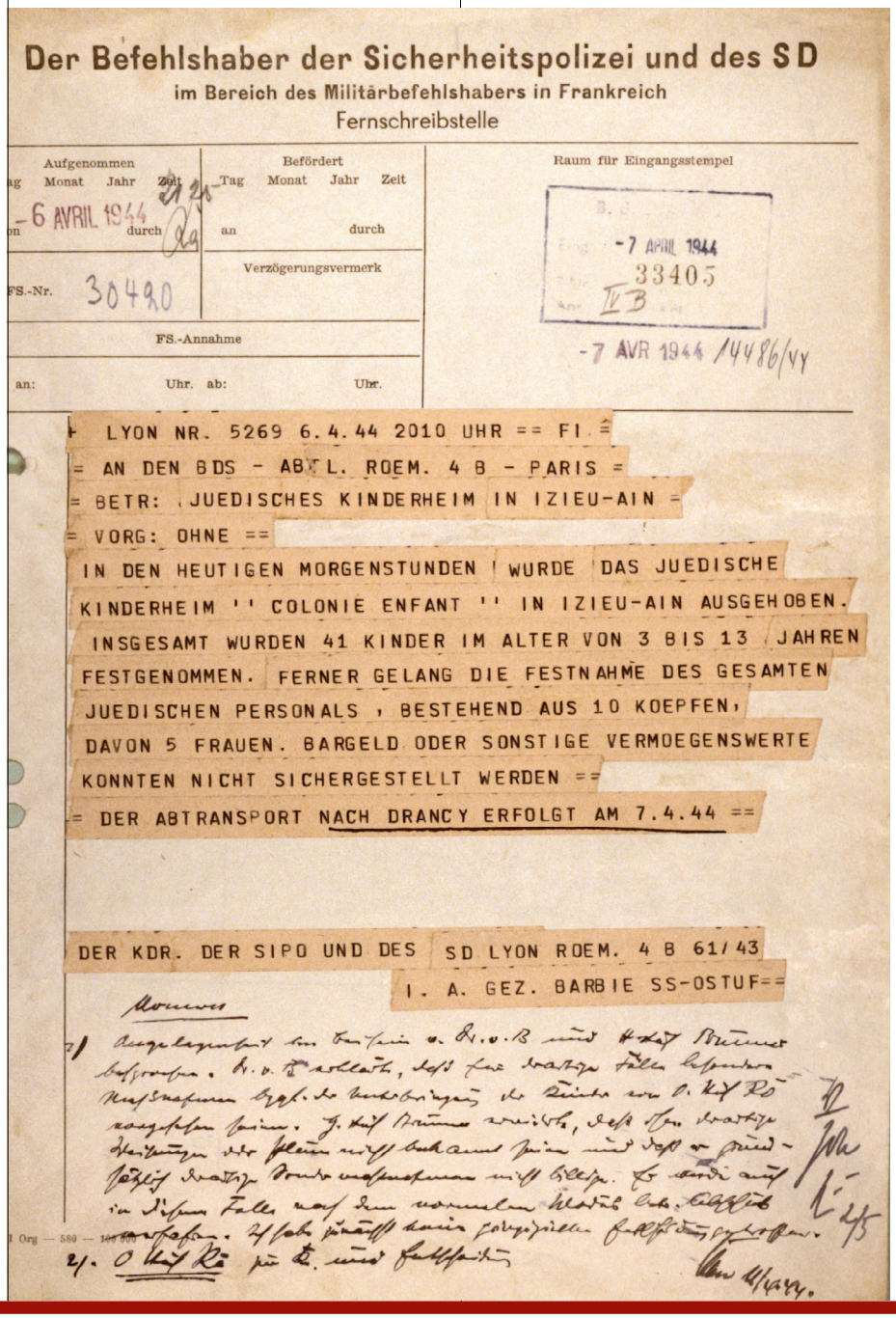
Le 6 avril 1944, la colonie d'enfants réfugiés d'Izieu est « liquidée » sur ordre du chef de la Sipo-SD de la Gestapo de Lyon, le SS-*Obersturmführer* Klaus Barbie. Au total, 51 personnes sont arrêtées : 7 adultes et 44 enfants âgés de 4 à 17 ans. Seul l'un des adultes reviendra.

Cette rafle a lieu deux mois avant le débarquement du 6 juin 1944, alors que la situation militaire des Allemands est déjà problématique sur le front de l'Est. En France, les maquis mènent des actions virulentes contre les armées d'occupation. Le lendemain de cette rafle, le 7 avril, la Wehrmacht et la Gestapo lancent l'opération *Printemps*, une attaque d'envergure contre les mouvements de résistance de l'Ain et du Jura, qui dure jusqu'au 18 avril et à laquelle Klaus Barbie participe personnellement.

Cette rafle s'inscrit aussi dans la guerre totale menée à l'encontre les Juifs par les nazis, guerre qu'ils conduisent avec la même détermination que les opérations militaires classiques, mettant en œuvre des moyens humains et techniques sans précédent pour exterminer cette population.

◀ *Portrait d'Alois Brünner, sans date. © Mémorial de la Shoah*

▲ *Des enfants de la colonie d'Izieu, dans l'Ain, à l'été 1943; parmi eux, Paulette Pallarès, Théo Reis et Arnold Hirsch. © Mémorial de la Shoah*



Der Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD
im Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich
Fernschreibstelle

Aufgenommen Tag Monat Jahr Zeit: 6 AVRIL 1944 durch
Befördert Tag Monat Jahr Zeit: an durch
Verzögerungsvermerk
FS.-Nr. 30490
FS.-Annahme an: Uhr. ab: Uhr.
Raum für Eingangsstempel: -7 AVRIL 1944 33405 IV B
-7 AVR 1944 /4486/44

LYON NR. 5269 6.4.44 2010 UHR == FI
= AN DEN BDS - ABT L. ROEM. 4 B - PARIS =
= BETR: JUEDISCHES KINDERHEIM IN IZIEU-AIN =
= VORG: OHNE ==
IN DEN HEUTIGEN MORGENSTUNDEN WURDE DAS JUEDISCHE KINDERHEIM '' COLONIE ENFANT '' IN IZIEU-AIN AUSGEHOBEN. INSGESAMT WURDEN 41 KINDER IM ALTER VON 3 BIS 13 JAHREN FESTGENOMMEN. FERNER GELANG DIE FESTNAHME DES GESAMTEN JUEDISCHEN PERSONALS, BESTEHEND AUS 10 KOEPFEN, DAVON 5 FRAUEN. BARGELD ODER SONSTIGE VERMOEGENSWERTE KONNTEN NICHT SICHERGESTELLT WERDEN ==
= DER ABTRANSPORT NACH DRANCY ERFOLGT AM 7.4.44 ==

DER KDR. DER SIPO UND DES SD LYON ROEM. 4 B 61/43
I. A. GEZ. BARBIE SS-OSTUF==

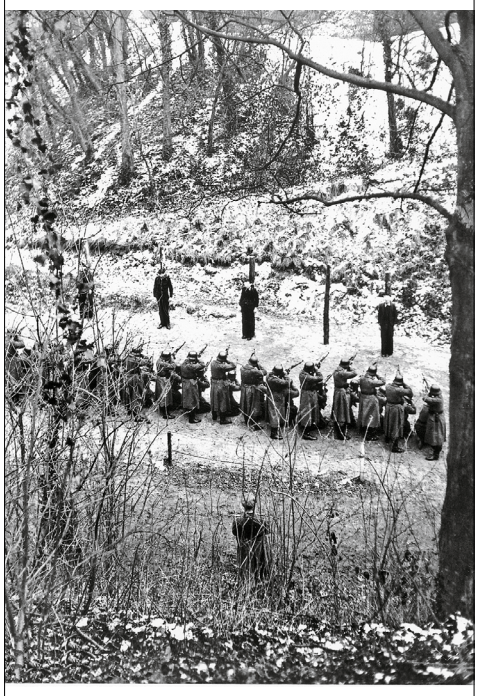
▶ *Le télégramme d'Izieu, envoyé le 6 avril 1944, dans lequel Klaus Barbie annonce à la Sipo-SD de Paris l'arrestation de 44 enfants et 7 adultes juifs de la colonie d'Izieu, et leur transfert au camp de Drancy prévu le lendemain. © Mémorial de la Shoah*

L'UTILISATION DE L'ARME DE LA PROPAGANDE

Les derniers mois de la guerre sont propices à l'intensification de la propagande. Au début de l'année 1944, les nazis, anticipant des opérations militaires de grande envergure sur le sol français, déploient d'importants efforts pour entretenir l'inquiétude des populations civiles en stigmatisant non seulement les Britanniques et les Américains, accusés d'être responsables des destructions et des victimes liées aux bombardements, alors que les « étrangers », les Juifs et les « terroristes » sont rendus responsables des attentats qui se font de plus en plus nombreux. Ainsi, le 22 février 1944, au lendemain de l'exécution de vingt-deux des membres du réseau Manouchian (réseau de Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée, ou FTP-MOI), est placardée dans Paris et dans plusieurs grandes villes françaises une « Affiche rouge », imprimée à plusieurs milliers d'exemplaires et déclinée sous forme de tracts. C'est l'une des formes que prend la vaste opération lancée en France par les nazis pour décrédibiliser la Résistance. Le choix de la couleur rouge vise à dénoncer l'appartenance de ces hommes à la mouvance communiste et la violence de leurs pratiques, et le texte insiste sur l'origine étrangère des condamnés, au moment même où les actes de résistance se multiplient.

Les Allemands, jusqu'au bout, mèneront cette guerre idéologique. Alors que la guerre semble perdue, les autorités du Reich continuent ainsi à inciter les Allemands à résister à la progression alliée, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Ainsi, lors des combats de la 19e armée allemande dans la poche de Colmar entre novembre 1944 et février 1945, une unité de propagande mise en place pour l'occasion, la *Propaganda-Einheit* 619, multiplie les messages diffusés afin de soutenir le moral des troupes allemandes et de perturber celui des ennemis – américains et français.

Dans le même temps, dans les semaines qui précèdent le débarquement, puis au cours des combats pour la libération de la France, les Alliés multiplient, eux aussi par le biais d'interventions radiodiffusées (Radio Londres, Radio Amérique en Europe) et par le parachutage de tracts, les opérations destinées à démoraliser les partisans de Vichy, à discréditer les troupes d'occupation, à galvaniser les résistants et à s'attirer le soutien des populations civiles encore indécises. Exemple d'émission radio parmi d'autres, la *Voix de l'Amérique*, incarnée par Jacques Maritain, Paul Vignaud ou Pierre Lazareff, vise à préparer Français et Européens à l'arrivée des Alliés, notamment des Américains.



LA GUERRE DES ONDES : BBC/RADIO-PARIS

Depuis 1940, la BBC est la voix de la France libre. Elle joue un rôle important dans la guerre menée contre l'occupant et le régime de Vichy et reste de loin la plus écoutée et la plus influente des radios de la Résistance.

Tout au long de la guerre, la BBC livre une véritable « guerre des ondes » à Radio-Paris, la voix de l'occupant et de la collaboration. À partir de la deuxième moitié de l'année 1943 et plus encore dans les premiers mois de 1944, les liens entre la BBC et la Résistance se renforcent, et les messages diffusant des indications sur les lieux et le moment des parachutages, les arrivées et les départs se font de plus en plus nombreux à mesure que se profile le Débarquement.

Dans le même temps, les radios collaborationnistes, elles, diffusent une propagande de plus en plus violente qui vise à la fois les Alliés, de Gaulle, les communistes et les Juifs. Jean Hérold Paquis et, plus encore, Philippe Henriot, dont l'éloquence, les sarcasmes et les accusations ont une influence certaine sur une partie de l'opinion publique, interviennent quotidiennement sur les ondes de Radio-Paris. Nommé secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande par Pétain en janvier 1944, Henriot, que certains surnomment le « Goebbels français », affronte sur les ondes l'humoriste Pierre Dac (André Isaac de son vrai nom), l'une des voix de la France libre. Aux attaques antisémites et personnelles de son adversaire, Dac répond sans flancher, avec humour et cynisme : ainsi intitule-t-il son intervention du 10 mai 1944 « Bagatelle pour un tombeau ». Rappelant alors à son détracteur que sa judéité ne l'empêche nullement d'être un Français patriote, il promet au propagandiste vichyste le déshonneur : « Sur votre tombe, si toutefois vous en avez une, il y aura aussi une inscription. Elle sera ainsi libellée : "Philippe Henriot, mort pour Hitler". » L'humoriste prononce là une épitaphe prémonitoire : Henriot est éliminé par la Résistance quelques jours plus tard.

▲ *Affiche de la propagande allemande, associant les résistants à des terroristes et accusant les judéo-bolcheviks de semer la terreur, février 1944. Elle est communément appelée l'« Affiche rouge ».*
© Mémorial de la Shoah

▲ *Exécution au Mont-Valérien, à Suresnes, des membres du groupe Manouchian, identifiés sur l'Affiche rouge, le 21 février 1944.*
© Mémorial de la Shoah

▲ *Verso de l'Affiche rouge portant un texte de propagande. Ce document a été imprimé sous forme de tract et diffusé après l'exécution des résistants.*
© Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne

▲ *Affiche publiée par l'État français après l'assassinat de Philippe Henriot, secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, le 28 juin 1944, par des résistants sous la conduite de Charles Gonard, dit Morlot.*
© Mémorial de la Shoah

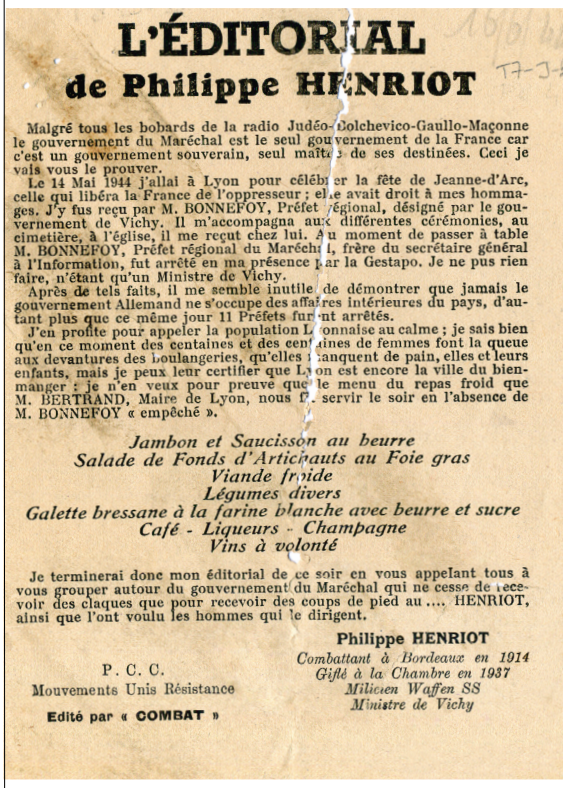
▲ *Affiche de Radio National, surnommée Radio-Vichy. De juillet 1940 à août 1944, elle est l'un des organes de propagande du gouvernement de Vichy.*
© Bridgeman Images

PHILIPPE HENRIOT (1889-1944)

Député de la Gironde, il est, avant la guerre, proche de Xavier Vallat. Collaborateur à *Gringoire* et à *Je suis partout*, il s'en prend allègrement à ceux qu'il juge responsables de la guerre : les Juifs, les francs-maçons et les communistes. L'offensive allemande contre l'URSS accentue sa radicalisation. Il adhère à la Milice en mars 1943, sans pour autant faire partie de son équipe dirigeante. À la fin de l'année 1943, il est promu propagandiste de l'État français lorsque Laval lui confie deux éditoriaux quotidiens au « Radio-Journal de la France », sur Radio-Paris, à 12h40 et à 19h40, avec rediffusion en boucle dans la journée. Il oppose fréquemment deux France : l'une à Alger et à Londres, où règnent les Juifs et les communistes ; l'autre – la vraie, selon lui –, celle des malheureux Français assaillis de mensonges, écrasés sous les bombes, victimes des Juifs et des bolcheviks. Son ultime éditorial est diffusé le 27 juin 1944. Le 28 juin 1944, à 5h30, il est abattu par un commando des MUR (Mouvements Unis de la Résistance). Des obsèques nationales sont organisées. Sa mort est suivie d'un déchaînement d'exactions de la Milice : à Mâcon, elle exécute 7 personnes et saccage des magasins ; à Lyon, Paul Touvier, chef régional du 2e service de la Milice, fait arrêter 7 hommes juifs et les conduit jusqu'au mur du cimetière de Rillieux-la-Pape où ils sont fusillés. Ces représailles culminent avec les assassinats de Jean Zay, le 20 juin 1944, et de Georges Mandel, le 7 juillet suivant.

PIERRE DAC (1893-1975)

André Isaac commence sa carrière en 1926, à Paris, au cabaret *La Vache enragée*, sous le nom de Pierre Dac. Pionnier du raisonnement par l'absurde dans ses chansons humoristiques, il lance en 1938 *L'Os à moelle*, un hebdomadaire présenté comme « l'officiel des loufoques ». Par deux fois, au début de l'Occupation, il tente de rejoindre l'Angleterre, mais il est arrêté et incarcéré en Espagne, avant d'être remis aux autorités françaises. Il parvient finalement à rejoindre l'Angleterre le 12 octobre 1943 ; il intègre l'équipe de la BBC et l'émission « Les Français parlent aux Français ». Sa verve et sa critique acerbe du gouvernement de Vichy se manifestent au cours de fougueuses joutes verbales avec Philippe Henriot, secrétaire d'État à l'Information. Après la guerre, il formera un duo célèbre avec un autre humoriste chansonnier : Francis Blanche.



L'ÉDITORIAL
de Philippe HENRIOT

Malgré tous les bobards de la radio Judéo-Bolchevico-Gaullo-Maçonne le gouvernement du Maréchal est le seul gouvernement de la France car c'est un gouvernement souverain, seul maître de ses destinées. Ceci je vais vous le prouver.

Le 14 Mai 1944 j'allai à Lyon pour célébrer la fête de Jeanne-d'Arc, celle qui libéra la France de l'oppresseur ; elle avait droit à mes hommages. J'y fus reçu par M. BONNEFOY, Préfet régional, désigné par le gouvernement de Vichy. Il m'accompagna aux différentes cérémonies, au cimetière, à l'église, il me reçut chez lui. Au moment de passer à table M. BONNEFOY, Préfet régional du Maréchal, frère du secrétaire général à l'Information, fut arrêté en ma présence par la Gestapo. Je ne pus rien faire, n'étant qu'un Ministre de Vichy.

Après de tels faits, il me semble inutile de démontrer que jamais le gouvernement Allemand ne s'occupe des affaires intérieures du pays, d'autant plus que ce même jour 11 Préfets furent arrêtés.

J'en profite pour appeler la population Lyonnaise au calme ; je sais bien qu'en ce moment des centaines et des centaines de femmes font la queue aux devantures des boulangeries, qu'elles manquent de pain, elles et leurs enfants, mais je peux leur certifier que Lyon est encore la ville du bien-manger : je n'en veux pour preuve que le menu du repas froid que M. BERTRAND, Maire de Lyon, nous fit servir le soir en l'absence de M. BONNEFOY « empêché ».

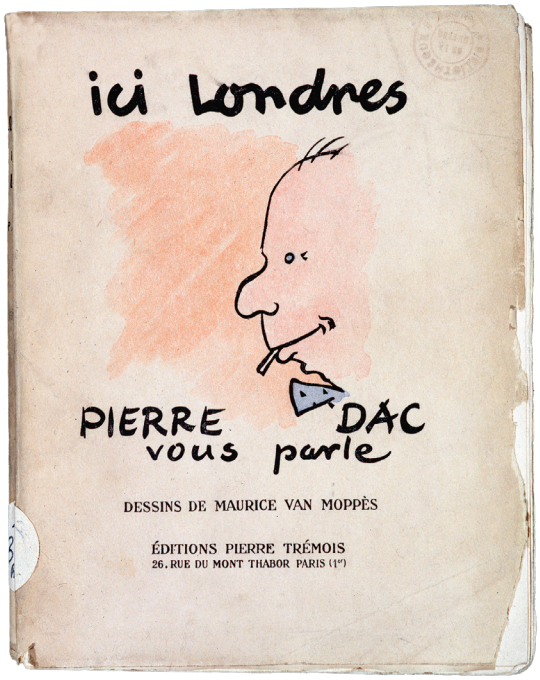
Jambon et Saucisson au beurre
Salade de Fonds d'Artichauts au Foie gras
Viande froide
Légumes divers
Galette bressane à la farine blanche avec beurre et sucre
Café - Liqueurs - Champagne
Vins à volonté

Je terminerai donc mon éditorial de ce soir en vous appelant tous à vous grouper autour du gouvernement du Maréchal qui ne cesse de recevoir des claques que pour recevoir des coups de pied au .... HENRIOT, ainsi que l'ont voulu les hommes qui le dirigent.

Philippe HENRIOT
Combattant à Bordeaux en 1914
Gifflé à la Chambre en 1937
Milicien Waffen SS
Ministre de Vichy

P. C. C.
Mouvements Unis Résistance

Edité par « COMBAT »



▲ *Tract édité par le mouvement de résistance « Combat », en juin 1944 : ce document, prétendument rédigé par Philippe Henriot, parodie ses discours habituels en soulignant l'influence de la Gestapo dans les affaires intérieures et le fossé entre les officiels de Vichy et la population.*
© Mémorial de la Shoah

▲ *Ouvrage paru en 1946 et rassemblant les discours de Pierre Dac sur Radio Londres pendant la période de la guerre.*
© Leonard de Selva / Bridgeman Images

@

Pierre Dac, *Un Français libre à Londres en guerre*, Paris, Libretto, 2020
Reportage *Radio Londres ou la guerre des ondes*, 2020, 2 min 54 - www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/s987431_001/radio-londres-ou-la-guerre-des-ondes

LE CINÉMA, ARME CENTRALE DE LA PROPAGANDE DE GUERRE

▲ *Affiche annonçant la sortie, le 30 janvier 1945, du film* Kolberg *du réalisateur allemand Veit Harlan.*
© Mémorial de la Shoah

Pendant la guerre la propagande ne s'est pas limitée aux affiches, omniprésentes sur les murs des villes et des villages, ni aux émissions de radio officielles ou dissidentes. Elle apparaît également au cinéma où, au-delà des actualités filmées, nécessairement orientées, certains films de fiction célèbrent l'héroïsme des combattants et des combattantes, ainsi qu'une résistance acharnée face aux « cruels envahisseurs étrangers ». Ainsi, en 1944, deux films ont été réalisés et projetés : l'un, intitulé *Kolberg*, en Allemagne nazie, l'autre, *L'Arc-en-ciel*, en URSS.

Kolberg est l'œuvre de Veit Harlan (1899-1964), réalisateur en 1940 du célèbre film antisémite *Le Juif Süss*, qui est alors au sommet de sa gloire en Allemagne nazie. C'est une superproduction, dotée d'un budget faramineux de 8 millions de Reichsmarks, un record à l'époque. Le film a été tourné en Agfacolor, avec le concours de milliers de soldats de la Wehrmacht, simples figurants dans les scènes de batailles à grand spectacle. On y retrouve les principaux acteurs du *Juif Süss*, alors particulièrement populaires dans le Reich hitlérien : Kristina Söderbaum et Heinrich George. Le film a été initié, à la fin l'année 1943, par le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, afin de rappeler la « résistance héroïque » de Kolberg, petite ville portuaire de la Baltique située non loin de Dantzig, lors de l'invasion des troupes napoléoniennes en 1806-1807. C'est un film en costume, où tous les acteurs et les actrices, et plus spécifiquement ces dernières, portent en toute circonstance – même les plus dramatiques – des costumes aussi seyants que soignés.

Le film n'est terminé que fin novembre 1944, alors que l'Allemagne subit déjà des bombardements intensifs, et que les studios de cinéma, notamment celui de Tempelhof à Berlin, où le film a en partie été tourné, sont directement touchés. La première du film doit donc être retardée. Elle a lieu deux mois plus tard, le 30 janvier 1945, dans l'un des plus grands cinémas de Berlin. Le film est projeté en France dès le lendemain, le 31 janvier, mais uniquement dans la poche de La Rochelle, alors encerclée par les Alliés, où il avait pu être parachuté. Il s'agit en effet, dans la perspective de la « guerre totale » décrétée par le pouvoir hitlérien en juillet 1944, de stimuler la résistance des Allemands face aux « envahisseurs étrangers ». Une « résistance » qu'il faut maintenir jusqu'au bout, pour que l'ennemi ne réussisse pas à « nous anéantir » [*sic*].

C'est pratiquement le même message que l'on retrouve, du côté soviétique, dans *L'Arc-en-ciel*, de Marc Donskoï (1901-1981). Celui-ci s'est rendu célèbre par des films tels que *L'Enfance de Gorki* (1937), *Et l'acier fut trempé* (1942), etc. Tourné à partir de l'été 1943, *L'Arc-en-ciel* évoque la bravoure des résistants et partisans ukrainiens face à la barbarie des troupes d'occupation nazie, lors du premier hiver de la guerre (1941-1942). Il évoque, en particulier, l'héroïsme des femmes soviétiques, prêtes au sacrifice suprême – un comportement exemplaire, annonciateur des lendemains meilleurs, après l'orage. Il s'agit évidemment de galvaniser les Soviétiques et de stimuler, là aussi, la résistance des civils face à la barbarie de l'envahisseur, amplement soulignée dans diverses séquences d'un film devenu une référence pour les cinéphiles.

Sorti en URSS en janvier 1944, *L'Arc-en-ciel* annonce un avenir plus radieux, après les mois de terreur et les massacres perpétrés sous le joug nazi. Le président américain Franklin Roosevelt, qui visionne le film, félicite chaleureusement le réalisateur pour ce message optimiste – diffusé un an et demi avant la victoire commune des Alliés. Sa sortie rapide sur les écrans français, en octobre 1944, est elle aussi saluée par la critique et le public, tandis que, au même moment, sont réalisés deux films de guerre, porteurs d'un message similaire : *L'Héroïque parade*, du Britannique

▲ *Affiche du film* L'Arc-en-ciel *réalisé par le réalisateur russe Marc Donskoï, diffusé en 1944.*
© Mémorial de la Shoah

Carol Reed, avec David Niven et Peter Ustinov ; et, aux États-Unis, *La Bataille de Russie*, quatrième opus de la série documentaire *Pourquoi nous combattons*, supervisée par Frank Capra.

On le voit à travers certains de ces exemples, le cinéma a parfois pu jouer un rôle de premier plan dans la propagande de guerre : il s'agissait alors de convaincre les spectateurs de la nécessité de résister jusqu'au bout et par tous les moyens aux envahisseurs étrangers. C'est ce rôle de propagande qu'il s'agit de souligner et d'analyser lorsqu'on présente des films (ou des extraits de films de fiction ou de documentaires) réalisés à un moment particulier et dans une perspective précise. Pour ce faire, il est indispensable, dans un premier temps, de présenter ce contexte ; et dans un second temps de souligner la manière dont ces films ont pu être reçus, à l'époque, par les spectateurs et les critiques. Comme pour l'analyse de documents écrits, il s'agit de rappeler qui est le réalisateur ou l'instigateur du film, à qui il s'adresse et quels sont alors son impact et sa portée.

LES COMBATS DE LIBÉRATION ET LES FORMES DE RÉPRESSION (ÉTÉ 1944-HIVER 1944-1945)

LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS ET LES PREMIÈRES LIBÉRATIONS

L'alliance entre l'URSS et les Occidentaux est une coalition de circonstance teintée de méfiance. Les échanges d'informations sont limités et l'après-guerre est déjà dans toutes les têtes, mais ces rivalités n'empêchent pas la coordination des efforts militaires. C'est finalement ce processus complexe, mis en place au fil des conférences interalliées, qui permet de mener deux opérations militaires simultanées à quelques jours d'intervalles : l'engagement pris par Staline de lancer une puissante offensive à l'Est (*Bagration*) en échange d'un débarquement anglo-américain à l'Ouest (*Overlord*).

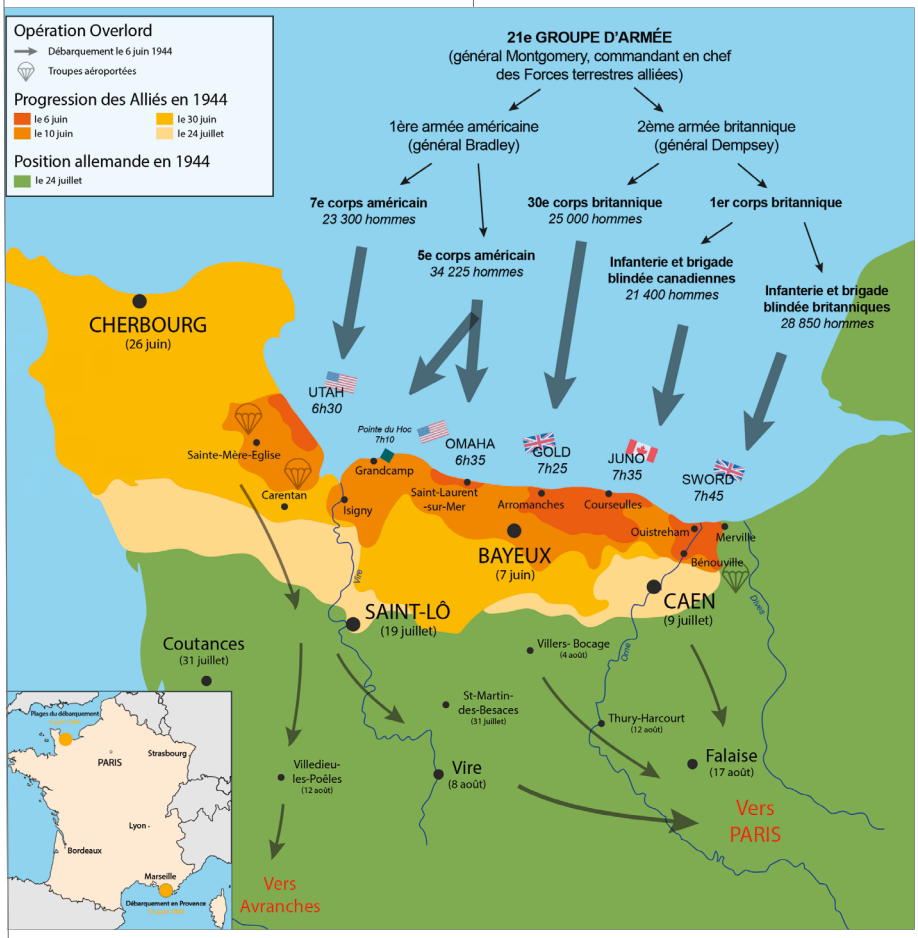
La réussite de ces deux opérations, le succès de l'opération *Anvil-Dragoon* (débarquement en Provence) et la rupture du front allemand en Italie, où s'illustrent particulièrement les troupes françaises, conduit le Reich à perdre en trois mois seulement un gros tiers de son espace stratégique et des ressources irremplaçables, en particulier le pétrole de Roumanie et les ports français indispensables à la guerre sous-marine.

Le recul allemand permet à la Résistance de prendre de l'ampleur partout et de libérer les populations vivant en zone occupée. Paris, insurgée, est libérée sans destructions majeures, tandis que Rome est déclarée « ville ouverte ». En revanche, l'insurrection de Varsovie organisée par la Résistance polonaise alors que l'Armée rouge arrive aux portes de la ville est un véritable désastre qui provoque sa destruction presque totale.

Le repli sur les frontières du Reich, l'allongement des lignes alliées et la fatigue des troupes, ainsi que la nomination, à l'Est puis à l'Ouest, du *Generalfeldmarschal* Walther Model, un tacticien aussi brillant qu'impitoyable, permet le rétablissement des armées allemandes à l'automne. La guerre n'est pas finie et l'échec, le 20 juillet, de l'attentat contre Hitler n'offre d'autre alternative à l'Allemagne, écrasée sous les bombardements, que la poursuite de combats sans issue.

LES OPÉRATIONS *OVERLORD*, *BAGRATION* ET *ANVIL-DRAGOON*

Les deux opérations organisées en juin 1944 sont de nature différente, mais sont toutes deux de remarquables succès. *Overlord*, qui commence dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, est tout d'abord une vaste opération amphibie qui comprend le largage de trois divisions parachutistes et le débarquement de six divisions d'infanterie. La prise, puis la consolidation de cette tête de pont sont suivies d'une longue période d'affrontements violents dans la presqu'île du Cotentin et du débarquement continu de renforts alliés. La percée du front allemand a lieu fin juillet avec la réussite de l'opération *Cobra*, qui permet d'encercler les armées allemandes, puis de déboucher en terrain libre. Un deuxième débarquement, franco-américain (opération *Anvil-Dragoon*) en Provence, le 15 août (option finalement préférée à une opération dans les Balkans), oblige les armées allemandes à se replier, assurant ainsi la libération de la France. Gigantesque entreprise mobilisant 200 divisions soviétiques sur 1 000 km de front, l'opération *Bagration* est typique de ces offensives lancées par les Soviétiques, qui s'insèrent dans des opérations simultanées composées d'axes d'efforts principaux et d'offensives latérales. Au prix de lourdes pertes humaines, sa réussite, qui témoigne de la maîtrise de la planification des opérations par le commandement soviétique, inflige à l'armée allemande, qui recule de 250 à 600 km en deux mois seulement, son pire revers. La Biélorussie, l'Ukraine, une grande partie des pays Baltes et le quart de la Pologne échappent dès lors à l'Allemagne et certains alliés, comme la Roumanie, la Bulgarie et la Finlande, décident de changer de camp.



▶ *Le débarquement en Normandie, 6 juin 1944, ou opération* Overlord.
© Mémorial de la Shoah

▲ *Le débarquement en Provence, le 15 août 1944, également connu sous les noms de code Anvil et Dragoon.*
© Mémorial de la Shoah

▲ *Les troupes britanniques accostent les plages de Normandie lors du débarquement des forces alliées, le 6 juin 1944.*
© Mémorial de la Shoah

▲ *Assaut mené par une unité d'infanterie soviétique à l'approche de Budapest, sur le front Est, en décembre 1944.*
© Sovfoto/UIG / Bridgeman Images

ROME, PARIS, VARSOVIE ET BUDAPEST

Entre juin 1944 et février 1945, ces quatre métropoles occupées par les forces de l'Allemagne nazie sont reprises. Les circonstances et les modes de combat, ainsi que les conséquences humaines et matérielles de ces succès diffèrent par bien des aspects.

Rome : une prise sans combat

En mai-juin 1944, la bataille pour la prise de Rome se déroule non pas aux abords de la ville, mais à une centaine de kilomètres plus au sud. Les forces alliées (5e armée américaine du général Clark, 8e armée britannique) butent depuis des mois sur le poste allemand qui défend la route nord-sud permettant d'accéder à la capitale italienne. Au sein de la 5e armée américaine, les hommes du corps expéditionnaire français, commandés par le général Juin, vont mener l'offensive décisive lors de l'opération *Diadem* (du 11 au 13 mai). Le verrou de Monte Cassino franchi, les Allemands quittent Rome pour se replier plus au Nord. Le 4 juin, alors que les hommes du CEF sont en pointe, le général Clark exige, pour des questions de prestige, que des unités américaines entrent les premières dans la ville. Les troupes italiennes présentes sur les lieux ne cherchent pas à résister et la prise de Rome se fait donc sans véritable combat.

▲ *Soldats de la France Libre à Rome, le 4 juin 1944, devant le monument à Victor-Emmanuel II. Les Français prennent possession du palais Farnèse, siège de l'ambassade de France en Italie, où Paul Poggionovo hisse le drapeau français.*
© Fondation de la France Libre, fonds DFL

Paris : l'insurrection populaire et la 2e DB

En août 1944, la tension monte dans la ville. Les forces alliées sont en passe de remporter la bataille de Normandie. L'insurrection populaire est déclenchée le 18 au soir par le colonel Rol-Tanguy, chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de la région parisienne. La préfecture de police puis l'hôtel de ville sont pris. Le 21, la ville se couvre de barricades. Le général Leclerc, à la tête de la 2e DB débarquée le 1er août, obtient du commandement américain l'autorisation d'y faire converger ses chars. Pour le général de Gaulle, l'enjeu politique est d'importance : Paris doit être libérée par des forces françaises. Une unité avancée (« la Nueve ») entre dans la ville dès le 24 au soir, suivie du gros des troupes le 25. Dietrich von Choltitz, gouverneur militaire du « Grand Paris », signe la reddition, puis une série d'ordres de cessez-le-feu. Arrivé dans l'après-midi, de Gaulle adresse alors aux Parisiens depuis l'hôtel de ville un discours vibrant (« Paris libéré… »). Le défilé de la victoire organisé le 26 août sur les Champs-Élysées célèbre la libération du pays, tout en marquant la volonté d'un rapide retour à l'unité nationale.

▲ *Le général de Gaulle défilant sur les Champs-Élysées après la Libération de Paris, le 26 août 1944.*
© Mémorial de la Shoah

Varsovie : le soulèvement réprimé

Alors que les troupes soviétiques progressent en direction de Varsovie, le gouvernement polonais en exil à Londres ordonne, le 1er août 1944, le déclenchement d'une insurrection. Il s'agit de participer militairement à la libération du pays pour empêcher Staline d'y imposer son contrôle. Les 50 000 combattants sont majoritairement membres de l'AK (Armia Krajowa), forces armées des mouvements de résistance fidèles au gouver-

nement de Londres. La contre-attaque allemande est impitoyable. La ville est aussitôt pilonnée par l'artillerie lourde et l'aviation. Les insurgés sont traqués dans des combats de rue sans merci. L'Armée rouge, arrivée le 10 septembre sur les bords de la Vistule, ne bouge pas. Staline voit en effet dans l'annihilation de l'insurrection le meilleur moyen d'éliminer le mouvement démocratique polonais. Les derniers combattants se rendent le 2 octobre. La population civile est évacuée (une partie est ensuite déportée vers Auschwitz) et la ville presque entièrement rasée. Le 17 janvier 1945 les Soviétiques entrent dans une cité entièrement en ruine et peuplée seulement de quelques milliers d'habitants.

▲ *Artilleurs russes dans les rues de Budapest, février 1945. © Tallandier / Bridgeman Images*

Budapest : une bataille urbaine

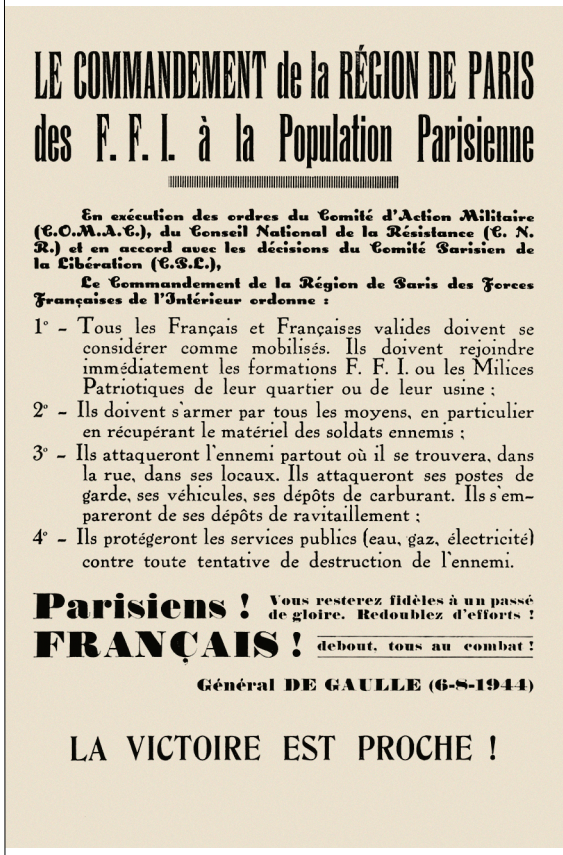
La bataille de Budapest s'engage le 29 décembre 1944. Elle oppose les armées soviétiques des 2e et 3e fronts d'Ukraine et les forces qui défendent la ville, composées d'unités de l'armée hongroise fidèles au régime des Croix-Fléchées, de la Wehrmacht et de la SS. Les combats prennent rapidement la forme d'une guérilla urbaine. On se bat dans chaque immeuble, chaque parc, jusque dans les cimetières. Près d'un million de civils piégés tentent de survivre sous terre, se nourrissant parfois des chevaux qui errent dans la ville. Le 13 février, lorsque les combats se terminent, Budapest est un champ de ruines. Les cinq ponts qui franchissaient le Danube sont détruits. Près de 40 000 civils hongrois ont trouvé la mort (dont la moitié sont les derniers Juifs du ghetto, massacrés par les Croix-Fléchées et leurs partisans hongrois). La bataille de Budapest, largement méconnue en dehors de la Hongrie, est un moment majeur des combats de la fin de la guerre dans l'est de Europe.

LE RÔLE DES FFL, DES FFI, DES FTP-MOI ET DE LA POPULATION CIVILE EN FRANCE

Dès avril 1942, le général de Gaulle avait déclaré que la libération nationale ne pouvait être séparée de l'insurrection nationale. Le 6 juin 1944, il appelle tous les Français à « combattre l'ennemi par tous les moyens dont ils disposent ». S'il a pu être exagéré, le rôle militaire de la Résistance n'a pas été négligeable. La période des mois de juin et juillet 1944 révèle pourtant d'abord les faiblesses de la résistance armée. Face à des troupes supérieures en nombre et mieux équipées, les tentatives de libération anticipée menées par les FFI et FTP échouent et les réseaux de maquisards sont démantelés (maquis du Mont-Mouchet en juin, celui du Vercors fin juillet). La situation évolue en août : coordonnant davantage leurs actions avec la stratégie alliée, FFI et FTP participent à la libération de nombreuses régions. Le long du couloir rhodanien, ils « ouvrent » la voie aux Alliés qui remontent vers le Nord après le débarquement de Provence du 15 août. Annecy est libérée dès le 19 par les seules forces FFI. Les Alliés sont à Grenoble dès le 22, et à Lyon le 3 septembre, alors qu'on prévoyait que plusieurs mois seraient nécessaires. Dans les régions du centre de la France, FFI et FTP profitent de l'ordre de retraite donné par Hitler pour attaquer des garnisons isolées. Les maquisards libèrent Brive le 15 août, puis Limoges le 21. L'une des principales victoires à mettre à l'actif des FFI est également la reddition, dans l'Indre, le 10 septembre, de la colonne Elster, harcelée tout au long de sa retraite depuis le Sud-Ouest par les maquisards. Pour renforcer l'image d'une France se libérant par elle-même, de Gaulle utilise les unités FFL, notamment la 2e DB du général Leclerc, à qui il assigne des objectifs symboliques comme Paris ou Strasbourg.

À partir de septembre 1944, l'amalgame permet aux FFI et FFL de combattre côte à côte. Leur rôle dans les combats de la Libération va permettre de fournir les éléments symboliques pour que la vision gaullienne d'une « France libérée par elle-même » puisse se développer, même si les historiens ont par la suite démontré que la Résistance était toujours restée le fait d'une minorité.

▲ *Affiche des Forces françaises de l'Intérieur, représentant Churchill, de Gaulle, Staline et Roosevelt, diffusée en 1944. © Mémorial de la Shoah.*



LE COMMANDEMENT de la RÉGION DE PARIS des F. F. I. à la Population Parisienne

En exécution des ordres du Comité d'Action Militaire (C.O.M.A.C.), du Conseil National de la Résistance (C. N. R.) et en accord avec les décisions du Comité Parisien de la Libération (C.P.L.),

Le Commandement de la Région de Paris des Forces Françaises de l'Intérieur ordonne :

1° – Tous les Français et Françaises valides doivent se considérer comme mobilisés. Ils doivent rejoindre immédiatement les formations F. F. I. ou les Milices Patriotiques de leur quartier ou de leur usine ;

2° – Ils doivent s'armer par tous les moyens, en particulier en récupérant le matériel des soldats ennemis ;

3° – Ils attaqueront l'ennemi partout où il se trouvera, dans la rue, dans ses locaux. Ils attaqueront ses postes de garde, ses véhicules, ses dépôts de carburant. Ils s'empareront de ses dépôts de ravitaillement ;

4° – Ils protégeront les services publics (eau, gaz, électricité) contre toute tentative de destruction de l'ennemi.

Parisiens ! Vous resterez fidèles à un passé de gloire. Redoublez d'efforts !
FRANÇAIS ! debout, tous au combat !

Général DE GAULLE (6-8-1944)

LA VICTOIRE EST PROCHE !

▲ *Appel du commandant de la région de Paris des FFI, Henri Rol-Tanguy, à la population parisienne à rejoindre les Forces françaises de l'Intérieur, le 6 août 1944. © Mémorial de la Shoah*

Chronologie de la libération des villes

1944

ROME (ITALIE)	4 JUIN
ARROMANCHES	6 JUIN
BAYEUX	7-8 JUIN
CHERBOURG	26 JUIN
CAEN	19 JUILLET
RENNES	4 AOÛT
QUIMPER	9 AOÛT
LE MANS	9 AOÛT
NANTES	12 AOÛT
ORLÉANS	17 AOÛT
GRENOBLE	22 AOÛT
CANNES	24 AOÛT
PARIS	24-25 AOÛT
TOULON	26 AOÛT
CLERMONT-FERRAND	27 AOÛT
MARSEILLE	28 AOÛT
MONTPELLIER	29 AOÛT
NÎMES	29 AOÛT
ROUEN	30 AOÛT
REIMS	30 AOÛT
BORDEAUX	2 SEPTEMBRE
NICE	2 SEPTEMBRE
LYON	3 SEPTEMBRE
LILLE	3 SEPTEMBRE
BRUXELLES (BELGIQUE)	4 SEPTEMBRE
BESANÇON	6 SEPTEMBRE
DIJON	13 SEPTEMBRE
CALAIS	1er OCTOBRE
METZ	21 NOVEMBRE
MULHOUSE	21 NOVEMBRE
STRASBOURG	23 NOVEMBRE
BELFORT	25 NOVEMBRE

1945

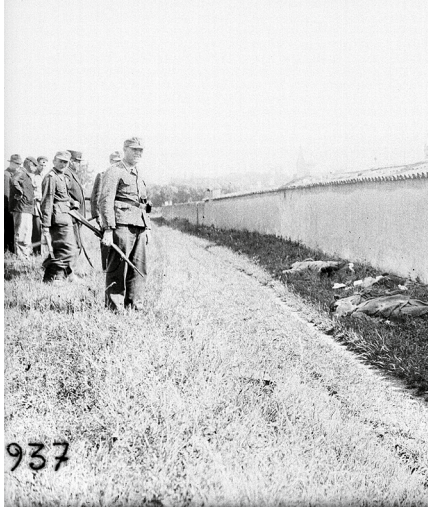
VARSOVIE (POLOGNE)	14 JANVIER
COLMAR	2 FÉVRIER
BUDAPEST (HONGRIE)	13 FÉVRIER
ROYAN	18 AVRIL
MILAN (ITALIE)	25 AVRIL
TURIN (ITALIE)	25 AVRIL
GÊNES (ITALIE)	25 AVRIL
DUNKERQUE	9 MAI
LORIENT	10 MAI
SAINT-NAZAIRE	10 MAI

LES MASSACRES, CRIMES DE GUERRE ET DÉPORTATIONS

À l'Ouest, après le débarquement de Normandie, la répression se radicalise par étapes : en juin-juillet d'abord, lorsque les Allemands pensent encore remporter la bataille ; à partir d'août ensuite, quand leur évacuation commence. À l'instar des violences pratiquées dans l'est de l'Europe, les mois de juin et juillet sont marqués en France comme en Italie par des représailles sanglantes, des jugements expéditifs, des exécutions ciblées et des premières déportations de maquisards. Les victimes de l'armée allemande se comptent par milliers. Toutes les actions, règles, décisions qui peuvent gêner les opérations militaires doivent être stoppées. La justice militaire et avec elle la procédure « Nacht und Nebel » sont significativement suspendues par un décret au nom évocateur : « Terreur et Sabotage ».

Jusqu'à la fin du mois de juillet 1944, les déportations massives se poursuivent depuis la France selon la même organisation, mais le nombre de prisonniers par convoi augmente. Entre le 6 juin et la fin de juillet, près de 7 500 hommes sont déportés depuis Compiègne, au moins 940 femmes depuis Paris, et 850 détenus judicaires. Des convois sont même organisés aux portes des prisons de province, conduisant 1 400 déportés directement dans le Reich. Entre août et novembre, près de 11 000 personnes sont encore déplacées, tandis que dans les territoires occupés, une répression sanglante donne lieu à des massacres qui ont marqué les mémoires nationales et locales.

L'organisation des déportations révèle une évacuation programmée davantage que subie. L'occupant ne voulait pas libérer ses détenus, pour éviter qu'ils ne rejoignent le combat contre le Reich et parce que leurs bras étaient utiles à l'effort de guerre dans les camps du Reich, et déporta donc jusqu'au bout, coûte que coûte.

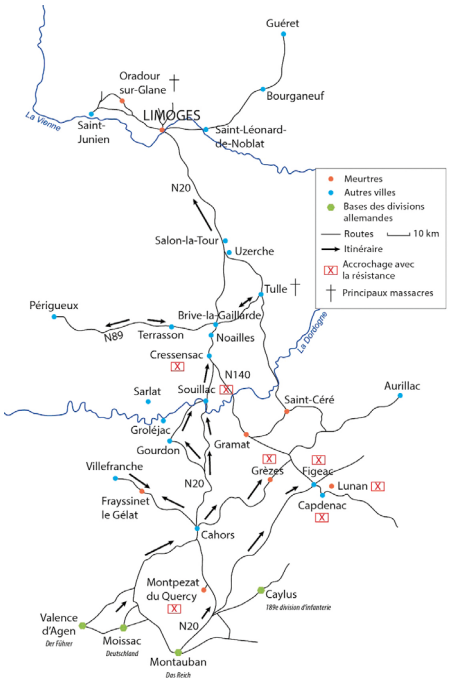


▲ *Soldats allemands regardant les corps des sept otages juifs fusillés par la Milice, devant le cimetière de Rillieux-la-Pape, près de Lyon, le 29 juin 1944. © Mémorial de la Shoah*

LA DIVISION *DAS REICH* À ORADOUR-SUR-GLANE

Transférée en France au début 1944 après avoir combattu sur le front de l'Est, la division *Das Reich* reçoit pour instruction le 5 juin (veille du Débarquement) d'éradiquer les maquis du Limousin, présentés par l'état-major allemand comme « un danger qui, en cas d'invasion, pourrait avoir des conséquences sur les opérations ». Quittant le 6 juin son cantonnement de Montauban, elle n'a donc pas pour objectif de se rendre le plus rapidement possible en Normandie, mais bien de « pacifier » tout le centre-ouest du pays où, à l'annonce du débarquement, les maquis sont passés à l'action, libérant déjà plusieurs villes (Guéret, Argenton, Tulle). Tout au long de son parcours, la *Das Reich* instaure une répression sanglante tant pour démanteler les maquis que pour terroriser la population. À Tulle, après avoir repris le contrôle de la ville, elle se livre le 9 juin à de terribles représailles : tous les hommes sont arrêtés, 99 d'entre eux sont pendus. Un ordre du 9 juin au soir contraint ensuite la division à quitter le Limousin pour rejoindre rapidement la Normandie. Avant de partir, elle porte à son paroxysme sa stratégie de terreur. Le 10 juin, à Oradour-sur-Glane, où il n'y avait pourtant aucune forme de résistance, elle massacre 642 habitants, femmes et enfants compris. Il s'agit du plus grand massacre de civils en Europe de l'Ouest.

▲ *Soldats allemands et alsaciens devant une maison en feu du village d'Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944. © Mémorial de la Shoah*



▲ *Itinéraire de la division* Das Reich *entre le 6 et le 10 juin 1944. © Mémorial de la Shoah*

LE MASSACRE DE DISTOMO

Le 10 juin 1944, dans les environs de Delphes, à environ 200 kilomètres d'Athènes, une unité de Waffen SS, la division Edelweiss, subit un accrochage avec des partisans grecs. En représailles, les SS décident de procéder à la destruction du village de Distomo, qui se trouve à proximité, tenant sa population pour collectivement coupable de l'attaque. Au total 228 habitants, dont 117 femmes et 58 enfants, sont assassinés, le village est pillé puis incendié.

Distomo s'inscrit dans la longue litanie de massacres qui ont ensanglanté la Grèce, et plus largement les Balkans à compter de l'automne 1943, quand le III[e] Reich déclenche une opération destinée à écraser les unités de partisans, depuis le nord de l'Italie (Trieste) jusqu'à la Grèce. Dans ce pays, des dizaines de villages sont détruits et des milliers de personnes massacrées lors d'opérations de « lutte anti-partisans ».

LES DERNIERS CONVOIS DE DÉPORTÉS PARTIS DE FRANCE

Vers la fin de l'année 1943, la lutte contre la Résistance se renforce et les mesures répressives s'intensifient, exercées par les autorités d'occupation allemande et par le régime de Vichy, dans un contexte marqué par l'accentuation de la pression militaire des Alliés et la multiplication des actions subversives dans les territoires occupés. Parallèlement, la poursuite du génocide des Juifs d'Europe et l'intégration toujours plus grande du système concentrationnaire dans l'appareil productif nazi au service de la « guerre totale » entraînent un recours massif aux déportations vers le Reich.

Alors même que les débarquements en France métropolitaine au milieu de l'année 1944 et la multiplication des bombardements alliés et des sabotages entravent la circulation ferroviaire, la radicalisation de la répression et la furie exterminatrice visant les Juifs demeurent face aux contingences sécuritaires immédiates. Pour l'idéologie nazie, si fortement empreinte de la défaite de 1918, les revers militaires imposent

plus que jamais pour sa propre survie de juguler les oppositions et de poursuivre la Shoah. Loin de marquer un reflux, l'année 1944 témoigne au contraire d'une montée en puissance des déportations depuis la France, jusqu'aux derniers jours avant la Libération.

RÉPRESSION ET DÉPORTATION : LE CONVOI 77

Le convoi 77 est le dernier grand convoi à avoir quitté la France pour Auschwitz, le 31 juillet 1944. Les 1 310 hommes, femmes et enfants qui le composent sont originaires de 35 pays, mais plus de la moitié (700 personnes, dont 324 enfants) sont nés en France.

Ce convoi illustre la dimension jusqu'au-boutiste de la politique de répression antijuive, alors qu'un quart du territoire français est déjà libéré. Il traduit la radicalisation des opérations militaires allemandes face à l'avancée des troupes alliées, et la reprise en mains de la situation par la SS – avec, pour la première fois, des massacres de Juifs en France même. Les Allemands aux abois puisent alors dans les « réserves » de personnes juives : enfants, adolescents, cadres de l'Union Générale des Israélites de France (UGIF), certains Juifs étrangers jusque-là épargnés.

Ce convoi reflète éloquemment la portée européenne, voire internationale de la persécution antisémite, car il rassemble des personnes d'origines très diverses, dont certains ressortissants de pays jusque-là ménagés (Suisse, Royaume-Uni, Cuba, Turquie, etc.). Il est constitué principalement de personnes raflées fin juillet 1944, notamment lors de la liquidation des maisons d'enfants de l'UGIF de Paris, menée par les Allemands eux-mêmes, sous l'autorité d'Alois Brunner, en charge depuis 1943 du camp de transit de Drancy.

Le convoi arrive à Auschwitz-Birkenau à la fin de la destruction des Juifs de Hongrie et au moment de la liquidation du camp de Tsiganes de Birkenau. Selon les dernières estimations, sur les 1 310 déportés, 836 sont gazés dès leur arrivée à Birkenau, début août. Seuls 93 hommes et 157 femmes ont finalement survécu.

LE CONVOI DU 11 AOÛT 1944

Le 11 août 1944, un train de dix wagons de voyageurs quitte la gare de Lyon-Perrache en direction des camps de transit parisiens. À son bord, environ 650 prisonniers extraits pour la plupart des cellules de la prison de Montluc, parmi lesquels 350 hommes, femmes et enfants juifs en partance pour Drancy. Les résistantes, quant à elles, sont attendues au camp de Romainville et les résistants, à celui de Compiègne.

Pourtant, cette rame qui ne devait servir qu'à un transfert de prisonniers devient bientôt le convoi de déportation n° 78. Onze jours plus tard en effet, les 350 Juifs arrivent à Auschwitz-Birkenau. La centaine d'enfants qui en fait partie est aussitôt conduite vers les chambres à gaz, de même que les personnes âgées et tous ceux qui sont jugés inaptes au travail. Parmi ceux qui intègrent le camp, moins d'une centaine survit à la guerre. Les résistants, de leur côté, sont répartis dans d'autres camps : 62 femmes sont internées à Ravensbrück – 17 d'entre elles n'en réchappent pas – et 221 hommes au camp de Natzweiler-Struthof.

43 ans plus tard, la constitution du convoi du 11 août a été considérée comme l'un des cinq crimes contre l'humanité dont a dû répondre Klaus Barbie, finalement condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Aujourd'hui, ce convoi symbolise la politique répressive allemande qui s'est intensifiée à la fin de la guerre.

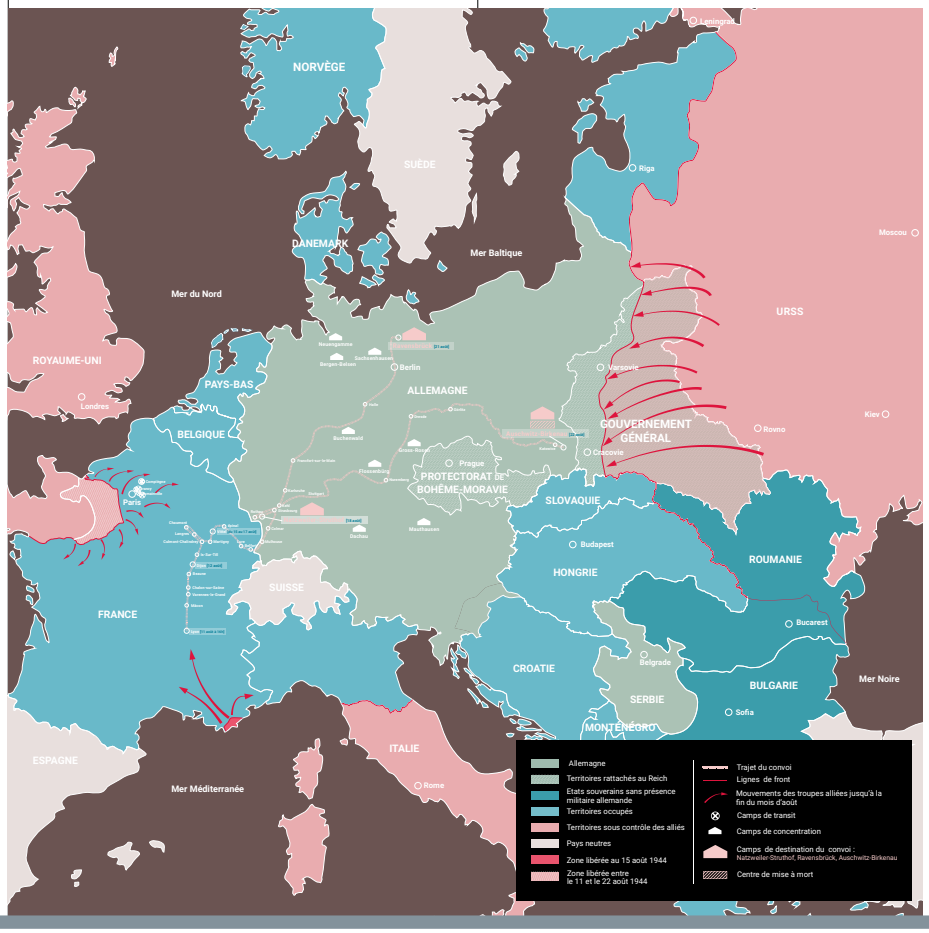
LE CONVOI DU 15 AOÛT 1944 POUR RAVENSBRÜCK

Le 15 août 1944, à quelques jours de la libération de Paris, 2 200 hommes et femmes sont encore déportés en Allemagne, respectivement dans les camps de concentration de Buchenwald et de Ravensbrück. Le train part de Pantin et non de la gare de l'Est, alors sabotée par la Résistance. La résistante Germaine Tillion a retracé, après sa libération, le parcours répressif des 546 femmes arrivées à Ravensbrück (convoi des « 57 000 ») : groupes de résistance, prisons et lieux d'internement en France, déplacements dans les divers *kommandos*, mortalité, libération en avril 1945 par les armées alliées ou la Croix-Rouge.

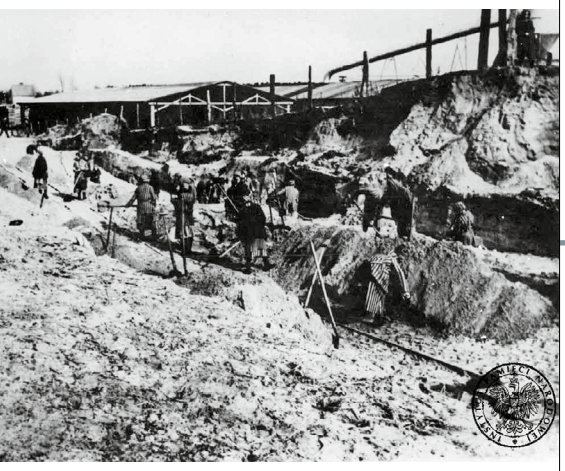
LE « TRAIN DE LOOS », L'ULTIME ACTE DE LA RÉPRESSION

Alors que la ville de Lille est sur le point d'être libérée, le 1er septembre 1944, 870 détenus politiques des deux départements nordistes, regroupés à la prison de Loos au cours des semaines précédentes, sont déportés vers Cologne en Allemagne dans des wagons à bestiaux. Certains le sont au titre du décret « Terreur et Sabotage » promulgué par Hitler le 30 juillet 1944 pour lutter contre les actions des résistants dans les territoires occupés ; d'autres, déjà condamnés auparavant par les tribunaux militaires, sont transférés en Allemagne pour y purger leur peine. De ces hommes finalement immatriculés au camp de Sachsenhausen, seul un tiers survit à cette terrible tragédie.

▼ *Itinéraire du convoi parti le 11 août 1944 de Lyon à destination des camps parisiens. © ONACVG*



Le convoi 77 fait l'objet d'un projet historique et pédagogique, auquel participent des établissements français et étrangers. http://www.convoi77.org/ • Exposition Le convoi du 11 août 1944. Les derniers déportés de Lyon, présentée au Mémorial Prison de Montluc, du 29 juillet au 24 décembre 2014, réalisé par l'ONACVG - www.cheminsdememoire.gouv.fr/sites/default/files/editeur/DPexpo_le_convoi_du_11_aout_1944.pdf



▲▲ *Femmes au travail dans des Kommandos extérieurs du camp de Ravensbrück, Allemagne, 1945.*
© Institut de la mémoire nationale - Commission de poursuite des crimes contre la nation polonaise

LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE NAZI À SON APOGÉE

À l'été 1944, le système concentrationnaire est engagé dans un vaste programme de recentralisation et d'enterrement de la production de guerre. Des centaines de milliers de détenus des KL (*Konzentrationslager*, camp de concentration) sont alors envoyés dans de nouveaux camps et employés sur des chantiers destinés à installer les usines aéronautiques, de production de carburant et autres industries de guerre. Selon les estimations, le nombre total de *Kommandos* approche 560 au début 1945. Le territoire du Reich se couvre de ces satellites. Buchenwald en compte à lui seul une centaine et, malgré son évacuation en septembre 1944, le KL Natzweiler se dote également d'une douzaine de camps annexes. Aux enjeux économiques s'associent les objectifs répressifs et les opérations militaires, à l'Ouest et à l'Est, qui accélèrent le transfert à l'intérieur du Reich des détenus politiques. Le nombre des détenus dans les camps est alors poussé à la hausse. Avec le développement de la Résistance, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes sont encore déportés, notamment depuis la France, la Belgique et la Pologne. Près de 200 000 Juifs sont également enregistrés dans les camps de concentration ce qui en fait, pour la première fois, la catégorie de détenus la plus représentée. En janvier 1945, Buchenwald, avec près de 100 000 prisonniers enregistrés, devient le plus vaste camp. Le phénomène illustre le basculement de l'équilibre du système concentrationnaire de l'Est vers l'Ouest (Auschwitz compte alors moins de 70 000 détenus). La part des femmes marque également une augmentation sensible, avec plus de 200 000 prisonnières dans les KL, dont 45 000 à Ravensbrück. L'afflux de prisonniers issus des différents territoires occupés par les nazis contribue à accentuer fortement l'internationalisation de la population concentrationnaire. À Buchenwald, les déportés sont originaires d'une trentaine de pays différents. Au final, surpopulation et extension du travail forcé dans un contexte de violence exacerbée par la SS conduisent à une forte augmentation de la mortalité – phénomène qui ne fait ensuite que s'amplifier jusqu'à la découverte des camps par les Alliés.

L'INTERNEMENT ET LE SORT DES TSIGANES DANS LES CAMPS NAZIS

L'exclusion et l'extermination de deux groupes donnés (Juifs et Tsiganes) ont été mises en œuvre avec des logiques assez différentes. La lutte contre le « fléau tsigane » a mêlé expertises raciales et préjugés ancestraux, leur grande mobilité étant considérée comme une déviance sociale. Pour autant, il n'existait pas de politique globale et cohérente à l'échelle européenne planifiée à l'encontre des Tsiganes.
Après les massacres commis à l'Est en 1941 par les *Einsatzgruppen*, puis les déportations vers les ghettos juifs, le décret dit d'Auschwitz du 16 décembre 1942 a donné le signal de la déportation et de l'assassinat des Tsiganes d'abord dans le Reich même, puis en Belgique et aux Pays-Bas (décret du 29 mars 1943). Des Tsiganes ont aussi été raflés dans le Nord-Pas-de-Calais passé sous administration militaire allemande. Le 15 janvier 1944, 352 hommes, femmes et enfants forment le convoi Z (pour *Zigeuner*) à destination d'Auschwitz-Birkenau à partir du camp de rassemblement de Malines (Belgique), l'équivalent de Drancy. Seuls 32 d'entre eux ont survécu. Le 19 mai 1944, un autre convoi de 245 Tsiganes quitte le camp de Westerbork (Pays-Bas).
Le camp tsigane d'Auschwitz (section BIIe) a fonctionné à partir du 26 février 1943. 20 943 personnes y ont été immatriculées, et 1 700 y ont été gazées dès leur arrivée en mars 1943. En outre, la stérilisation forcée représente une forme de génocide différé. Les familles ne sont ni séparées ni sélectionnées, mais sont victimes de la faim, des épidémies, des sévices et des expérimentations médicales. Le camp tsigane est liquidé dans la nuit du 2 au 3 août 1944 : les 2 897 derniers prisonniers sont alors gazés. Certains, jugés « aptes au travail », sont condamnés à l'esclavage-extinction : les hommes sont transférés à Buchenwald, épicentre de l'extermination industrielle, les femmes à Ravensbrück et les *Kommandos* extérieurs sont mis au service de l'industrie de guerre du Reich.

▼ *Dessin de Ceija Stojka,* Liquidation finale d'Auschwitz, août 1944. Nous sommes passées au travers, *2002.*
© D.R.

LE TRAVAIL FORCÉ AU SERVICE DE LA MACHINE DE GUERRE NAZIE

Depuis 1942 et les premiers revers militaires allemands, auxquels s'ajoutaient les bombardements systématiques des centres de production du Reich, la nécessité d'augmenter le potentiel de main-d'œuvre ne cesse de croître. Les rêves brisés de pouvoir disposer de larges territoires prospères colonisés à l'Est obligent à développer la production d'armement et à impliquer plus intensément les KL dans le processus. Fin 1944, les politiques de recrutement de travailleurs dirigées par Fritz Sauckel, surnommé « le négrier du Reich », ont conduit près de dix millions d'étrangers sur le territoire nazi. La grande majorité provient des territoires de l'Est, de Pologne et d'Ukraine, et, dans une moindre mesure d'hommes et de femmes arrivés de l'ouest de l'Europe, en particulier de France. Les premiers travailleurs forcés sont les plus mal traités, soumis à un marquage spécifique qui rappelle celui des camps de concentration – dont beaucoup seraient finalement déportés, grossissant un peu plus la main-d'œuvre à la disposition de la SS.

Début 1945, alors que la population concentrationnaire a doublé en moins d'un an pour atteindre plus de 706 000 détenus, une très large proportion est employée dans des camps satellites (*Kommandos*) dont le nombre augmente de manière exponentielle (plus de 560 en janvier 1945). Beaucoup sont installés à proximité des usines et des chantiers en construction. La situation accentue considérablement la présence des « rayés » au sein des entreprises, et donc leur visibilité par la population allemande.

Le programme secret d'installation souterraine de la production des missiles V2, mené fin 1943 à Dora, s'est étendu rapidement à toute l'industrie de guerre allemande. Placé sous la responsabilité du SS Hans Kammler, il implique différents organismes : le ministère de l'Air pour la production aéronautique, les services d'Albert Speer ou l'Organisation Todt. Parmi les projets les plus incohérents et qui ont coûté la vie à des milliers de déportés du camp de Buchenwald, celui de la construction, en novembre 1944, d'un vaste quartier général pour Hitler à Ohrdruf est lui aussi pris en charge par Kammler.

Pour tenter d'augmenter la productivité et rationaliser le travail forcé dans ces camps, la SS instaure un système centralisé à Berlin, sorte de base de données reposant sur le fichage systématique des détenus et utilisant le principe de cartes perforées avec un codage précis en fonction notamment des professions et des aptitudes des détenus (programme Hollerith). Au cours des cinq derniers mois de la guerre, des centaines de milliers de travailleurs forcés sont employés à des projets qui n'avaient plus aucun sens du point de vue stratégique. La mortalité dans les camps est alors effroyable, notamment au camp satellite d'Ellrich où elle atteint même les 85 % pour les 8 000 détenus qui ont été astreints au creusement de galeries. Globalement, et principalement en raison des conditions inhumaines de traitement des détenus (sous-nutrition, violence, cadences de travail, etc.), jamais la productivité des camps n'atteignit la moitié de celle des ouvriers allemands libres. Davantage que des armes ou des biens essentiels pour l'économie de guerre, le système des camps et le travail forcé ont produit la misère et la mort.

▼ *Les prisonniers au travail derrière la caserne SS de Neuengamme. © BPK, Berlin, Dist. RMN-Grand Palais / image BPK*

BRÊME-FARGE, LE BUNKER VALENTIN ET LE CAMP ANNEXE DE NEUENGAMME

En 1942, les Alliés gagnent progressivement la maîtrise du ciel allemand. Les attaques sur les usines d'armement deviennent plus fréquentes et il est décidé de transférer autant que possible la production de guerre vers des tunnels souterrains et des bunkers à l'épreuve des bombes. À Brême, haut-lieu des chantiers navals, l'amiral Dönitz donne l'ordre de construire au bord de la Weser une immense structure en béton pour abriter le montage à la chaîne de sous-marins d'un nouveau type. Il espère ainsi, grâce à cette arme « miracle », marquer un tournant dans le cours de la guerre. Le projet devient priorité absolue ; matériaux et travailleurs originaires de toute l'Europe y sont envoyés en abondance. Le chantier est immense. Environ 8 000 travailleurs forcés y sont affectés jour et nuit, déployés en deux équipes. Prisonniers de guerre, prisonniers de la Gestapo, détenus concentrationnaires rattachés au camp de Neuengamme, travailleurs civils requis de force dans tous les pays occupés par les troupes allemandes : c'est une véritable tour de Babel qu'abritent alors les différents camps aménagés à proximité du chantier. Les conditions de vie et de travail sont inhumaines, le taux de mortalité élevé du fait des sévices imposés par les gardiens et des maladies causées par la malnutrition systématique et les mauvais traitements. Fin mars 1945, les Alliés bombardent le chantier. Les camps sont évacués peu après. Les « marches de la mort » qui s'ensuivent feront encore des milliers de victimes. Quand les troupes britanniques libèrent Brême, début mai 1945, ils découvrent un chantier et des camps vides. Il faudra attendre des décennies avant que soient thématisées les souffrances infligées aux travailleurs (hommes et femmes) forcés et que le Bunker devienne un « site du souvenir ».

@ **Exposition « Une artiste Rom dans le siècle, Ceija Stojka », La Maison Rouge, Paris, février-mai 2018 • Exposition itinérante Disparus de la Terre. La déportation des Juifs et des Tsiganes du Nord-Pas-de-Calais et de Belgique réalisée par La Coupole - www.lacoupole-france.com/pedagogique/professeurs/expositions-itinerantes/disparus-de-la-terre.html • Site du Mémorial de Neuengamme - www.kz-gedenkstaette-neuengamme.de/fr • Site du Bunker « Valentin » - www.denkort-bunker-valentin.de/francais.html**

LE CAMP DE MITTELBAU-DORA

Créé en août 1943 pour l'installation de l'usine de production des fusées V2 après le bombardement du centre de recherche de Peenemünde (Baltique), Dora était alors un satellite du KL Buchenwald. Situé en Thuringe, le site choisi correspond à un vaste ensemble de galeries souterraines offrant une protection adéquate aux attaques aériennes. La particularité de ce projet placé sous la responsabilité du SS Hans Kammler, tient au degré de priorité donné à la production de ces armes nouvelles qui devaient permettent d'inverser le cours de la guerre. Les conséquences sont terribles pour les déportés déplacés depuis Buchenwald : privés de camp et de baraques pendant les six premiers mois, vivant dans des tunnels désaffectés dont ils ne sortent pratiquement jamais, ils connaissent le travail forcé, la violence et des conditions d'hygiène dramatiques. Après cette première période meurtrière, l'usine produit à partir de l'été 1944 des missiles en série – qui seront tirés sur Londres et Anvers en septembre 1944. Fort de ce succès, Kammler se voit confier par Albert Speer la responsabilité de développer un véritable complexe souterrain, centré autour de Dora et destiné à la production d'armes de guerre. Dès juillet 1944, la production des bombes volantes V1 y est transférée. Le projet se concrétise le 28 octobre quand l'ancien camp annexe de Buchenwald devient, sous le nom de Mittelbau, le dernier-né des grands camps de concentration du Reich. Le nouveau KL regroupe une quarantaine de camps satellites, dont certains particulièrement meurtriers comme Ellrich-Juliushütte. Près d'un tiers des 60 000 déportés enregistrés à Mittelbau a péri en déportation ce qui en fait, proportionnellement, l'un des ensembles les plus meurtriers du système concentrationnaire. Les Français, troisième nationalité représentée avec 9 000 déportés, ont payé un tribut particulièrement lourd (avec 5 000 morts). Dora, tâche sombre de l'histoire de la conquête spatiale, est resté dans la mémoire des survivants comme le « cimetière des Français ».

▲ *Ateliers de travail au camp de Dora.*
© Yad Vashem

@ **L'Association française Buchenwald, Dora et Kommandos : www.asso-buchenwald-dora.com • Dictionnaire biographique des déportés à Dora réalisé par La Coupole - www.lacoupole-france.com/centre-de-ressources/dictionnaire-biographique-des-deportes-dora.html**

LES TÉMOIGNAGES ORAUX DE LA COLLECTE À L'UTILISATION EN CLASSE

▲ *Témoignage filmé de Ginette Kolinka, déportée de France à destination d'Auschwitz le 13 avril 1944.*
© Mémorial de la Shoah, 2016

▲ *Témoignage filmé de Jean Gavard (1923-2016), déporté résistant, inspecteur général de l'Éducation nationale.*
© Amis de la Fondation de la Résistance

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation invite à travailler sur des témoignages oraux de la Seconde Guerre mondiale. Comment s'orienter dans cet abondant corpus collecté de l'après-guerre à nos jours ? Comment les étudier avec une distance critique ?

Témoigner pour juger

Les victimes de la répression et de la déportation ont été appelées à comparaître au Tribunal militaire international à Nuremberg (Allemagne) en 1945-1946. Les témoins répondent aux questions des procureurs et des avocats face aux accusés et aux caméras. Marie-Paule Vaillant-Couturier, résistante communiste déportée à Auschwitz et à Ravensbrück, marque les esprits le 28 janvier 1946 en racontant les conditions de vie dans les camps.

C'est au procès Eichmann (Jérusalem, 1961) que les survivants de l'extermination des Juifs d'Europe sont mis pour la première fois au centre des débats. En France, les procès Barbie (1987), Touvier (1994), Papon (1997-1998) font une place importante aux témoins. Mais certains, comme Simone Veil, rescapée d'Auschwitz, s'interrogent sur la valeur des témoignages prononcés longtemps après les faits dans des procès très médiatisés et dont l'opinion s'émeut. Ces procès ont été filmés et archivés pour l'Histoire.

Témoigner pour l'Histoire

Recueillir la parole individuelle des témoins s'impose pour constituer des archives, laisser des traces quand les criminels ont voulu les effacer, sortir du silence, lutter contre les révisionnismes et travailler sur le traumatisme. C'est pourquoi les collectes de témoignages filmés se multiplient à partir des années 1970-1980, principalement auprès des rescapés de l'extermination des Juifs d'Europe. Ces derniers acceptent d'être filmés malgré parfois la crainte de ne pas trouver les mots justes pour traduire la réalité des souffrances.

En 1979, la première grande collecte d'archives audiovisuelles est menée à l'université Yale, aux États-Unis. Après le succès public de son film *La Liste de Schindler* (1993), Steven Spielberg crée une base de données de plus de 52 000 témoignages recueillis en 32 langues. Par ailleurs, des fondations et des associations filment des témoins en élaborant une méthode de recueil (à domicile ou sur les lieux de la déportation) ou de manière empirique souvent dans un cadre scolaire. Ces témoignages constituent une précieuse ressource documentaire pour les historiens qui ont appris à les écouter, y distinguant plus ce qui relève de l'expérience individuelle ou d'un discours qui, avec le temps, peut devenir « stéréotypé ». D'anciens déportés, comme Germaine Tillion ou André Sellier, ont interrogé eux-mêmes leurs camarades pour écrire des ouvrages majeurs sur les camps.

Une utilisation raisonnée en classe

Les témoignages des acteurs de la Seconde Guerre mondiale sont essentiels car ils offrent aux élèves un éclairage vivant et ont un fort impact émotionnel. Mais ces témoignages peuvent comporter des erreurs factuelles. Il convient donc de les analyser en les confrontant à d'autres sources (livres, archives, photographies). Cette ressource doit amener à une réflexion autour de la notion d'archives orales car le témoignage constitue la vérité du témoin qui la livre souvent des décennies après les faits, et de façon sélective. Les non-dits, les silences peuvent aussi faire l'objet d'attention. Le témoignage nécessite une médiation de la part de l'enseignant car il y a parfois un hiatus entre la parole du témoin et la compréhension de l'auditeur. Enfin, il faut le rappeler, les victimes de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas toutes été entendues, comme les victimes civiles des bombardements ou les requis du Service du travail obligatoire dont le départ en Allemagne n'a pas suscité a posteriori les mêmes émotions.

LA FIN DE L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE ET L'ÉCROULEMENT DU IIIe REICH (HIVER-PRINTEMPS 1944-1945)

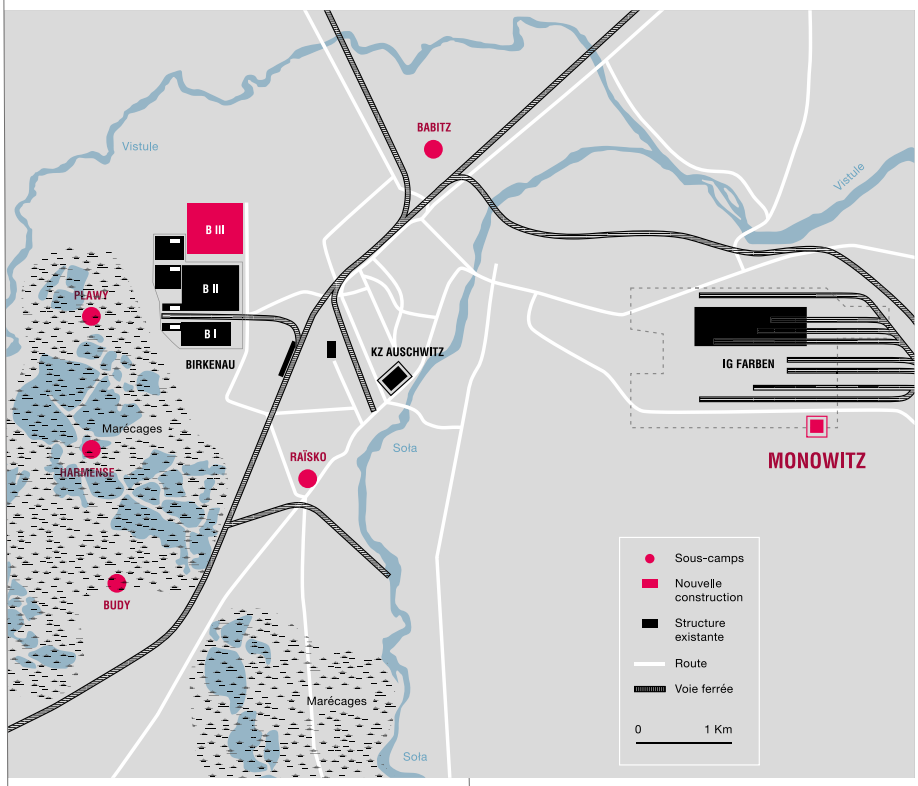
AUSCHWITZ-BIRKENAU

Fin janvier 1945, l'Armée rouge entame son offensive contre l'Allemagne nazie, marquant le début des combats sur le sol même du Reich. Alors que des détachements de l'Armée rouge pénètrent dans la pointe orientale du Reich, ils découvrent à Auschwitz un ensemble de camps, où il ne reste plus que quelques milliers de détenus moribonds. Il faut attendre encore plusieurs mois avant que l'horreur concentrationnaire ne soit véritablement « découverte », lorsque les grands camps de concentration (KL) installés au cœur du IIIe Reich seront enfin atteints.

AUSCHWITZ : UN COMPLEXE SANS ÉQUIVALENT

Dès sa création au printemps 1940, le camp d'Auschwitz est le plus important de tous les KL. Créé afin de réprimer la population polonaise, il connaît un développement permanent et sans équivalent, en raison d'une multitude de missions qui lui sont assignées : expansion de la ville d'Auschwitz et de ses chantiers, industries, mines ou encore projets agricoles alentour. Ces objectifs créent un appel de main-d'œuvre incessant qui contribue au développement du camp. Initialement prévu pour recevoir 10 000 détenus, Auschwitz accueille de nouvelles catégories de victimes avec la création, fin 1941, d'un second camp, Birkenau (ou Auschwitz II), initialement destiné aux prisonniers de guerre soviétiques. Puis le KL essaime en des dizaines de sous-camps (*kommandos*), chacun rattaché à une usine ou un chantier. Le plus important, Monowitz, qui devient en 1943 Auschwitz III, dessert l'immense usine d'IG Farben, surnommée la Buna. En 1944, plus de 140 000 détenus sont enfermés dans ce vaste ensemble qui se cache derrière la simple dénomination d'« Auschwitz ». Polonais, prisonniers de guerre et civils soviétiques, Tsiganes de divers pays rassemblés dans l'un des camps de Birkenau où ils meurent en masse, constituent la très grande majorité des prisonniers non juifs.

▲ *« Sélection » d'un convoi de Juifs hongrois en 1944. À l'arrière-plan, les femmes et les enfants sont dirigés vers les chambres à gaz.*
© Mémorial de la Shoah, Album d'Auschwitz



▲ *Plan du complexe d'Auschwitz-Birkenau, incluant l'usine IG Farben de Monowitz en 1944.*
© Mémorial de la Shoah

Car Auschwitz n'est pas uniquement un gigantesque complexe concentrationnaire. Le site est également l'un des principaux lieux choisis par les nazis pour mener à bien la « Solution finale ». C'est pour cette raison qu'à proximité du camp de Birkenau, un centre de mise à mort est aménagé : des chambres à gaz, dont certaines dotées de crématoires, servent à l'assassinat des Juifs déportés depuis toute l'Europe. À la descente des trains, les SS procèdent à la « sélection », opération destinée à diriger vers le camp un infime pourcentage d'hommes et de femmes, arbitrairement désignés comme étant aptes au travail et permettant de fournir de la main-d'œuvre aux colossaux projets qu'abrite Auschwitz. Au total, 200 000 Juifs deviennent ainsi des prisonniers du camp, alors que l'immense majorité est immédiatement assassinée sans y avoir jamais pénétré.

Si les prisonniers de Birkenau sont témoins de ce massacre à échelle industrielle, un groupe se voit assigner par les SS une tâche directement liée au meurtre : les membres du *Sonderkommando*, chargés de sortir les corps des chambres à gaz et de procéder à leur enfouissement, puis, à partir de 1943, à leur crémation. Témoins directs du processus de destruction, condamnés à être eux-mêmes tués, les membres du *Sonderkommando* se soulèvent le 7 octobre 1944 et dynamitent l'une des chambres à gaz. Mais la révolte est écrasée dans le sang par les SS.

Le bilan des victimes

Le bilan d'Auschwitz mêle deux dimensions différentes : la dimension concentrationnaire, le camp étant au service des diverses politiques répressives nazies – 200 000 prisonniers y sont acheminés dans ce cadre, en premier lieu des Polonais. Et la « Solution finale » : 1 100 000 Juifs ont été déportés vers le centre de mise à mort, dont près de 900 000 ont été immédiatement tués. Ceux que l'on a « sélectionnés » ont été enregistrés comme prisonniers du KL. Au total, 400 000 personnes (hommes et femmes) ont été détenus à Auschwitz, dont plus de la moitié a péri.

L'arrivée de l'Armée rouge à Auschwitz, vue par Primo Levi

« La première patrouille russe arriva en vue du camp vers midi, le 27 janvier 1945. Charles et moi la découvrîmes avant les autres ; nous transportions à la fosse commune le corps de Somogyi, le premier mort de notre chambrée. […] C'étaient quatre jeunes soldats à cheval qui avançaient avec précaution, la mitraillette au côté, le long de la route qui bornait le camp. Lorsqu'ils arrivèrent près des barbelés, ils s'arrêtèrent pour regarder, en échangeant quelques mots brefs et timides et en jetant des regards lourds d'un étrange embarras sur les cadavres en désordre, les baraquements disloqués et sur nous, rares survivants. »

Primo Levi, *La Trêve*, traduit de l'italien par Emmanuèle Joly, Paris, Grasset, 1966.

PRIMO LEVI (1919-1987)

Jeune ingénieur, Primo Levi est capturé par les fascistes italiens le 13 décembre 1943 au sein d'une unité de partisans. Se déclarant Juif, il est déporté à Auschwitz le 22 février 1944, dans un convoi de 661 personnes. À l'arrivée, il est « sélectionné », avec 95 autres hommes et 29 femmes jugés aptes au travail, et envoyé à Monowitz, camp rattaché au complexe chimique de la Buna. Affecté d'abord dans un kommando chargé de construire l'usine, il est, quelques mois plus tard, transféré à un poste moins éprouvant et qui lui permet de survivre. À la veille de l'évacuation du camp, il est épuisé et malade ; il fait partie des moribonds découverts par l'Armée rouge le 27 janvier 1945. Son témoignage, écrit quelques mois seulement après son retour et publié pour la première fois en 1947 sous le titre *Si c'est un homme*, est considéré aujourd'hui comme l'un des plus importants, notamment en raison de la finesse de son analyse du fonctionnement du camp et des relations entre les détenus. Il y évoque notamment la manière dont le texte de *L'Enfer de Dante* a constitué tant un moyen d'évasion que d'échange. L'importance de la culture dans l'univers concentrationnaire est mise en avant, comme élément de partage entre des détenus venus d'horizons et de pays différents.

▲ *Couverture de la première édition de* Si c'est un homme, *de Primo Levi, en 1947. D.R.*

◀ *Photo clandestine de l'incinération des corps des personnes assassinées à Auschwitz, prise en 1944 par Alberto Errera, un détenu membre du Sonderkommando. © Mémorial de la Shoah*

Témoignage du général Vassili Petrenko (1912-2003)

Commandant de la 107e division d'artillerie, j'ai entendu parler de ce camp pour la première fois au téléphone le 26 janvier, alors que je dirigeais le combat pour libérer Neuberun. J'avais été appelé par le général P. F. Ilinykh, pour m'annoncer que les 100e et 322e divisions, en combattant pour libérer Monowica et Zarki, avaient établi qu'il s'agissait de parties d'un grand camp de concentration hitlérien dont le centre se trouvait à Auschwitz. Le commandant du corps m'a prévenu que nous allions devoir prendre Neuberun le plus vite possible, mais également tout faire pour empêcher l'adversaire de partir vers Auschwitz. Il a ordonné qu'après la prise de Neuberun, ma 107e division et la 148e division de fusiliers voisine continuent énergiquement leur offensive le long de la rive gauche de la Vistule, en menaçant par derrière la garnison adverse d'Auschwitz. La ville fut totalement libérée le 28 janvier et notre division se prépara à traverser la Vistule. Il y avait environ un kilomètre et demi jusqu'à Auschwitz, qui se trouvait sur la rive droite. Le général F. M. Krasavine, le commandant de la 100e division qui avait pris Auschwitz la veille, m'a appelé et m'a demandé de venir. Il tombait une légère neige qui fondait immédiatement. Il commençait à faire sombre, mais nos soldats ont trouvé un appareil et ont fait de la lumière. Des détenus émaciés, en vêtements rayés, s'approchaient de nous et nous parlaient dans différentes langues. J'ai été frappé par ces prisonniers transformés par la cruauté jamais vue des nazis en véritables squelettes vivants. Les Allemands avaient laissé les impotents. Les autres, tous ceux qui pouvaient marcher, avaient été emmenés le 18 janvier. Ils avaient laissé les malades, les affaiblis ; on nous a dit qu'il y en avait plus de dix mille. Ceux qui pouvaient encore marcher, peu nombreux, se sont enfuis alors que notre armée s'approchait du camp. Je ne suis pas seulement entré dans les baraques qui m'avaient tant impressionné par leur aspect. On m'a également montré les pièces où l'on asphyxiait au gaz avant le crématoire. Le crématoire lui-même et une chambre à gaz avaient été dynamités. J'avais bien lu des tracts sur le traitement des Juifs par les nazis, mais on n'y disait rien de l'extermination des enfants, des femmes et des vieillards. Ce n'est qu'à Auschwitz que j'ai appris le destin des Juifs d'Europe. C'était le 29 janvier 1945.

Général Vassili Petrenko, *Avant et après Auschwitz*, Paris, Flammarion, 2002.

@ **Webdocumentaire *Les deux albums d'Auschwitz* - www.reseau-canope.fr/les-2-albums-auschwitz/index_2.html**
Tal Bruttmann, *Auschwitz*, Paris, La Découverte, 2015

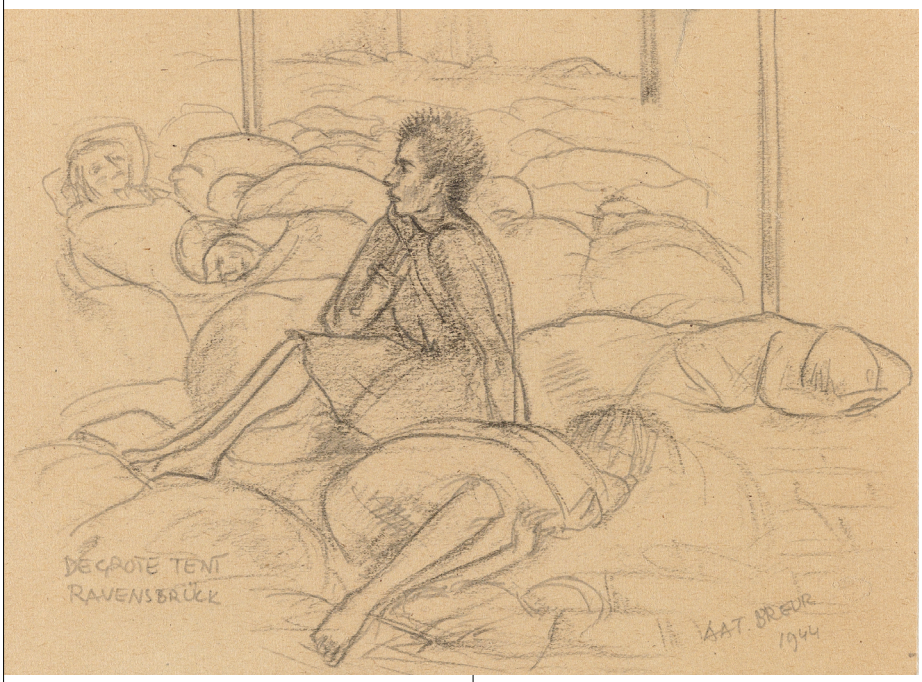
LES ÉVACUATIONS ET LES MARCHES DE LA MORT

Le processus d'évacuation des camps, c'est-à-dire le transfert forcé de détenus vers d'autres camps moins accessibles aux armées alliées en progression, démarre en fait dès l'été 1944, à l'heure de la libération des premiers territoires occupés et des premières intrusions à l'intérieur du Reich. Entre juillet et septembre 1944, les détenus des camps de concentration de Majdanek, en Pologne, de Vught-Hertogenbosch, aux Pays-Bas, et de Natzweiler-Struthof, en Alsace annexée, sont massivement évacués vers le centre de l'Allemagne.

Une nouvelle vague d'évacuations intervient fin 1944, après la poussée soviétique sur le front de l'Est. Les trois complexes d'Auschwitz et le camp de Gross-Rosen sont, dans leur quasi-intégralité, vidés de leurs détenus : un peu moins de 10 % des prisonniers ont été libérés à Auschwitz lors de l'arrivée des soldats de l'Armée rouge, le 27 janvier 1945, sur les 70 000 que comptait le camp avant l'évacuation. Au total, on estime qu'au cours des trois premiers mois de l'année 1945, près de 150 000 détenus ont péri lors de ces diverses évacuations ou dans les camps de concentration.

À partir d'avril 1945, le même phénomène d'évacuation se reproduit quand la dizaine de grands camps du Reich et les 400 satellites, ou camps annexes, encore en fonction se trouvent menacés. Parmi les 550 000 concentrationnaires, seuls 250 000 vont être effectivement libérés sur place dans les camps. Ce constat ne signifie pas pour autant que ces hommes ou ces femmes n'avaient pas subi de déplacements forcés. Pour beaucoup, leur présence était toute récente et le camp de libération n'était donc pas celui de leur affectation principale. Ainsi le complexe concentrationnaire de Mittelbau-Dora est-il évacué dans son intégralité à partir du 4 avril 1945. Près de 40 000 détenus embarquent dans des convois ferroviaires, s'engagent dans des « marches de la mort » – certains empruntent même des péniches. Un quart d'entre eux disparaît alors, mais la majorité des rescapés, éparpillée, va finalement être libérée dans les camps de Bergen-Belsen, Ravensbrück, Sachsenhausen, Neuengamme et Mauthausen.

Pour la SS, l'objectif de ces mouvements de détenus est triple. Mu par un fanatisme qui frise l'irrationnel, il s'agit pour les services économiques (WVHA) de préserver cette main-d'œuvre concentrationnaire, indispensable à la poursuite de la guerre, et nécessaire pour la production d'armes. Au-delà de cet enjeu intervient un élément sécuritaire souvent évoqué par les édiles locaux : la crainte que les détenus, une fois libérés, se livrent à des exactions sur les populations civiles allemandes environnantes. Elle incite donc certains responsables SS à donner l'ordre d'évacuer, car l'extermination systématique sur place est souvent impossible. Enfin, le *Reichsführer*-SS Himmler considère, quant à lui, que ces milliers d'êtres humains, et en particulier les Juifs, peuvent devenir une monnaie d'échange utile dans le cadre d'une éventuelle paix séparée.

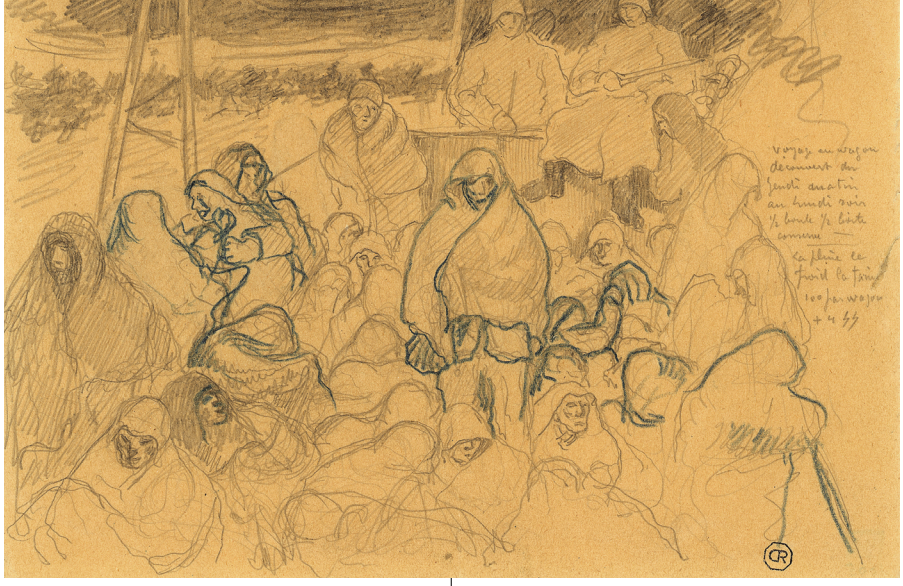


▲ *La « marche de la mort » de prisonniers du camp de Dachau, traversant un village sur la route de Wolfratshausen, en Allemagne, entre le 26 et le 30 avril 1945.*
© United States Holocaust Memorial Museum / KZ Gedenkstaette Dachau

▲ *Aat Breur-Hibma,* Ravensbrück, Allemagne, 1944. *Ce dessin au crayon représente la grande tente montée à la hâte dans le camp de Ravensbrück après l'insurrection de Varsovie ; c'est là que sont parqués les femmes et les enfants polonais déportés.*
© Rijksmuseum Amsterdam

LE TRANSFERT DES PRISONNIERS D'AUSCHWITZ VERS LES AUTRES CAMPS

À l'été 1944, Auschwitz est devenu le cœur du système concentrationnaire nazi. Mais le cours de la guerre vient bientôt modifier l'organisation des camps. Tout d'abord, depuis le printemps, les autorités nazies ont pris une décision majeure. Pour pallier le manque de main-d'œuvre dans les industries d'armement en Allemagne, en raison d'une mobilisation de plus en plus importante des Allemands sous l'uniforme, il est décidé de transférer une partie importante des détenus juifs à l'intérieur du Reich, alors que depuis 1941 l'objectif poursuivi était de vider l'Allemagne de « ses » Juifs. Cette inflexion dans la « Solution



▲ *Léon Delarbre,* Le transport de Dora à Bergen, *avril 1945. Ce trajet à travers l'Allemagne dura cinq jours et quatre nuits dans la pluie et le froid. © Musée de la Résistance et de la Déportation, Besançon*

finale » intervient alors que simultanément, le 22 juin 1944, l'Armée rouge déclenche une gigantesque offensive, l'opération *Bagration*. Celle-ci marque le début d'une inéluctable avancée. En quelques jours, les Soviétiques achèvent de libérer la Biélorussie et l'Ukraine et pénètrent sur le territoire polonais, s'approchant alors des frontières orientales du Reich. Dans le même temps, à l'Ouest, les Alliés prennent pied sur le continent avec le débarquement de Normandie.

Débute alors une série de transferts de prisonniers depuis Auschwitz à destination des KL à l'intérieur du pays : entre début juillet et fin novembre 1944, 97 000 détenus sont transférés par des dizaines de convois. Le mois d'octobre constitue un véritable tournant dans l'histoire du camp : alors qu'on achemine encore, depuis l'Europe entière, 39 000 personnes à Auschwitz en septembre 1944, ce chiffre tombe à 6 000 le mois suivant, révélateur de la redirection vers d'autres camps des déportations – qui se poursuivent malgré tout.

Lorsque, le 12 janvier 1945, l'Armée rouge reprend sa marche en avant à travers le territoire polonais, déclenchant une nouvelle offensive, il reste environ 67 000 prisonniers dans les trois camps principaux d'Auschwitz. Et, le 17 janvier, 58 000 détenus sont jetés sur les routes, entamant à leur tour les « marches de la mort » vers les camps installés au sein même du Reich.

TÉMOIGNAGE DE HAÏM VIDAL SEPHIHA (1923-2019) DÉPORTÉ À AUSCHWITZ EN MARS 1943

« Le 18 janvier, nous partions sur les routes et nous ne savions pas qu'à ce moment-là le grand massacre allait commencer car, en réalité, tous les camps de Silésie avaient été vidés de leurs survivants, puisque nous étions des survivants, il ne faut pas l'oublier. Et on nous envoyait dans la neige, la neige jusqu'aux genoux, marchant des journées entières. La première partie de cette évacuation, c'est ce qu'on a appelé plus tard "la Marche de la mort", ce n'est pas nous qui avons donné ce nom-là. Et puis, dans ces wagons ouverts, je me souviens parfaitement parce que j'étais le dernier à être compté, j'étais le 161e dans ce wagon ouvert, il n'y avait pas assez de place pour chacun. Au bout d'un certain temps, le train une fois parti, eh bien comme nous étions les uns sur les autres, je me souviens, moi, avoir fait la planche sur une mer humaine, véritablement. Pour résister. Et le train roulait, roulait, roulait. On ne savait pas où on allait.

C'est après qu'on a appris que les SS, ne sachant pas où déverser nos cadavres, cherchaient des camps susceptibles de nous recevoir. J'ai su que l'on s'était arrêté devant le camp de Buchenwald, que l'on s'était arrêté devant le camp de Mauthausen. Puis ensuite, on s'est arrêté à un certain moment à Prague. On a continué comme ça et un jour, on est arrivé à Dora, où on est sorti. Et j'ai commencé à travailler dans ce camp. Mais très vite, les Alliés se sont rapprochés et il y a eu une nouvelle émigration. On a été évacué vers le nord et on est arrivé à Bergen-Belsen, non pas le Bergen-Belsen d'Anne Frank, mais la caserne militaire. Et c'est là que nous avons été libérés par les Anglais, le 15 avril 1945.

Je veux surtout insister sur le fait que le 27 janvier 1945, jour de la libération du camp d'Auschwitz, ce n'était pas la libération des camps. C'est le début seulement puisque le 27 janvier nous étions, nous déjà, nous qui étions dans Auschwitz et dans les kommandos environnants, eh bien nous étions sur les routes enneigées depuis le 18 janvier. »

Haïm Vidal Sephiha, spécialiste du judéo-espagnol, « Déportation et marche de la mort, un témoignage », *Tsafon*, n° 73, 2017

◀ *© Mémorial de la Shoah.*

Hélène Persitz (1912-2006)

Hélène Vestermans est née le 4 août 1912 en Lettonie. Le 4 novembre 1941, elle épouse en France Alexandre Persitz. À Nice, le couple est arrêté le 22 mars 1944, sur dénonciation puis transféré à Drancy, et déporté par le convoi n° 71 vers Auschwitz le 13 avril 1944. À l'arrivée, Hélène est sélectionnée pour le travail. Elle est désignée comme interprète, grâce à ses connaissances du russe et de l'allemand. Auschwitz est évacué le 18 janvier 1945, à l'approche des troupes soviétiques. Quelques jours plus tard, en Haute-Silésie, elle est embarquée dans des wagons de marchandise sans toit, sans ravitaillement et sans eau. Arrivée au camp de Ravensbrück le 11 février 1945, elle est transférée au camp de Malchow. Le camp est évacué à l'approche des armées alliées. Elle est libérée le 2 mai dans le village de Luebz par les Américains. Rapatriée *via* la Belgique et Lille, elle arrive à Paris le 16 mai 1945. Elle retrouve son mari, revenu de son côté une semaine plus tôt.

Jorge Semprun (1923-2011)

Fils d'une famille de républicains espagnols réfugiés en France en 1939, Jorge Semprun est au lycée Henri-IV à Paris pendant l'Occupation. Militant communiste, il rejoint les rangs du mouvement de résistance des FTP-MOI et devient membre d'un réseau de renseignement. Arrêté par les Allemands en 1943, il est envoyé à Compiègne d'où il est déporté le 27 janvier 1944 à Buchenwald. Il prend part à l'organisation de la résistance clandestine mise sur pied par les communistes et est affecté dans l'un des services de l'administration : il est chargé, entre autres, d'organiser les activités culturelles des détenus à Buchenwald, notamment espagnols. Parmi les nombreuses personnalités déportées à Buchenwald qu'il côtoie figurent Maurice Halbwachs et Henri Maspero, tous deux professeurs au Collège de France, qui succombent au camp. Jorge Semprun survit et consacrera plusieurs récits à son expérience concentrationnaire.

« J'allais en effet rendre visite à Maurice Halbwachs et essayer, une nouvelle fois, de retrouver mon jeune Musulman français dans la baraque des latrines collectives. […] Mais ce jour-là Maurice Halbwachs n'était pas capable de réagir à mes questions, de participer à une conversation. Nous étions à la fin du mois de décembre 1944, il ne mourrait que des semaines plus tard, à la mi-mars 1945, mais il avait déjà sombré dans une immobilité somnolente, ataraxique. »

Jorge Semprun, *Le mort qu'il faut*, Paris, Gallimard, coll. Folio, 2001.

@ **Dessins réalisés pendant la déportation par quatre artistes : France Audoul-Martinon (Ravensbrück), Louis Bissinger (Buchenwald), Gino Gregori (Mauthausen) et Jeanne Letourneau (Ravensbrück). Site du musée de l'Armée, www.musee-armee.fr/actualites/concours-national-de-la-resistance-et-de-la-deportation-2021-2022/**

Le témoignage de Victor Klemperer

Dans son journal, le linguiste Victor Klemperer souligne qu'à la fin de la guerre, la propagande nazie présentait dans la presse les Allemands comme les « victimes » des Alliés, affirmant que ceux-ci cherchaient à « les anéantir » et même à « les exterminer ». Cette propagande visait en fait à mobiliser les Allemands jusqu'au bout, à susciter un élan héroïque de résistance afin d'échapper à un « anéantissement total ».

« 11 juillet 1944, mardi en début de soirée
Éditorial de Goebbels dans le *Reich* du 2 juillet : "Menons-nous une guerre totale ?" Ton de désespoir. Chacun doit se sentir en danger de mort puisque, d'après Goebbels, l'ennemi veut purement et simplement exterminer tous les Allemands. C'est la raison pour laquelle chacun doit vraiment tout donner, renoncer vraiment à tout, vivre dans des conditions aussi "primitives" que ceux qui ont tout perdu sous les bombes. Nous ne devons en aucune façon nous "accorder de faux ménagements" »…

« 3 mai 1945
Au repas de midi, Asam nous a dit qu'Hitler était mort, et le sombre Staringer, notre vis-à-vis ici, qui a cloué la chaussure d'Eva – mais maintenant, c'est la mienne qui baille comme une huître ! –, l'a répété avec une grande certitude, la radio (laquelle ?) l'aurait annoncé sans autre précision. Mais Asam a raconté aussi, en ajoutant que lui-même n'y croyait pas, que des officiers auraient hier encore assuré avec la plus ferme conviction que le "tournant" allait venir dans quinze jours, qu'il partirait d'Obersalzberg et se produira grâce à "la nouvelle arme". Impossible de retirer ça des crânes, et il y en a encore qui y croient. La propagande a été une suggestion de masse bien trop puissante. »

Victor Klemperer, *Je veux témoigner jusqu'au bout. Journal 1942-1945*, Paris, Seuil, 2000.

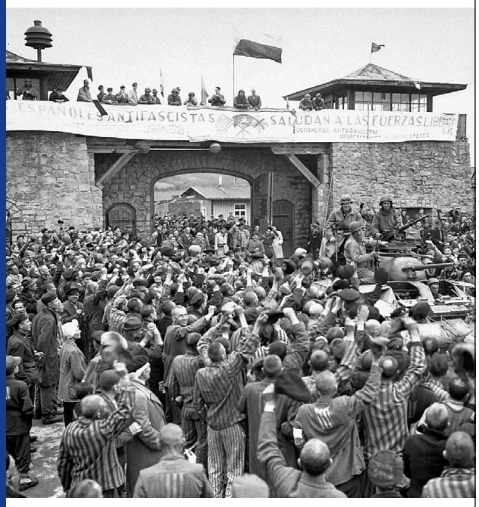
LES DERNIERS AFFRONTEMENTS ET L'OUVERTURE DES CAMPS

Fin 1944, l'armée allemande est encore une redoutable machine de guerre qui se défend remarquablement, contre-attaque régulièrement et lance même deux offensives majeures : le 16 décembre dans les Ardennes et le 6 mars en Hongrie. Mais cette ténacité, tant vantée par les généraux allemands dans leurs mémoires d'après-guerre, ne peut pas cacher une diminution continue de la valeur militaire des unités et des pertes de plus en plus importantes, avec 1,5 million de combattants tués en 1945.

Le 3 janvier 1945, Américains et Britanniques passent à la contre-offensive dans les Ardennes. Le 12, l'opération Vistule-Oder, combinaison de deux offensives distinctes menées par Koniev et Joukov, fait reculer de 500 km les lignes allemandes. Le 31 janvier, les Soviétiques sont sur l'Oder, à 70 km de Berlin. C'est déjà un succès majeur, alors que s'ouvre, le 4 février, la conférence de Yalta et que les Occidentaux livrent au même moment de dures batailles à l'Ouest.

À la mi-mars, après plus de deux mois de combats, les Alliés franchissent enfin le Rhin et déferlent sur la Ruhr, provoquant un effondrement de la résistance militaire à l'Ouest, où près de trois millions de soldats sont bientôt faits prisonniers. La situation reste très différente à l'Est, où les Allemands se battent jusqu'au bout avec acharnement, comme dans les poches encerclées de la Baltique ou dans la forteresse de Breslau.

Après la bataille gagnée sur l'Oder, du 16 au 20 avril, la prise de Berlin, où Hitler s'est réfugié, devient inutile du strict point de vue des opérations militaires. Mais elle permet à Staline d'accueillir les Alliés en vainqueur dans la capitale du Reich. En dix jours de combats l'Armée rouge y perd au moins 15 000 hommes face à 90 000 soldats allemands, dont 45 000 vétérans du *Volkssturm* et 3 500 adolescents des Jeunesses hitlériennes. Le 30 avril, Hitler se suicide dans son bunker avant même la prise totale de la ville, le 2 mai. Le 7, l'Allemagne capitule sans conditions à Reims, cérémonie répétée le 8 mai à Berlin.

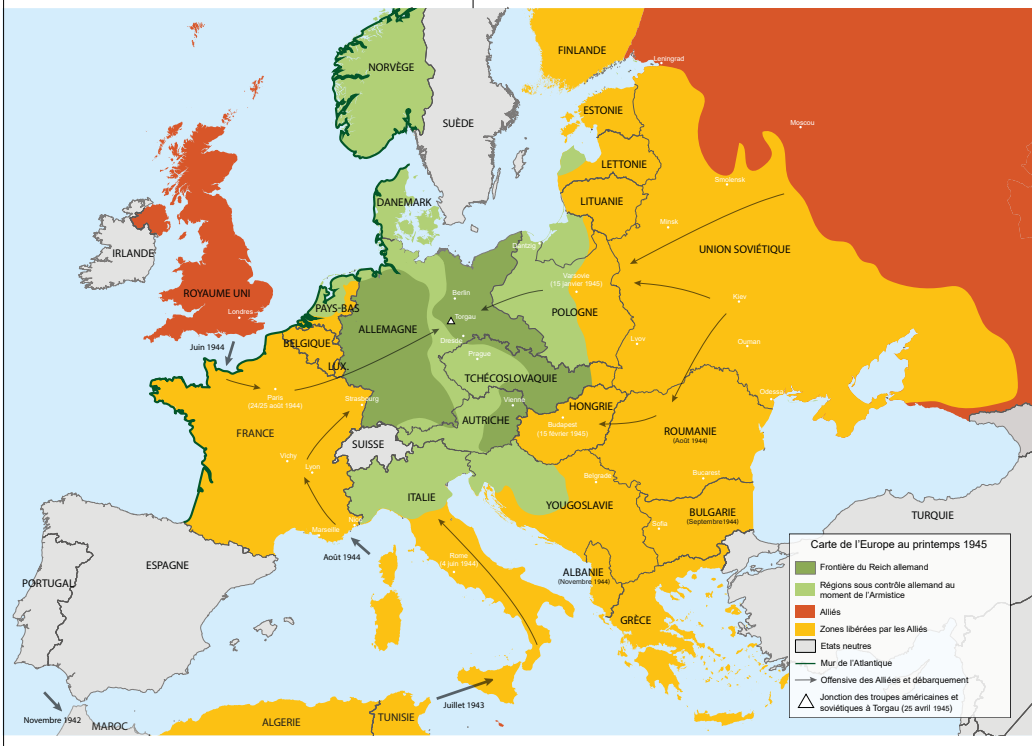


▲ *Soldats américains, sur un char, entrant dans le camp de Mauthausen, en Autriche, devant une foule de déportés rescapés du camp, le 5 mai 1945.*
© Mémorial de la Shoah

LA DÉCOUVERTE DES CAMPS JUSQU'À LA CHUTE FINALE DU IIIe REICH

Les troupes soviétiques atteignent Majdanek, près de la ville polonaise de Lublin, le 23 juillet 1944 ; les troupes américaines, elles, entrent à Natzweiler-Struthof, en Alsace, le 23 novembre. Tous les détenus ont été évacués. Le 27 janvier 1945, les Soviétiques s'emparent du complexe d'Auschwitz. Ils découvrent seulement 7 000 détenus répartis dans les différents camps, qui tentent de survivre après l'évacuation des autres déportés.

Les troupes américaines, anglaises ou françaises atteignent les autres camps de l'Ouest au printemps 1945 : Buchenwald et Dora le 11 avril, Bergen-Belsen le 15 avril, Flossenbürg le 23 avril, Dachau le 29 avril, Neuengamme le 2 mai, Mauthausen le 5 mai. Les troupes soviétiques entrent dans Sachsenhausen le 22 avril, Ravensbrück le 30 avril, Stutthof le 9 mai. Les soldats alliés découvrent aussi une multitude de camps secondaires, camps annexes et *Kommandos*, dont certains noms sont autant cités que ceux des camps principaux : Ohrdruf, Vaihingen, Thekla, Gusen, etc.



© Mémorial de la Shoah

Les camps découverts sont souvent surpeuplés mais d'autres ont été vidés et abandonnés. Les Britanniques découvrent près de 60 000 déportés dans le camp mouroir de Bergen-Belsen, mais lorsqu'ils pénètrent dans le camp de Neuengamme, celui-ci a été vidé de tous ses détenus. Les Soviétiques ne trouvent que 3 500 femmes malades et affaiblies à Ravensbrück. Quant aux Américains, l'ouverture de Mauthausen et des camps annexes leur révèle la présence de 60 000 détenus.

BERGEN-BELSEN

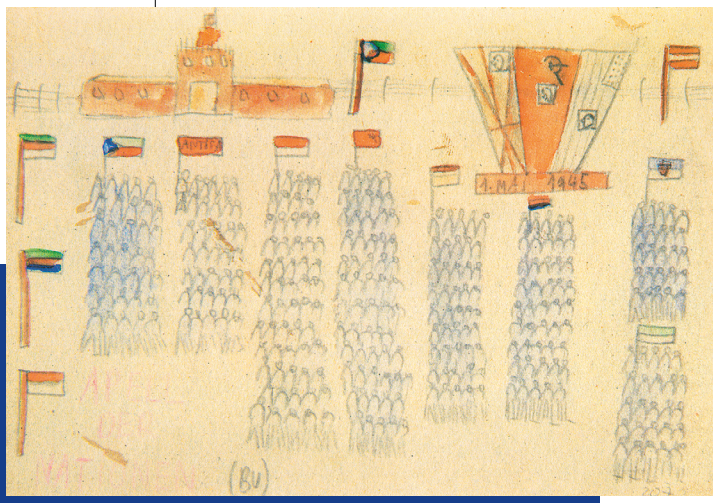
Ancien terrain d'entraînement militaire situé à 60 km au nord-est de Hanovre, cet espace a été aménagé à partir de 1940 en camp de prisonniers de guerre, à l'intention des Français et des Belges. À partir de juillet 1941, le camp est ouvert aux prisonniers de guerre soviétiques : il compte alors 21 000 détenus. En 1943, il devient un « camp de résidence », où sont internés des Juifs « privilégiés » (ayant une double nationalité ou citoyens d'un pays neutre) que les nazis envisagent d'échanger contre des prisonniers allemands. À partir de mars 1944, des prisonniers issus d'autres camps de concentration, trop malades ou incapables de travailler, sont amenés à Bergen-Belsen, qui devient peu à peu une sorte de « camp mouroir ». De la fin janvier au printemps 1945, le camp reçoit les prisonniers évacués des camps les plus proches du front et de l'avancée des Alliés, notamment des déportés d'Auschwitz, de Buchenwald, de Dora, de Dachau, de Sachsenhausen. Le 13 avril, face à une épidémie de typhus, les SS abandonnent

▲ *Les généraux américains Eisenhower, Bradley et Patton visitant le camp de concentration d'Ohrdruf, Thuringe, Allemagne, 12 avril 1945.*
© Mémorial de la Shoah/ A.D.D.J.C.

le camp après un accord passé avec l'armée britannique. Les Anglais pénètrent dans le camp le 15 avril 1945 : ils y découvrent des étendues de cadavres, victimes de la faim, de la soif et du typhus. Des 50 000 victimes de Bergen-Belsen, 35 000 décèdent durant la phase ultime, entre janvier et avril 1945. Le 21 mai 1945, les baraquements (et notamment « l'hôpital ») sont incendiés pour enrayer l'épidémie. En raison d'une stricte quarantaine, ce n'est qu'à la fin du mois de mai que les derniers survivants sont évacués.

La déclaration d'Eisenhower au camp d'Ohrdruf 12 avril 1945

Au début du mois d'avril 1945, au rythme de leur progression en territoire allemand, les troupes américaines découvrent l'enfer concentrationnaire nazi. Le 12 avril, quelques jours après l'entrée des soldats américains dans le camp d'Ohrdruf, le général Dwight Eisenhower, commandant en chef des forces alliées à l'Ouest, accompagné des généraux George Patton et Omar Bradley, insiste pour voir l'ensemble du camp. Il y découvre les horreurs qu'il recèle. Prenant ensuite la parole, il affirme : « On nous dit que les soldats américains ne savent pas pourquoi ils se battent. Maintenant, au moins, ils sauront contre quoi. » Puis il décide d'inciter les soldats et les journalistes américains présents sur place à faire connaître la réalité de la déportation de masse aux organes de presse, afin que le monde prenne conscience de l'ampleur du crime commis par la barbarie nazie.



▶ *Thomas Geve,*
L'Appel des Nations,
Buchenwald. 1945
© T. Geve et Yad Vashem

▲ *Soldats britanniques devant un panneau indiquant la présence du typhus dans le camp de Bergen-Belsen, en 1945.*
© Mémorial de la Shoah

Dessins de Thomas Geve

Thomas Geve, un jeune Juif, est né en 1929 à Stettin, alors ville allemande. En 1939, il s'installe avec sa famille à Berlin. Il est arrêté avec sa mère en juin 1943, et tous deux sont déportés au camp d'Auschwitz-Birkenau. Sa mère est assassinée, mais lui travaille comme maçon et parvient à survivre. Évacué en janvier 1945 d'Auschwitz vers le camp de Gross-Rosen, il est transféré au bout de quelques jours à Buchenwald où il demeure jusqu'en avril 1945. Après la libération du camp, le 11 avril 1945, il reste plusieurs semaines à l'infirmerie pour reprendre des forces.
C'est là qu'au dos de formulaires SS, avec sept petits crayons de la taille d'un mégot de cigarette et, plus tard, avec des aquarelles récupérées, il décide de témoigner par le dessin de son expérience, avec un sens du détail et une force extraordinaire.
Thomas Geve, *Il n'y a pas d'enfants ici. Dessins d'un enfant survivant des camps de concentration*, préface de Boris Cyrulnik, Paris, J.-C. Gawsewitch, 2009 ; *Survivant d'Auschwitz*, Paris, J.-C. Gawsewitch, 2011.

Chronologie des dernières ouvertures/libérations de camps (avril-mai 1945)

5 AVRIL 1945 : les éléments avancés de la 4e DB américaine découvrent le kommando d'Ohrdruf qui dépendait de Buchenwald
11 AVRIL 1945 : les unités de 4e DB et 80 DI américaine libèrent 21 000 prisonniers à Buchenwald
12 AVRIL 1945 : les 60 000 prisonniers de Bergen-Belsen sont libérés par le 8e corps blindé britannique
29 AVRIL 1945 : Dachau est libéré par des unités de la 7e armée américaine
30 AVRIL 1945 : Ravensbrück est libéré par des éléments avancés de l'Armée rouge
5 MAI 1945 : Mauthausen est libéré par des éléments de la 3e armée américaine
8 MAI 1945 : Terezin est libéré par l'Armée rouge

@ **Exposition Les libération des camps et le retour des déportés réalisé par le Mémorial de la Shoah - http://liberation-camps.memorialdelashoah.org/**

▲ *Des soldats découvrant un train de la mort dans le camp de concentration de Dachau, Allemagne, après le 29 avril 1945.*
© Memorial de la Shoah

LA DÉCOUVERTE DE L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE APRÈS LA CHUTE DU REICH

La découverte des camps est un choc pour les soldats qui y pénètrent. Ceux qui possèdent un appareil photographient les scènes terribles qui se déroulent sous leurs yeux. Les reporters professionnels qui accompagnent les troupes font de même et sont rapidement chargés d'accumuler les « preuves » photographiques et cinématographiques des actes criminels. Il s'agit en effet, comme les vainqueurs s'y sont engagés, de poursuivre et punir les responsables – et donc de rassembler les éléments à charge. On récupère aussi certaines photographies prises par les SS eux-mêmes.

Les autorités militaires, immédiatement alertées de la situation, sont aussi abasourdies que les hommes de troupe. Les généraux américains, soviétiques, britanniques ou français qui visitent les camps libérés ne peuvent cacher une réelle émotion dont ils font part encore des années après. À de nombreuses reprises, la population civile qui vit aux alentours est contrainte de se rendre sur le site des exactions afin de ne plus pouvoir contester la réalité des faits.

Parallèlement se met en place une pédagogie de l'horreur destinée à l'ensemble des combattants et des opinions publiques des pays alliés. Les agences de presse fournissent les clichés publiés en appui des articles paraissant dans les journaux et dans les magazines. Les images filmées font l'objet de montages diffusés par les services cinématographiques des armées et dans le réseau des salles de cinéma de chaque pays. Cependant, ces photographies et ces films donnent une vision particulière et incomplète de l'univers concentrationnaire et ne peuvent rendre compte à elles seules du génocide des Juifs d'Europe.

LE POIDS DES MOTS

Face à la découverte des camps, les médias , sous la pression des autorités, adoptent d'abord une attitude prudente. En effet, jusqu'au printemps 1945, les familles vivent entre l'inquiétude et l'espoir. Il est donc difficile de diffuser des informations angoissantes quand on ignore si ce qu'elles évoquent est le reflet d'une situation générale ou s'il s'agit seulement de cas particuliers.

Ainsi, la découverte du camp de Majdanek, en juillet 1944, n'est annoncée par quelques journaux que plusieurs mois après l'événement : *Ce Soir* en septembre 1944, *Libération*, en décembre 1944, ou *L'Humanité*, en février 1945. *A contrario*, la découverte du camp du Struthof, le 23 novembre 1944, est évoquée dès le 5 décembre par le *New York Times*, et dès le 7 décembre par *L'Humanité*. La libération d'Auschwitz est assez rapidement évoquée par la presse française. Les informations sont fondées sur le travail des premières commissions d'enquête mais aussi sur le témoignage des premiers rescapés. Cependant, c'est seulement à partir d'avril 1945 que la presse ouvre largement ses colonnes aux reportages et aux récits sur les camps libérés. Les envoyés spéciaux qui accompagnent les unités militaires exposent alors sans prendre de précautions le terrible spectacle qu'ils ont eu sous les yeux. Des photographies viennent aussi en appui des écrits. En avril et mai 1945, la presse française informe ses très nombreux lecteurs de l'horreur des camps de concentration nazis, souvent par le biais d'un article sur le retour de déportés. Le mouvement se poursuit dans les mois qui suivent, par l'intermédiaire notamment des magazines ou des albums publiés par les grands journaux nationaux. On s'efforce de dépasser le choc de la découverte pour rendre compte du processus de déshumanisation et de destruction physique mis en œuvre dans les camps.

Le veilleur du Pont-au-Change

Le 27 octobre 1944, des poésies de la Résistance sont lues au Théâtre-Français (Comédie-Française). Cette soirée prestigieuse et forte en émotion est présentée par François Mauriac, en présence du général de Gaulle. Ce jour-là, on lit divers textes de Claudel, de Supervielle et d'Aragon et la soirée comprend également le célèbre poème de Paul Eluard « Liberté » (1942) ainsi que le magnifique « Veilleur de nuit » de Robert Desnos (1944) « applaudi interminablement ». Il faut dire qu'à ce moment précis, le journaliste-poète Robert Desnos, arrêté pour faits de résistance à Paris par la Gestapo le 22 février 1944, est toujours absent, puisqu'il a été déporté hors de France. Passé d'abord par Auschwitz (dans le convoi des 1700), il arrive ensuite à Buchenwald, Flossenbürg et finalement Flöha (Saxe). Le 8 mai 1945, les marches de la mort le conduisent à Térezin (Tchécoslovaquie) où, après la libération du camp par les Soviétiques, épuisé et affaibli par le typhus, il s'éteint le 8 juin 1945. Sa disparition n'est connue que deux mois plus tard en France, le 6 août 1945, suite à une dépêche de l'AFP. Une messe est célébrée à Saint-Germain-des-Prés le 24 octobre 1945, avant le transfert des cendres du poète-résistant au cimetière de Montparnasse.
Le poème de Desnos « Le veilleur du Pont-au-Change », récité dès janvier 1944, est largement connu car il a déjà été publié clandestinement aux éditions de Minuit en mai 1944 et dans un numéro des *Lettres françaises* de juin 1944.

Je suis le veilleur de la rue de Flandre,
Je veille tandis que dort Paris.
Vers le nord un incendie lointain rougeoie dans la nuit.
J'entends passer des avions au-dessus de la ville.

Je suis le veilleur du Point-du-Jour.
La Seine se love dans l'ombre, derrière le viaduc d'Auteuil,
Sous vingt-trois ponts à travers Paris.
Vers l'ouest j'entends des explosions. […]

Je suis le veilleur du Pont-au-Change
Veillant au cœur de Paris, dans la rumeur grandissante,
Où je reconnais les cauchemars paniques de l'ennemi,
Les cris de victoire de nos amis et ceux des Français,
Les cris de souffrance de nos frères torturés par les
Allemands d'Hitler. […]

Des cris, des chants, des râles, des fracas il en vient
[de partout,
Victoire, douleur et mort, ciel couleur de vin blanc
[et de thé,
Des quatre coins de l'horizon à travers les obstacles
[du globe,
Avec des parfums de vanille, de terre mouillée
[et de sang,
D'eau salée, de poudre et de bûchers,
De baisers d'une géante inconnue enfonçant à chaque
pas dans la terre grasse de chair humaine.

Je suis le veilleur du Pont-au-Change
Et je vous salue, au seuil du jour promis
Vous tous camarades de la rue de Flandre
[à la Poterne des Peupliers,
Du Point-du-Jour à la Porte Dorée.

Je vous salue vous qui dormez
Après le dur travail clandestin,
Imprimeurs, porteurs de bombes, déboulonneurs
[de rails, incendiaires,
Distributeurs de tracts, contrebandiers, porteurs
[de messages,
Je vous salue vous tous qui résistez, enfants de vingt ans
[au sourire de source
Vieillards plus chenus que les ponts, hommes robustes,
images des saisons,
Je vous salue au seuil du nouveau matin. […]

Robert Desnos, « Le veilleur du Pont-au-Change », 1944.
Repris dans Robert Desnos, *Destinée arbitraire*,
Paris, Gallimard, 1975.

Le camp nazi de Birkenau...
C'ÉTAIT UNE GIGANTESQUE USINE OU SE FABRIQUAIT LA MORT

Au camp d'Ohrdruf où sont morts des milliers de Tchèques, de Polonais, de Juifs et de prisonniers politiques, (C. P. 2971.)

▲ *Article publié dans l'édition du 24 avril 1945 de* L'Humanité.
© BnF

LE CHOC DES IMAGES : PHOTOS, FILMS ET DESSINS

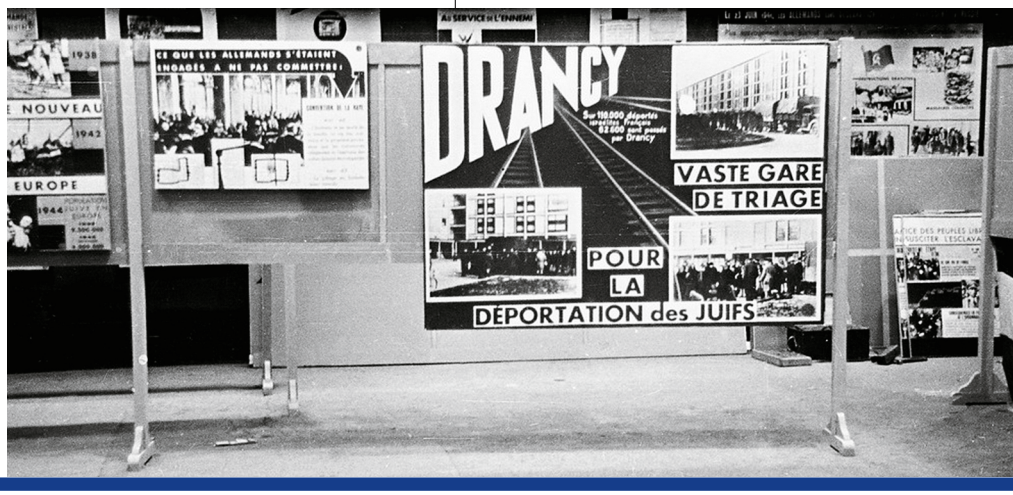
Les images, photographies et films, que révèle, dans les semaines et les mois qui suivent la libération des camps, le travail des Alliés, soulignent l'ampleur et la violence des crimes nazis et provoquent un choc considérable dans l'opinion publique occidentale. Si les unités de l'armée à l'origine de ces images étaient en partie préparées à supporter leur impact psychologique, l'effet que provoquent sur les opinions publiques occidentales les images des corps décharnés des survivants, des cadavres squelettiques et des séquelles corporelles des expérimentations médicales pratiquées sur certains déportés est considérable. Certes, l'existence des camps de concentration était connue durant le conflit, mais il n'existait, pour le « grand public » quasi aucune référence visuelle à ce qui pouvait s'y produire. Ni les rumeurs ni les descriptions faites par les rares évadés n'étaient parvenues à transcrire dans toute son ampleur l'horreur des camps. Malgré leurs efforts pour décrire la terrible réalité qu'ils découvrent, les journalistes sont confrontés à l'incrédulité d'une partie des lecteurs. Les images offrent alors le moyen de donner une preuve de ce qui s'est passé, elles permettent aussi de donner corps aux atrocités et de convaincre l'opinion. Corps et crânes carbonisés, cadavres entassés dans la cour du camp ou dans un wagon, dépouilles précipitées à la hâte dans des fosses communes, comme à Bergen-Belsen, suscitent la stupeur et un véritable sentiment d'horreur. Les photographies et les films ont saisi, d'une manière beaucoup plus parlante que ne le faisaient les mots, l'ampleur et la violence des effets du système concentrationnaire nazi.

▲ *Le camp de Nordhausen après l'arrivée des forces américaines, Allemagne, mai 1945.*
© Mémorial de la Shoah/ Ministère de l'Information

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION *LES CRIMES HITLÉRIENS*, 1945

L'exposition *Les crimes hitlériens* est organisée en juin 1945 au Grand Palais à Paris par le Service d'information des crimes de guerre et l'appui des ministères de la Justice, de l'Information et des Prisonniers, Déportés et Réfugiés. Inaugurée par le garde des sceaux Pierre-Henri Teitgen, dans un contexte de fin de guerre et de préparation des procès des criminels nazis, elle est l'occasion de préciser les bases juridiques de la notion de « crimes de guerre ». Établir rigoureusement les faits, rendre justice, éduquer : le succès public de cette exposition (487 000 visiteurs) amène les autorités à envisager son itinérance dans les grandes villes françaises, accompagnée localement d'une collecte documentaire, ainsi qu'à Londres, Bruxelles, Baden-Baden et Berlin. Elle est présentée notamment au musée des Beaux-Arts de Besançon à l'automne 1945. Un panneau est ici consacré au camp d'internement de Drancy et aux déportations des Juifs depuis la France.

▼ *Exposition « Les crimes hitlériens », musée des Beaux-Arts de Besançon, automne 1945.*
© Musée de la Résistance et de la Déportation, Besançon



ANALYSE CRITIQUE D'UNE PHOTOGRAPHIE HISTORIQUE

La photographie constitue une source historique et, comme telle, doit être soumise à une analyse critique, d'autant plus que, comme tout document visuel, elle véhicule une émotion et nourrit l'imaginaire individuel et collectif. Elle ne peut constituer à elle seule une preuve irréfutable du sens de l'événement qu'elle représente. Aussi pour tirer toute la connaissance historique objective d'une photographie, il faut se poser un certain nombre de questions.

Les nazis ne dissimulent pas l'existence des camps de concentration. Dès l'ouverture des premiers d'entre eux, la propagande nazie diffuse des reportages photographiques soulignant leur rôle rééducatif au sein du IIIe Reich. Ces photographies sont alors publiées dans des journaux allemands et européens. Si l'existence de tels camps est connue dès 1933, leur régime interne, en revanche, est soigneusement caché par les autorités nazies. Dès le début de la guerre, le secret se fait encore plus lourd. Les détenus ne peuvent plus espérer être libérés. Plus un seul photographe officiel n'est autorisé à pénétrer dans un camp, exception faite du photographe personnel de Himmler.

Cependant, tout au long de la guerre, des photographies ont été prises dans les camps de concentration par l'administration nazie. Il existe ainsi des témoignages de l'avancement de la construction d'un camp (par exemple de la *Bauleitung* d'Auschwitz) ; certains clichés « illustrent » des rapports sur des « tentatives d'évasion » et présentent des cadavres de déportés, sortes de preuve à l'appui du dossier. Pensons également aux photographies d'identité des personnels du camp, aux clichés anthropométriques des déportés, ou encore au corpus exceptionnel que forment les deux cents images de l'*Album d'Auschwitz*, qui permettent de reconstituer, au printemps 1944, l'arrivée à Birkenau des Juifs hongrois, leur entrée dans le camp et les étapes qui mènent la majorité d'entre eux vers les chambres à gaz. Bon nombre de ces documents nous renseignent sur le regard des SS sur les déportés. Elles témoignent de leur vision idéologique des camps et de leur négation de l'homme. La photographie prise par les SS des déportés montant l'escalier de Mauthausen reflète une esthétique idéologique, la masse des concentrationnaires travaillant dans la discipline et en ordre…

De rares photographies faites par les déportés traduisent la volonté des victimes de témoigner de la réalité des conditions inhumaines de l'univers concentrationnaire. Ainsi, au camp de Ravensbrück, des déportées françaises réussissent à fixer sur la pellicule, au péril de leur vie, des camarades polonaises victimes d'expériences pseudo-médicales. Elles parviennent à conserver ces preuves pour dénoncer les crimes nazis après-guerre. Certains clichés sont exceptionnels, comme les quelques photographies prises en 1944 par les membres du *Sonderkommando* de Birkenau qui saisissent clandestinement des images de femmes se rendant à la chambre à gaz et des corps brûlés sur des bûchers. Enterrés pour être préservés, ces clichés seront autant de preuves pour dénoncer le système exterminatoire nazi.

Si, durant le conflit, aucune de ces photographies ne paraît dans la presse clandestine française ou dans les journaux du monde libre, des informations sont pourtant présentes au printemps 1944, parfois depuis des mois, sur les bureaux des états-majors : elles révèlent l'ampleur des crimes commis dans les camps nazis. Cependant, il faut attendre la découverte des camps de concentration et des centres d'extermination par les armées alliées pour que leur réalité apparaisse dans toute son horreur et que l'opinion publique soit peu à peu informée en images des atrocités commises. En juillet 1944, les opérateurs de l'Armée rouge ont fixé sur la pellicule la découverte du centre de mise à mort de Majdanek et, en novembre, ceux de l'armée américaine font de même au camp de Natzweiler-Struthof, en Alsace annexée.

Dès cette époque, Américains, Soviétiques et Britanniques font appel à des opérateurs mandatés pour enregistrer des images documentaires destinées à servir de preuves lors des procès à venir des criminels nazis. Les armées alliées, en particulier après la venue à Ohrdruf d'Eisenhower, diffusent plus massivement images et témoignages au printemps 1945, à mesure que sont découverts les autres camps, dans le but de dénoncer la barbarie nazie.

À partir de la fin de cette même année, certaines des images sont utilisées par l'accusation lors des procès qui visent les criminels nazis (Nuremberg). Diffusées par la presse, par les livres publiés par les amicales de déportés, puis par les ouvrages historiques ou les documentaires, ces documents photographiques, malgré leur diversité et leurs motivations initiales, contribueront à alimenter la réflexion et à entretenir la mémoire de cette terrible période.

Bibliographie sélective

La part visible des camps : les photographies du camp de concentration de Mauthausen, Amicale de Mauthausen, Paris, éditions Tirésias, 2005.
Catalogue de l'exposition *La part visible des camps,* qui rassemble une sélection de clichés pris par les SS, ceux sauvés par les détenus et ceux pris par les libérateurs.
Christophe Cognet, *Éclats. Prises de vue clandestines des camps nazis*, Paris, Seuil, 2019.

▶ *Déportés dans les baraquements du camp de Buchenwald, photographiés à la libération, en avril 1945.*
© Mémorial de la Shoah / ministère de l'Information

▶ *Photographie de l'une des victimes des expériences pseudo-médicales du médecin SS Gebhardt, prise clandestinement par les Polonaises en septembre 1944. Au fond à gauche, une détenue fait le guet.*
Coll. Anise Postel-Vinay

◀ *Escalier menant à la carrière de Mauthausen, où les détenus travaillaient, composé de 186 marches, Allemagne, 1942-1945.*
© Mémorial de la Shoah

▼ *Affiche diffusée par le Service d'information allié, 1944.*
© Mémorial de la Shoah

Depuis sa création, le CNRD est porté par un ensemble de partenaires (fondations et associations ; directions de l'État et des collectivités territoriales en charge de la mémoire, du patrimoine et des archives ; musées et mémoriaux) qui mettent à la disposition des élèves et de leurs enseignants, en fonction du thème de l'année, leurs compétences et leurs ressources. Nous remercions tous nos partenaires et les agences pour les reproductions des documents iconographiques ainsi que les ayants droit qui nous ont permis de reproduire des documents d'archives.

LA BROCHURE NUMÉRIQUE ET LES RESSOURCES EN LIGNE

Sur le site du Mémorial de la Shoah (www.memorialdelashoah.org), vous pourrez télécharger cette brochure sous format PDF et l'imprimer.
Vous trouverez également la brochure numérique qui permet :
- **de visualiser, d'agrandir et de projeter les documents et les articles ;**
- **de découvrir des ressources complémentaires (documents inédits, commentés et contextualisés, articles approfondis, notices biographiques, témoignages, discours radiodiffusés et films d'archives de l'INA ou de l'ECPAD…) dans l'espace dédié du site du Mémorial de la Shoah et des sites partenaires.**

MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté Égalité Fraternité
Secrétariat général pour l'administration
Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives

LA DPMA, ACTEUR DE LA POLITIQUE MÉMORIELLE DU MINISTÈRE DES ARMÉES

La direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) du ministère des Armées élabore et conduit la politique publique relative à la mémoire des conflits contemporains. En partenariat avec les ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports ainsi que le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, la DPMA développe de nombreuses actions contribuant à la transmission mémorielle auprès de la jeunesse. Dans ce cadre, elle soutient chaque année en moyenne 1 000 projets d'enseignement de défense et d'action mémorielle d'écoles, établissements scolaires, associations et de collectivités locales.

LA DPMA, CO-ORGANISATRICE DU CNRD

La DPMA est membre du comité stratégique du CNRD qui propose au ministre de l'Éducation nationale les orientations stratégiques du concours. Elle est membre du collège des correcteurs du jury national. Elle participe à la cérémonie nationale de remise des prix.

LE SOUTIEN AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES QUI PRÉPARENT AU CONCOURS ET À LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

La DPMA peut soutenir financièrement les projets d'établissements scolaires qui préparent le CNRD ainsi que les actions de formations des enseignants et celles des trinômes académiques.
Elle contribue au rayonnement national du CNRD à travers la réalisation de reportages diffusés sur ses différentes publications (site www.cheminsdememoire.gouv.fr, revue *Les chemins de la mémoire*, réseaux sociaux ministériels).
À travers l'opération nationale « Héritiers de mémoire », elle retrace chaque année, dans un film documentaire ou l'attribution d'une mention, un projet de classe s'inscrivant dans le cadre du CNRD.
Le site Internet https://www.cheminsdememoire.gouv.fr et la revue *Les chemins de la mémoire* proposent de nombreuses ressources documentaires pour aider les enseignants et leurs élèves à préparer le concours. Ces ressources sont notamment en ligne sur la plateforme d'enseignement de défense Educ@def (https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/educadef) développée avec la validation scientifique et académique de l'inspecteur général Tristan Lecoq.

Mémorial de la SHOAH
Musée, Centre, de documentation

LE MÉMORIAL DE LA SHOAH

Le Mémorial de la Shoah propose aux établissements scolaires la location d'expositions itinérantes et des activités pédagogiques *in situ* ou hors les murs. Parmi ces activités figurent des ateliers destinés aux élèves de collège et de lycée, des formations, des projections, des rencontres et témoignages qui peuvent être proposés aux enseignants, en fonction de leur projet pédagogique ou d'un thème qu'ils souhaitent approfondir avec les élèves, notamment le thème du CNRD auquel une exposition itinérante et un minisite Internet sont spécifiquement dédiés.
www.memorialdelashoah.org

Fondation pour la Mémoire de la Shoah

LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA SHOAH

Créée en 2000 dans le cadre de la reconnaissance des responsabilités de la France dans la Shoah, la FMS est une fondation reconnue d'utilité publique. Sa dotation provient de la restitution des fonds en déshérence issus de la spoliation des Juifs de France. Avec les produits financiers de cette dotation, la Fondation soutient le Mémorial de la Shoah et aide des projets qui permettent d'élargir les connaissances sur la Shoah, de venir en aide aux survivants, de transmettre l'héritage de la culture juive et de lutter contre l'antisémitisme. Partenaire du CNRD, elle participe au financement de projets pédagogiques, dont de nombreux voyages scolaires. Depuis sa création, la Fondation a soutenu près de 4 500 projets.
www.fondationshoah.org

LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

Partenaire historique du CNRD, la Fondation de la Résistance publie une revue trimestrielle, élabore des outils pédagogiques, des formations, des expositions thématiques itinérantes. Son pôle multimédia, le Musée de la Résistance en ligne, donne accès à un espace pédagogique (comprenant notamment les anciennes sessions du CNRD), à des expositions virtuelles et à des bases de données dont une carte interactive des lieux de mémoire. Elle s'attache à valoriser les témoignages des acteurs de la période sur sa chaîne YouTube et le site de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance.
https://www.fondationresistance.org/
http://www.museedelaresistanceenligne.org/
https://www.memoresist.org/

Musée de l'Armée Invalides

LE MUSÉE DE L'ARMÉE

Créé en 1905, le musée de l'Armée conserve l'une des collections d'histoire militaire les plus riches au monde avec près de 500 000 pièces et notamment des salles consacrées à la Seconde Guerre mondiale et un Historial dédié à Charles de Gaulle. Dans le cadre du CNRD, il met en ligne sur www.musee-armee.fr ses collections d'œuvres graphiques réalisées en déportation, particulièrement à Ravensbrück, Buchenwald et Mauthausen. Le département médiation propose des visites thématiques sur le contexte général du conflit et les opérations militaires, adaptées au thème annuel du concours. **Réservations sur jeunes@musee-armee.fr**

LE MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

Musée d'histoire, citoyen, vivant et sensible, le musée de la Résistance nationale (MRN) a totalement refondé sa muséographie sur son nouveau site ouvert à Champigny-sur-Marne début 2020.

Il met l'ensemble de ses collections (fonds d'archives, presse clandestine, objets et photographies) à la disposition du CNRD depuis son ouverture en 1985. Il participe à l'animation du portail national du CNRD et la rubrique pédagogique de son site www.musee-resistance.com donne accès aux brochures réalisées et aux ressources produites lors des sessions précédentes.

Le MRN conserve les travaux du CNRD primés au niveau national.

MUSÉE DE LA LIBÉRATION DE PARIS - MUSÉE DU GÉNÉRAL LECLERC - MUSÉE JEAN MOULIN

Les collections du musée abordent la période de la Seconde Guerre mondiale à travers l'engagement du général Leclerc et de Jean Moulin. Elles traitent également de l'histoire de Paris et des Parisiens pendant le conflit. Des visites guidées et en autonomie adaptées au thème annuel du CNRD peuvent être organisées sur demande et des témoignages enregistrés en vidéo peuvent être communiqués aux élèves. Enfin, un dossier pédagogique, en lien avec le thème annuel du concours, est mis mise en ligne sur son site internet. www.museeliberation-leclerc-moulin.paris.fr

LE MUSÉE DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Le musée de l'Ordre de la Libération, situé aux Invalides, à Paris, est dédié à l'histoire des compagnons de la Libération. Une notice biographique de chacun d'eux est consultable en ligne sur www.ordredelaliberation.fr

Dans sa nouvelle exposition permanente, le musée présente près de 2 000 pièces illustrant la diversité des engagements et des parcours dans la France Libre et dans la Résistance intérieure. Il met en œuvre de multiples actions pédagogiques (visites guidées et ateliers) autour des valeurs de la Résistance et comprend également un centre de recherches.

LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE

Le site internet de la Fondation de la France Libre (www.france-libre.net) propose dans son « espace pédagogique » un ensemble de ressources documentaires pour aider élèves et enseignants à préparer le concours. Comprenant des documents d'époque (photographies, documents militaires, articles de presse) librement téléchargeables et des témoignages postérieurs, ce dossier permet d'appréhender l'évolution des fronts entre l'été 1944 et le printemps 1945 et la connaissance que les libérateurs pouvaient avoir de la répression des formes de résistance par l'occupant avant les débarquements alliés et durant les combats de la Libération. **https://www.france-libre.net/concours-national-de-la-resistance-et-de-la-deportation-2022/**

LA COUPOLE

Afin d'aider à préparer au mieux le CNRD, La Coupole propose aux enseignants et à leurs élèves l'accès à ses archives et à ses nombreuses ressources, notamment photographiques, conservées au sein de son centre de documentation. Elle met également à leur disposition de nombreux ouvrages et peut leur prêter gratuitement plusieurs expositions itinérantes en lien avec le thème de l'année. Le service pédagogique peut, par ailleurs, guider les élèves et leurs professeurs dans les recherches et leur proposer des pistes de travail.

Contact : pedagogique@lacoupole.com

CANOPE

Le portail national de ressources, publié par Réseau Canopé pour le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, met à la disposition des candidats et enseignants un ensemble de ressources disponibles sur le thème de l'année ainsi que des conseils (présentation du thème, pistes et outils pédagogiques) pour préparer le concours et réaliser les productions individuelles ou collectives. Pour les 60 ans d'existence du concours, de nombreux témoignages de participants sont présentés. Les initiatives des partenaires impliqués dans le CNRD sont relayées par une sitographie, la rubrique Agenda et l'espace Facebook dédié. **www.facebook.com/PortailCNRD**

L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Les Hauts lieux de la mémoire nationale du ministère des Armées sont au nombre de dix sur l'ensemble du territoire. Sites historiques, lieux de mémoire, nécropoles et monuments, ils incarnent tous des aspects spécifiques des conflits contemporains. Confiés à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, nombreux sont ceux qui, dotés d'équipes pédagogiques dédiées, développent des programmations scientifiques, pédagogiques et culturelles, en lien avec les sujets du CNRD. Une exposition dédiée au convoi du 11 août 1944 sera ainsi présentée au mémorial national de la Prison de Montluc, au CERD, ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof, et de façon itinérante dans de nombreux départements de France (voir avec le service départemental de l'ONACVG).

https://www.onac-vg.fr/hauts-lieux-memoire-necropoles

L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL

L'Institut national de l'audiovisuel, le média patrimonial de l'audiovisuel public, un média du temps long, créatif et citoyen a pour mission de collecter, promouvoir et éditorialiser les archives de la télévision et de la radio française. Partenaire depuis 2010 du Concours national de la Résistance et de la Déportation, il met à disposition des enseignants et des élèves un corpus de documents filmés permettant d'illustrer et de comprendre les problématiques posées à la fin de la guerre (1944-1945) : les opérations, les répressions, les déportations et la fin du IIIe Reich. La sélection thématique est accessible à tous sur le site pédagogique de l'INA, Lumni Enseignement : **https://enseignants.lumni.fr/parcours/CnRD-fin-de-la-guerre**

LES ARCHIVES NATIONALES

Le service éducatif accueille les classes qui souhaitent faire des recherches sur des documents originaux (témoignages de résistants, archives allemandes, archives de Vichy). Sur le site internet des Archives nationales, dans le dossier thématique « Seconde Guerre mondiale », on trouvera des documents numérisés des « Archives du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale » (sous-série 72AJ), les vidéos du colloque « Répression, internement, déportation pendant la Seconde Guerre mondiale. Nouveaux outils, nouveaux questionnements » (2015), le dossier pédagogique « La répression durant la Seconde Guerre mondiale ».

www.archives-nationales.culture.gouv.fr/seconde-guerre-mondiale

L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

L'APHG regroupe des professeurs d'histoire et de géographie qui enseignent de l'école primaire à l'université. Elle publie la revue trimestrielle *Historiens & Géographes*. Elle est depuis 1961 un acteur essentiel du CNRD. Retrouvez, sur le site national www.aphg.fr et sur les sites des Régionales de l'association, des comptes rendus de lectures et des propositions pédagogiques sur le thème de la Résistance. Un numéro double, conçu en partenariat avec la Fondation de la Résistance, consacré à la Résistance française (nos 430 et 431, mai et août 2015), est disponible auprès de l'association.

Ce dossier a été conçu et élaboré par un comité présidé par Tristan Lecoq, Inspecteur général de l'Éducation nationale, président du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Le Mémorial de la Shoah en a assuré le pilotage.
S'y sont associés la Fondation de la Résistance, la Fondation de la France Libre, le Musée de l'Armée, le Musée de la Résistance Nationale, le Musée de la Libération de Paris - musée du Général Leclerc - musée Jean Moulin, l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, de nombreux musées et centres de ressources.
Cette publication est soutenue par le ministère des Armées (Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives) et le ministère de l'Éducation nationale.

CE DOSSIER A ÉTÉ COORDONNÉ PAR :

Claude Singer, historien, responsable du service pédagogique du Mémorial de la Shoah et
Caroline François, chargée des expositions itinérantes du Mémorial de la Shoah,
assistés de Marine Sarry.
Suivi éditorial : Pauline de Ayala
Graphisme : Caroline Chambeau
Cartographie : Élise Petitpez

Le Mémorial de la Shoah remercie vivement de leur participation les membres du groupe de travail qui ont contribué à la recherche documentaire et à la rédaction de ce dossier :

Jérôme Aubignat, documentaliste iconographe au service photothèque du Mémorial de la Shoah
Sophie Bachmann, chargée de développement, Institut national de l'audiovisuel
Alexandre Bande, professeur d'histoire en classes préparatoires, lycée Janson-de-Sailly, Paris
Éric Brossard, professeur relais, Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne
Tal Bruttmann, historien
Sylvain Cornil-Frerrot, responsable des recherches historiques, Fondation de la France Libre
Catherine Dupuy, chargée de projets pédagogiques, Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense
Thomas Fontaine, historien, directeur du Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne
Vincent Giraudier, chef du département Historial Charles de Gaulle, Musée de l'Armée, Paris
Antoine Grande, chef du département de la mémoire et de la citoyenneté, Office national des anciens combattants et victimes de guerre
Fabrice Grenard, directeur historique, Fondation de la Résistance
Monique Heddebaut, présidente de l'association Flines au fil de son histoire
Olivier Lalieu, responsable du service aménagement des lieux de mémoire et projets externes du Mémorial de la Shoah
Lior Lalieu-Smadja, responsable du service photothèque du Mémorial de la Shoah
Frantz Malassis, chef du département documentation et publications, Fondation de la Résistance
Daniel Martin, chef de projet pour le Portail national de ressources du CNRD
Arnaud Papillon, responsable de projets pédagogiques et rédacteur en chef du site « Chemins de mémoire »
Laurent Seillier, professeur missionné au Centre d'histoire de La Coupole, Wizernes
Yann Simon, professeur relais, Musée de la Libération de Paris-musée du général Leclerc-musée Jean Moulin, Paris
Hélène Staes, responsable des activités pédagogiques, Fondation de la Résistance
Karen Taieb, responsable du service des archives du Mémorial de la Shoah
Laurent Thiery, directeur scientifique du projet de Dictionnaire biographique des déportés de France passés par le camp de Mittelbau-Dora et ses *Kommandos*, La Coupole, Wizernes
Dominique Trimbur, historien, Fondation pour la Mémoire de la Shoah
Christel Trouvé, responsable du projet Denkort Bunker Valentin, Landeszentrale für politische Bildung, Brême
Cécile Vast, historienne et enseignante, Musée de la Résistance et de la Déportation, Besançon
Dominique Vidaud, directeur de la Maison d'Izieu

EXPOSITION DU 17 NOVEMBRE 2021 AU 30 JANVIER 2022

À l'initiative de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, sont commémorés les 60 ans du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), le plus ancien et le plus important concours scolaire de France : plus de 40 000 élèves par an, soit environ un million et demi de participants depuis 1961.
Le Mémorial de la Shoah propose du 17 novembre 2021 au 30 janvier 2022, en partenariat avec le Musée de la Résistance nationale (MRN) de Champigny-sur-Marne, une exposition inédite retraçant les soixante ans du Concours. Cette exposition, présentée conjointement sur le site du Mémorial à Paris et sur le site du MRN à Champigny-sur-Marne, retrace la genèse du concours, son développement, ses enjeux et ses principales évolutions. Elle valorise les réalisations des élèves et l'implication des enseignants, tout en soulignant l'actualité permanente du CNRD. Cette exposition est organisée autour de quatre thèmes majeurs – Décider, Rencontrer, Réaliser, S'engager – et elle est illustrée de documents originaux, d'extraits de films, d'archives et de productions d'élèves. Elle met aussi en lumière la variété des sujets abordés depuis 60 ans par les élèves, individuellement et collectivement.

Brochure éditée par le Mémorial de la Shoah, fondation reconnue d'utilité publique par décret en Conseil d'État du 27 juillet 2012 – 17, rue Geoffroy-l'Asnier 75004 Paris – Tél. : 01 42 77 44 72 – Fax : 01 53 01 17 44 – Site internet : http://www.memorialdelashoah.org/ – Email : contact@memorialdelashoah.org – Directeur de publication : Jacques Fredj, directeur du Mémorial de la Shoah – Rédacteurs en chef : Claude Singer et Caroline François – Impression : Stipa, 8, rue des Lilas 93100 Montreuil – ISBN : 978-2-916966-99-1– Dépôt légal : octobre 2021.

Brochure gratuite – Ne peut être vendue